

Mémoire de fin d'études

présenté pour l'obtention du Diplôme de Master Agris Mundus

M1: University of Copenhagen, Faculty of Life Sciences -

Cursus Développement Agricole

M2: Montpellier SupAgro, Institut des Régions Chaudes -

Cursus Master 3A - Spécialité SAT (Systèmes Agricoles et Développement)

Option : MOQUAS (Marchés, Organisations, Qualité, Services)

Analyse des communautés d'acteurs de la forêt de la Grande Chaloupe, île de la Réunion



par Ilaria Capra

Année de soutenance : 2012

Organismes d'accueil : Cirad, Unité GREEN ; Université de la Réunion, Laboratoire LCF

Mémoire de fin d'études

présenté pour l'obtention du Diplôme de Master Agris Mundus

M1: University of Copenhagen, Faculty of Life Sciences -

Cursus Développement Agricole

M2: Montpellier SupAgro, Institut des Régions Chaudes -

Cursus Master 3A - Spécialité SAT (Systèmes Agricoles et Développement)

Option : MOQUAS (Marchés, Organisations, Qualité, Services)

Analyse des communautés d'acteurs de la forêt de la Grande Chaloupe, île de la Réunion

Par Ilaria CAPRA

Année de soutenance : 2012

**Mémoire préparé sous la direction de :
Pascale MAIZI**

Organisme d'accueil : Cirad, Unité GREEN ;
Université de la Réunion, Laboratoire LCF

Présenté le : [16/10/2012]

devant le jury :

Pascale MAIZI

Frédérique JANKOWSKI

Igor BABOU

Jérôme QUESTE

**Maîtres de stage : Jérôme QUESTE, Igor
BABOU**

Résumé

La Grande Chaloupe (GC) est connue par les réunionnais pour être un territoire à forts enjeux historiques, patrimoniaux, environnementaux et sociaux. Dans le passé, des projets de développement ont débouché sur des relations conflictuelles entre les acteurs qui y agissent. Aujourd'hui, un projet de conservation de la biodiversité est en place : le reboisement de la forêt semi-sèche de la GC.

L'enquête de terrain a pour but de cartographier les acteurs qui œuvrent autour de cette forêt aujourd'hui, en se focalisant sur leurs interactions, leurs savoirs et leur rapport à la nature. Des méthodes sociologiques d'observation participante, des entretiens non directifs et semi-directifs, et du questionnaire ont été appliquées.

Ainsi, j'ai identifié des communautés d'individus concernés par la GC, que j'ai comparé entre elles en mettant en évidence les éléments qui pourraient favoriser la coopération ou la discorde et en concluant que la collaboration est plus forte grâce à des éléments de cohésion tels que les passeurs et les objets-frontière.

Abstract

Grande Chaloupe (GC) is known in Reunion to be a high-stakes historic, heritage, environmental and social territory. In the past, development projects have led to conflicting relationships between GC stakeholders.. Today a biodiversity conservation project is in place: reforestation of semi-dry forest of the GC.

The field survey aims to map the actors involved in the forest today, focusing on their interactions, their knowledge and their relationship to nature. Sociological methods such as participant observation, semi-structured and non-structured interviews, and questionnaire have been applied.

So I identified communities of individuals involved in GC, I compared them by highlighting elements that could foster cooperation or discord. I concluded that collaboration is stronger because of cohesive elements such as brokers and boundary objects.

Remerciements

Ce stage m'a enrichie du point de vue académique et personnel au delà de mes attentes, qui étaient déjà plutôt élevés.

Cela n'aurait pas été possible sans l'accompagnement de Pascale Moity-Maizi de Montpellier Supagro, Jérôme Queste du CIRAD et Igor Babou de l'Université de la Réunion. Merci de m'avoir conseillée, dirigée, encadrée, corrigée et encouragée tout le long du stage.

Ensuite mes remerciements vont au programme européen de masters Erasmus Mundus et en particulier mon cours de master Agris Mundus, au Cirad, à l'Université de la Réunion et au projet Life+ Corexerun pour avoir contribué logistiquement et financé ce stage.

Je tiens à remercier L.H., M.L. et C.W., pour m'avoir accompagné et facilité les contacts sur le terrain et pour leurs précieux conseils. Je remercie aussi tous les interviewés et les personnes qui m'ont donné un peu de leur temps pour répondre à mes questions. Je remercie aussi les personnes qui ont participé aux restitutions, qui à travers leurs remarques et retours m'ont permis d'avancer dans la réflexion.

Merci aux amis qui m'ont aidé en relisant et corrigeant mon français : Caroline, Zoubida, Laetitia, Natanael ; et à Camille, parce que à chaque fois que j'allais remplir ma théière dans son bureau, j'en ressortissais avec les idées plus claires. Merci à Gaspard, pour toutes les discussions enrichissantes, débats théoriques stimulants, le support méthodologique, ses magnifiques définitions des mots et des expressions françaises au jour le jour au bureau. Merci à Paulo, auteur des plus belles photos qui illustrent ce mémoire, pour son support quotidien, pour m'avoir accompagnée sur le terrain, avoir testé avec moi le questionnaire et avoir collaboré à la saisie des données, à la retranscription de plusieurs entretiens et à la phase d'analyse avec ses remarques et questions pertinentes.

Finalement je tiens à remercier ma famille qui m'a permis d'arriver jusqu'ici en croyant constamment en moi et en mes capacités, et mes amis du Master Agris Mundus, de Life à Copenhague et de Montpellier Supagro : ce parcours a été une expérience unique parce que partagée avec vous.

Table des matières

Résumé.....	3
Abstract.....	3
Remerciements	4
Table des matières	5
Glossaire.....	8
Sigles et acronymes.....	9
1. Introduction	11
2. Contexte du stage	12
2.1. La Réunion et la Grande Chaloupe	12
2.2. Les enjeux environnementaux	14
2.3. Les enjeux patrimoniaux.....	16
2.4. Les enjeux sociaux	16
2.5. Le projet du Tram-train	17
2.6. Le projet Life+ Corexerun	18
3. Problématique.....	18
3.1. Demande initiale	19
3.2. Les commanditaires.....	19
3.3. Evolution de la problématique et questions de recherche	20
3.4. Questions de recherche.....	20
4. Méthodologie.....	21
4.1. Posture	21
4.2. Méthodes	21
4.3. Grilles de lecture.....	22
4.3.1 Communautés de Pratiques (Wenger 1998 et 2000)	23
4.3.2. Théorie de la justification (Thevenot et Boltanski 1991, Godard 2004)	24
5. Eléments d’histoire de la Réunion, de la GC et de ses problèmes environnementaux, à dire d’acteurs.....	26
5.1. La colonisation des bas et des hauts	26

5.2. Les sentiers et le Chemin des Anglais	26
5.3. La départementalisation et le changement du paysage institutionnel	28
6. Caractérisation des communautés d'acteurs liés à la forêt de la GC	30
6.1. Une communauté composée de décideurs institutionnels	30
6.1.1. Une communauté composée d'institutions	30
6.1.2. Des acteurs soudés par un engagement collaboratif	33
6.1.3. Des objets en circulation qui facilitent les échanges	34
6.1.4. Life+ Corexerun	35
6.1.5. La nature : la forêt semi-sèche de la GC	36
6.2 La communauté des techniciens	39
6.2.1. Savoirs et relation à la nature hybrides	40
6.3. La Communauté des habitants du village de la GC	41
6.3.1. Une communauté de pratiques	42
6.3.2. Un choix de vie	42
6.3.3. La nature domestique	44
6.3.4. Une vie dans un endroit exceptionnel et protégé	47
6.3.5. Aux portes d'un projet européen pour la préservation de l'environnement	48
6.3.6. Perception et usages de la GC	48
6.3.7. Savoirs empiriques	50
6.4. La communautés des acteurs du secteur social à la GC	50
6.4.1. La communauté	52
6.4.2. La cohésion à l'intérieur de la communauté : des liens	53
6.4.3. Nature civique : support d'activités récréatives	55
6.5. La Communauté des chercheurs naturalistes	56
6.5.1. Acteurs associatifs ou de recherche avec un intérêt botanique à la GC	56
6.5.2. Communauté de pratiques	59
6.5.3. Intérêt environnemental à la GC	59
6.5.4. Nature et savoirs	60

6.5.5. Life+ Corexeeun	61
6.6. La communauté des randonneurs.....	62
6.7. Autres (ouvriers entreprises partenaires de Life+ Corexerun)	66
6.8 Synthèse des visions de la nature et des savoirs naturalistes des communautés	66
7. Collaborations	68
7.1. Des éléments structurant intra-communauté.....	68
7.1.1. animateurs.....	69
7.1.2. Objets intermédiaires	70
7.1.3. Interactions vers la cohésion : Life+	72
7.2. Des éléments qui facilitent les échanges entre communautés	72
7.2.1. Sociogramme	72
7.2.2. Entités d'intervention	73
7.2.3. Passeurs	76
7.2.4. Objets-frontière	78
7.2.5. Etude de cas : interactions entre communautés des habitants et des institutionnels	84
8. Discussion et conclusion	88
9. Références bibliographiques.....	93
10. Annexes.....	95
10.1. Questions de recherche.....	95
10.2. Guides d'entretien.....	96
10.2.1. Général.....	96
10.2.2. Habitants.....	97
10.2.3. Un exemple de guide personnalisé : D.S.....	98
10.3. Questionnaire	98
Résumé.....	100

Glossaire

Engagisme : phénomène qui a eu lieu après l'abolition de l'esclavage. A la Réunion et dans d'autres ex colonies françaises on a fait appel à une main d'œuvre immigrée, de différents pays, mais surtout indienne, qui venait sous des contrats qui les engageaient pendant 5 ans. Certains engagés se sont ensuite installés sur l'île.

Espèce végétale Indigène : arrivée sur l'île par des moyens naturels et qu'elle était présente avant l'arrivée des êtres humains (déf. ONF)

Espèce végétale Endémique : espèce indigène qui c'est progressivement différenciées pour créer une espèce nouvelle qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde et se trouve dans un territoire limité (une île, un archipel, un massif montagneux) (déf ONF)

Espèce végétale Exotique : introduite, volontairement ou non, par les humains (déf ONF)

Espèce végétale envahissante (invasive) : espèce exotique naturalisée dans un territoire et qui modifie la composition, la structure et le fonctionnement des écosystèmes naturels ou semi-naturels dans lequel elle se propage (déf Parc)

Marronnage : phénomène par lequel des animaux domestiques relâchés ou échappés forment des populations vivant partiellement ou totalement à l'état sauvage. Par translation le mot est venu à signifier la vie des esclaves en fuite des exploitations

Planèze : plateau de basalte volcanique limité par des vallées convergentes

Restauration : action intentionnelle qui favorise l'autoréparation d'un écosystème qui a été dégradé ou détruit, en respectant sa santé, son intégrité et sa gestion durable. Dans le cadre du projet LIFE+ COREXERUN, les éléments constitutifs de ces habitats sont encore présents mais pas fonctionnels du fait notamment de l'invasion des pestes végétales (espèces envahissantes) et des pressions anthropiques diverses (braconnage, incendies...) (déf Parc)

Reconstitution : action qui tend à redonner la forme primitive à un habitat à partir d'éléments fragmentaires. Dans ce cadre, le projet LIFE+ COREXERUN tente de reconstituer artificiellement avec leurs fonctions, 9 hectares d'habitat semi-xérophile endémique. Cette zone reconstituée est située sur la planèze entre deux ravines (déf Parc)

Sigles et acronymes

AD2R	Association pour le Développement Rural Réunionnais
AGORAH	Agence pour l'Observation de La Réunion, l'Aménagement et l'Habitat
CBNM	Conservatoire Botanique National de Mascarin
CLRL	Conservatoire des Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres
CG	Conseil Général
CIRAD	Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement
ENS	Espace Naturel Sensible
GC	Grande Chaloupe (dans ce document)
GCEIP	Groupement Conservation Environnement Insertion Professionnelle
IGN	Institut Géographique National
ONF	Office National des Forêts
PNR	Parc National Réunion
SEOR	Société d'Etudes Ornithologiques de La Réunion
SAPEF	Société d'Aménagement Paysager Et Forestier
SREPEN	Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
CHAM	Chantiers Histoire et Architecture Médiévale
ESE	Espace Socio Educatif à La Montagne
ASC	Association Sportive et Culturelle
UMR PVBMT	Unité Mixte de Recherche Peuplements Végétaux et Bioagresseurs en Milieu Tropical

Partie I

1. Introduction

Le développement durable et de la préservation de la biodiversité peuvent être considérés comme les discours dominants de cette époque. Pour les comprendre il est fondamental d'étudier les interactions entre l'homme et la nature : les usages, les connaissances, la perception de la nature.

La Réunion présente beaucoup d'enjeux autour de la préservation des ressources naturelles insulaires. La majeure partie du territoire de l'île est classée dans le cadre d'un Parc National (PNR) depuis 2007, et inscrite au Bien du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2010. De plus, elle est parmi les trente quatre « hotspots » (points chauds) de biodiversité de l'ONG Conservation Internationale. A la Grande Chaloupe (GC) ces enjeux se font particulièrement importants puisque c'est l'un des derniers endroits où se trouvent les reliques de la forêt semi-sèche endémique de l'île, dont ne resterait que 1% de la surface originelle. La GC est une ravine qui accueille d'autres enjeux aussi, notamment historiques, patrimoniaux et sociaux.

En raison de l'importance des enjeux concernant la préservation de l'environnement de cet espace spécifique, un projet de conservation de la biodiversité à travers le reboisement de la forêt semi-sèche de la GC a été mis en place. Le projet *Corexerun* (COnservation, REstauration et reconstitution des habitats semi-XErophile de la RéUNion), piloté par le PNR et co-financé par la Commission Européenne à travers le programme Life+ environnement a débuté en 2009 et devrait se finir en décembre 2013. Ses objectifs sont de réactiver la dynamique de conservation de la forêt semi-sèche à travers des activités de restauration et de reconstitution prises en charge par divers acteurs locaux.

Ce projet s'appuie sur un partenariat entre le Cirad et l'Université de la Réunion notamment pour son suivi-évaluation et pour envisager des projets de recherche-action ultérieurs. Je suis arrivée comme stagiaire pour une étude précise consistant à effectuer un diagnostic essentiellement sociologique du territoire de la forêt de la Grande Chaloupe afin d'identifier ensuite des voies pertinentes pour mobiliser les acteurs (et identifier lesquels) dans de futures actions de gestion de la forêt. Pour ce faire j'ai analysé les interactions entre les acteurs impliqués sur ce site et questionné leurs savoirs, leur rapport à la nature et leurs perceptions du territoire de la GC.

Ce stage a duré six mois sur le terrain à La Réunion (dont quatre complètement dédiés à la recherche de terrain, et les deux derniers plutôt à l'analyse et à la rédaction) en accueil au CIRAD et à l'Université de la Réunion.

Ce mémoire va être structuré de la manière suivante : une première partie présente le contexte et la définition de la problématique ainsi que le déroulement méthodologique de l'étude. Une deuxième partie présente les résultats en mettant en avant les éléments les plus intéressants. Je caractériserai là les différentes communautés d'acteurs que j'ai identifiées à la GC et mettrai en évidence les éléments qui facilitent la collaboration entre acteurs sur ce territoire. Je termine ce mémoire enfin, avec quelques propositions de recherche ultérieure et suggestions de travail.

2. Contexte du stage

2.1. La Réunion et la Grande Chaloupe

La Réunion est une île volcanique dotée du statut de Département et de Région français située dans l'océan Indien (voir carte ci dessous).

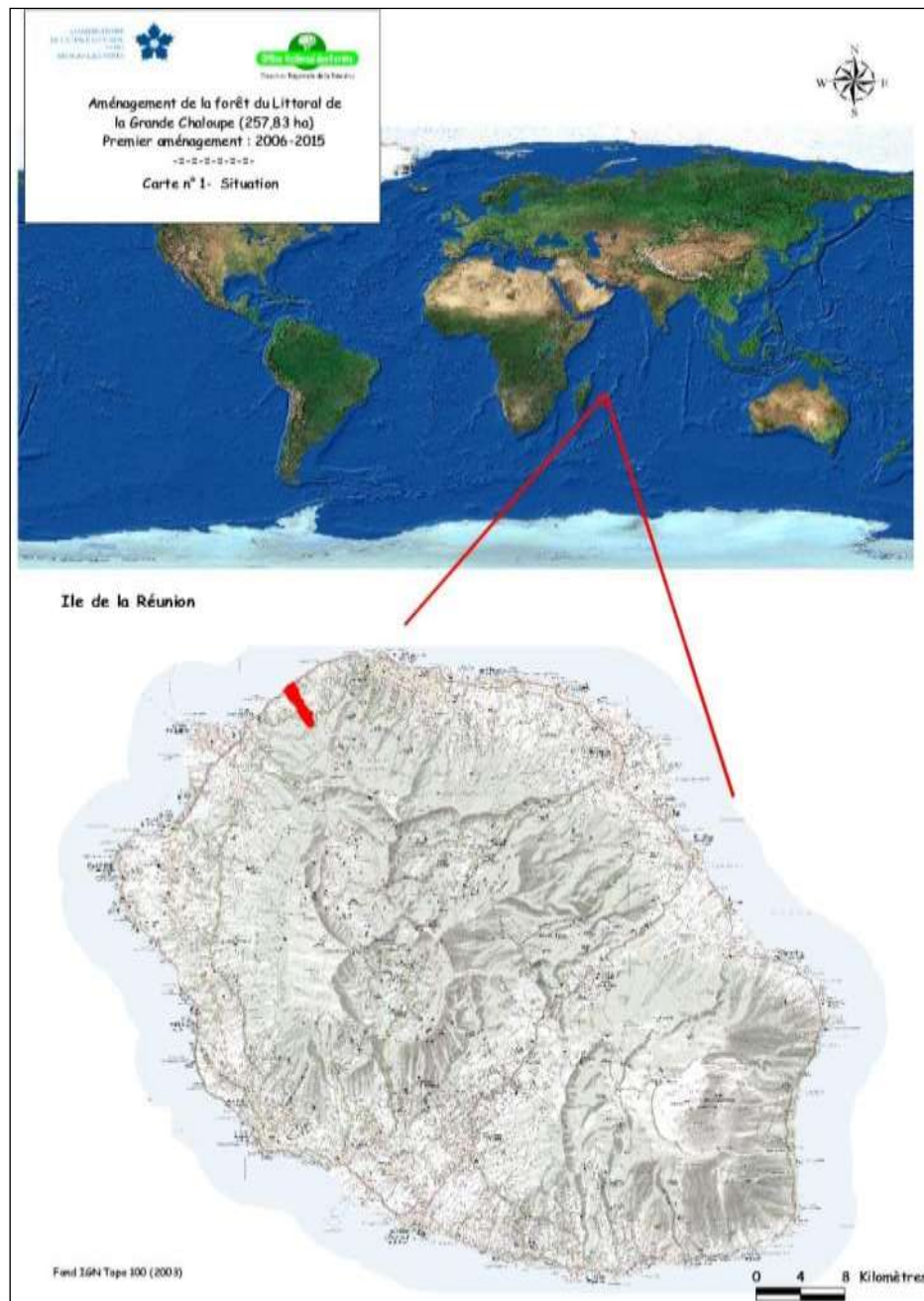


Figure 1 Localisation de l'île de la Réunion (carte en haut) et de la ravine de la Grande Chaloupe (carte en bas, sélection en rouge)

Ses côtes montent rapidement en altitude, ce qui crée une différenciation de l'île entre « les Hauts » (la plus grande superficie, qui est montagneuse, recouverte de forêt) et « les Bas », (les bords de côtes, avec plus d'urbanisation et d'infrastructures). Une grande partie des Hauts fait partie du Parc National de la Réunion (PNR), créé en 2007. La même surface est classée également au Patrimoine Mondial de l'Unesco depuis

2010, mais à ce territoire ont été ajouté quatre autres sites : la Grande Chaloupe, le Piton d'Anchain, le Pain de Sucre et la Chapelle et la forêt de Mare Longue. L'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) a composé une « liste rouge des espèces menacées en France » sur la flore vasculaire à la Réunion (décembre 2010).

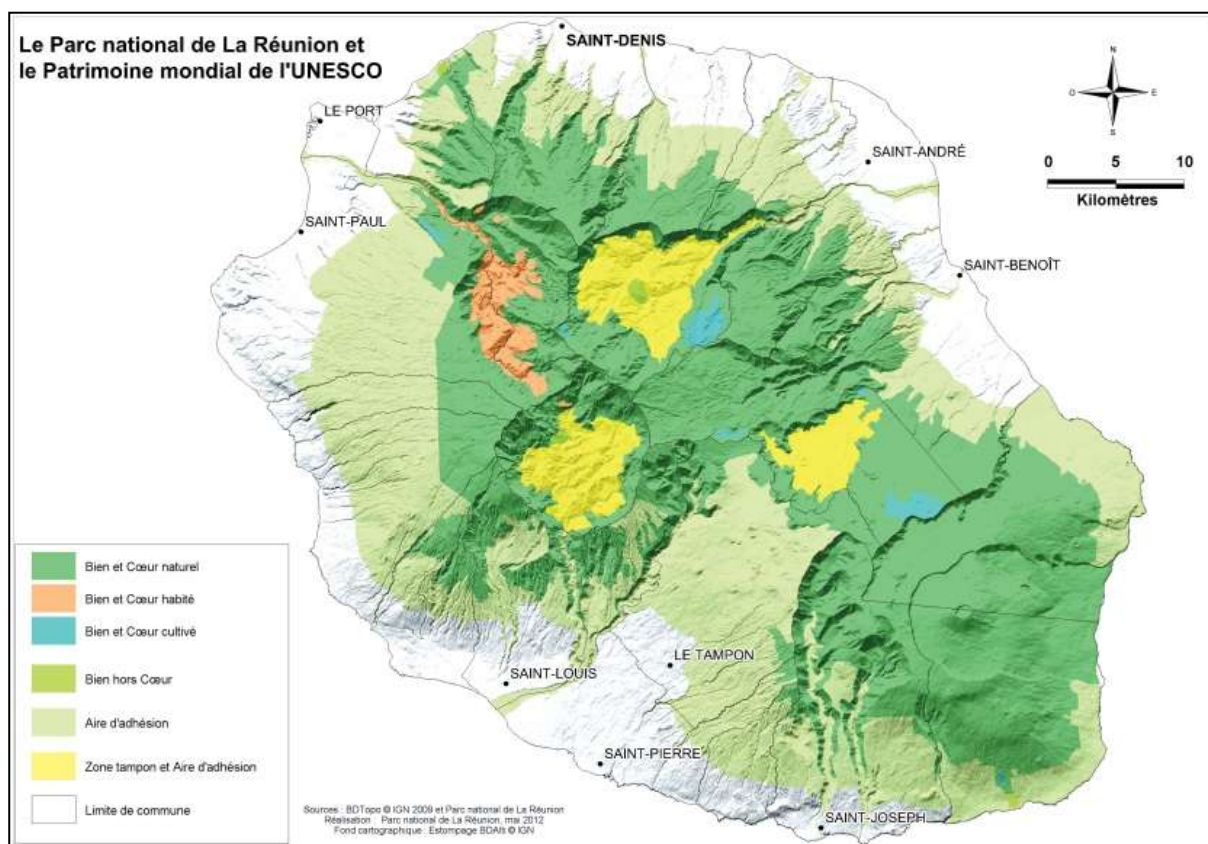


Figure 2 Territoire inscrit au Patrimoine Mondial de l'Unesco et faisant partie du Parc National de la Réunion

L'inclusion de la ravine Grande Chaloupe (GC) au Patrimoine Mondial de l'Unesco assure la maîtrise d'un gradient continu d'habitats naturels, depuis la mer jusqu'au sommet de la montagne de la Roche Ecrée, puisque elle fait partie du grand massif de la Montagne, qui abrite des formations de forêt secondaire ainsi que des reliques de forêt semi-xérophile, menacée de disparition totale. La GC s'étend sur 260 ha localisés en zone littorale, à huit kilomètres au sud-ouest de St Denis. Ce site est donc le centre de ma recherche et un lieu chargé d'enjeux différents : environnementaux, patrimoniaux et sociaux. Cette ravine abrite les derniers vestiges de la forêt semi-sèche, végétation originelle et endémique de la Réunion ; des lazarets ayant servi à la quarantaine des immigrés arrivant sur l'île à la fin du XIX siècle ; une gare historique ; des habitants installés depuis des dizaines d'années ; un champ de tir de l'Armée et la proximité de l'axe routier le plus fréquenté de l'île (la RN2 ou Route du Littoral).



Figure 3 La ravine de la GC, les remparts, le village et la route du littoral (le coté de La Possession se trouve sur la gauche de la photo, celui de Saint Denis sur la droite)

2.2. Les enjeux environnementaux

L'île de la Réunion est caractérisée par une grande variation climatique en fonction de l'altitude, de l'exposition, de la pluviométrie et de la température. La végétation de l'île dépend de ces agents. Cadet (1977) distingue les forêts de l'île par les facteurs d'humidité et pluviométrie en 4 séries dynamiques : la série mégatherme hygrophile, étage humide de basse altitude ; la série mégatherme semi-xérophile, étage semi-sec de basse altitude ; la série mésotherme hygrophile, étage humide de moyenne altitude et la série oligotherme hygrophile, étage humide de haute altitude.

Pendant les derniers siècles, les activités humaines ont causé la disparition totale des savanes xérophiles et la réduction de la forêt semi-xérophile de 56800 ha à 560 ha, c'est à dire moins de 1% de la surface d'origine.



Figure 4 Végétation type savane présente sur le haut plateau et la plus part du territoire de la GC

Les reliques les mieux conservées se trouvent au niveau de la GC, qui se situe dans une des zones les plus sèches de l'île, avec une pluviométrie annuelle inférieure à 1000 mm (CERLES, 2007) Voilà pourquoi elle a été identifiée depuis 1970 comme un lieu extraordinaire sur le plan botanique, à cause de son exceptionnelle biodiversité et concentration en plantes endémiques, nécessitant donc une protection spéciale. Ces reliques, qui se trouvent sur les remparts de la ravine, dans les zones les plus inaccessibles, abritent en effet de nombreuses espèces endémiques protégées dont la régénération est compromise par l'invasion d'espèces exotiques. Les espèces protégées les plus présentes dans la forêt de la GC sont : le bois de chenille (*Clerodendrum heterophyllum*), le bois d'huile (*Erythroxylum hypericifolium*), le bois blanc rouge (*Poupartia borbonica*), le Mahot rempart (*Hibiscus columnaris*), le Bois de prune (*Scolopia heterophylla*), le Foulsapate marron (*Hibiscus boryanus*), le Corce blanc bâtard (*Drypetes caustica*), le Bois de banane (*Xylopia richardii*) et le Bois amer (*Carissa xylopicron*). (Sarraiilh, J., Madaule, T. et Rivière, J., 2008)



La forêt de la GC est aussi l'un des principaux sites de conservation du Papangue ou Busard de Maillard (*Circus Maillardi*), un rapace endémique qui est sur la liste rouge des espèces menacées par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) éditée en septembre 2008.

Les menaces pour les espèces endémiques dérivent principalement des activités humaines : espèces végétales et animales invasives, introduites par l'homme ; pollution ; transport ; loisirs ; exploitation des ressources ; compétition pour le foncier et incendies, qui sont fréquents à la GC à cause du climat sec, de la végétation très inflammable et de la proximité à la ville.



Figure 6 Le Lazaret 2 de la GC, en ruines

Cette étude va analyser comment les acteurs qui portent un intérêt à la GC perçoivent cette forêt, comment ils l'interprètent et les usages qu'ils en font. On étudiera aussi leurs points de vue au sujet de ces diverses espèces invasives et menacées.

2.3. Les enjeux patrimoniaux

Dans cette ravine se trouvent aussi des bâtiments historiques : deux lazarets et une gare ferroviaire. Les plus anciens sont les deux lazarets, construits dans la 2^{ème} moitié du XIX siècle et inscrits au titre de monuments historiques de France depuis 1998 où les engagés restaient en quarantaine à leur arrivée sur l'île. Le lazaret n.1, près de la route, a été restauré ces dernières années (2004-2008); le Lazaret 2, dans la ravine, est en ruines. La plupart des réunionnais ont au moins un de leurs ancêtres qui est passé par là : ces deux lazarets ont donc a priori une forte valeur symbolique aux yeux des réunionnais, pourtant ils ne sont pas très connus.

La gare est aussi inscrite au titre des monuments historiques de France puisque considérée patrimoine ferroviaire réunionnais. A côté de la gare est abrité le ti-train, qui a fonctionné de 1882 à 1976. Le Chemin des Anglais enfin, descend dans la GC depuis Saint Denis et remonte ensuite vers La Possession : c'est un sentier historique (il était la liaison économique entre le Nord et l'Ouest, la seule route existante jusqu'au XX siècle) et l'un des plus fréquentés de l'île par les randonneurs.

Ces enjeux constituent l'histoire du territoire de la GC, et expliquent une partie des raisons d'attachement à ces lieux de la part des habitants et des institutions.

2.4. Les enjeux sociaux

Dans le creux de la ravine se sont installées depuis les années 40-50 une trentaine de familles, venant d'endroits différents du nord de l'île, dans un village proche de la voie rapide qui emmène à Saint Denis, le chef lieu, en moins de 30 minutes de voiture. Etant venus au début pour travailler à la gare ferroviaire de la GC ou au chemin de fer, ces habitants ne possèdent pas tous de documents officiels prouvant leurs droits de propriétés sur les terres qu'ils occupent, qui souvent sont considérées comme étant à fort risque naturel. Ils vivent dans des habitations de type créole, appelées *cazes*, construites en « *bois sous tôle* » ou bâties complètement en tôle. La *caze* créole typique comprend une cour, généralement avec des beaux jardins : certains habitants plantent donc aussi quelques plantes comestibles ou ramassent des fruits, ce qui contribue à l'économie familiale, mais n'est pas une activité commerciale ni la source principale de

subsistance. Malgré l'apparente situation précaire, la plupart des habitants ont des voitures puissantes et ils ne manquent pas de dispositifs technologiques modernes.



Figure 7 Habitations du village de la GC

Administrativement, le village de la GC est reparti en de deux communes : Saint Denis et La Possession, séparées par cette ravine.

Les habitants du village de la GC sont donc concernés par différentes institutions et ils ont été ou se sont mobilisés en plusieurs occasions (comme la restauration des lazarets, le projet Life+ Corexerun ou le projet du tram-train). Ils ont une vision et ils ont (eu) des attentes vis à vis de ces interventions censées protéger des biens à forte valeur. Leurs points de vue sur ces projets, sur leurs actions, la manière de reconstruire l'histoire des interventions de protection de cette zone, nous permettra d'identifier si la forêt - ou certaines de ses ressources particulières - est pensée localement comme un bien commun.

2.5. Le projet du Tram-train

Le projet du tram-train a été structurant pour la formation de l'identité du village de la GC. Au début des années 2000 le Région voulait réaliser un projet de transport sur rails, appelé tram-train, qui aurait dû passer sur un viaduc (selon le premier projet) ou dans un tunnel (deuxième projet) et dans ce cas remonter dans la ravine de la GC, ce qui aurait provoqué l'expropriation de certains habitants. Ce projet a donc entraîné de fortes tensions et, suite à la défaite aux élections régionales du candidat qui le supportait, il a été rejeté. Le budget prévu pour des mesures compensatoires (pour l'environnement naturel) de ce projet a toutefois permis de financer plusieurs études précises sur la richesse naturelle de la GC et d'envisager de nouveaux projets de réaménagement du territoire. La plupart des associations pour l'environnement et

instituts de recherche de la Réunion y ont participé, chacun dans leur domaine et les résultats de ces études forment ainsi une importante base de connaissances accessibles, détenues aujourd'hui par le Parc National.

2.6. Le projet Life+ Corexerun

Ces connaissances n'ont pas été perdues puisque elles ont servi de base pour un nouveau projet. Grâce aussi à la création du Parc National de la Réunion en 2007, qui en est le pilote, un projet de type Life+ a été financé par la Commission

Européenne. Le projet Life+ Corexerun (Conservation et Restauration de la forêt semi-XÉrophile à la RÉUNOIN) a débuté en 2009 et doit se terminer en décembre 2013. Il a été mis en place par le Parc National de la Réunion en association avec le Conservatoire du Littoral, la DEAL, le Conseil Régional et le Conseil Général. Ses objectifs sont de conserver la forêt semi-sèche à travers des activités de restauration (sur 30ha de forêt, correspondant aux zones les mieux conservées, notamment en partie haute et reculée de la ravine) et de reconstitution (de 9ha de brousse sur le haut plateau dans la partie de la ravine plus proche de la côte, où la végétation existante a été rasée au sol et où des plantes endémiques sont en train d'être replantées).

Ce projet comprend par ailleurs des actions de sensibilisation et de vulgarisation, ce qui a fait participer au projet des écoles, des entreprises, des associations et les habitants du village en plus des organismes qui ont eu les marchés des travaux.

Il se structure en effet sur cinq axes : état des lieux et stratégies d'intervention (connaître) ; acquisition foncière (sécuriser) ; restauration, reconstitution et renforcement des populations (agir) ; dissémination de l'information et sensibilisation à l'environnement (communiquer) ; mesurer la validité des actions et planifier l'avenir (évaluer). (Site web du projet : <http://www.reunion-parcnational.fr/corexerun/>)

Ce projet tient un point de vue biologiste et environnemental, tout en se proposant d'être un projet participatif, on va donc analyser comment il s'insère dans le socio-écosystème de la GC, dans lequel il intervient.



Figure 8 Volontaires à l'œuvre lors d'une journée de plantation organisée par l'équipe Life+ en partenariat avec la Srepen

3. Problématique

Les questions du rapport des humains à la nature et de la gestion des ressources seront déterminantes dans les années à venir puisqu'elles sont étroitement liées aux problématiques environnementales (changement climatique, déforestation, épuisement des énergies fossiles, érosion des sols et perte de fertilité, modifications génétiques, perte de biodiversité, pollution etc.). Voilà pourquoi l'analyse des savoirs naturalistes des populations, c'est-à-dire le rapport de l'homme à son environnement –la manière dont il le

perçoit et le comprend, les usages qu'il en a, et les savoirs qu'il en tire - apparaît comme central et cela depuis la Conférence de Rio en 1992.

3.1. Demande initiale

La demande du stage consistait à effectuer un diagnostic de territoire de la forêt semi-sèche de la Grande Chaloupe (GC). A travers ce diagnostic il s'agissait d'analyser le rapport à la nature, les savoirs naturalistes et l'utilisation des ressources des différents acteurs liés à ce lieu : résidents, scientifiques, associations, acteurs institutionnels, etc.

Proposition du commanditaire à l'origine du projet de stage :

« Produire une analyse de la situation des habitants de la Grande Chaloupe du point de vue de leur rapport à la nature et aux savoirs naturalistes. Ce diagnostic servira de base au montage d'un projet de recherche s'intéressant aux conditions de mise en œuvre d'une gestion intégrée du territoire, intégrant considérations écologiques et sociales. Il s'agit donc d'identifier les pratiques à l'œuvre et les significations associées en incluant l'ensemble des acteurs concernés par la zone d'étude : les résidents en premier lieu, mais également scientifiques, associations et acteurs institutionnels. »

Il s'agissait donc d'analyser avec précision les différents points suivants :

- Questionner les caractéristiques des acteurs en étudiant leur histoire et leurs liens avec cette forêt
- Identifier leurs différentes pratiques de l'environnement forestier, et leurs stratégies actuelles pour occuper, défendre, et gérer cette forêt (sachant que pratiques et stratégies s'appuient nécessairement sur des connaissances et sur des visions ou représentations de la nature)
- Enfin, identifier ce qui oppose ou rassemble les gens, c'est-à-dire les stratégies et points de vue contradictoires ou partagés, les enjeux qui font sens pour tous, et les problèmes communs.

Ces éléments permettraient en effet d'envisager ensuite des modalités pertinentes de gestion intégrée de cet espace. En annexe vous pouvez trouver les questions de recherche que j'avais préparées.

3.2. Les commanditaires

L'offre de stage a été proposée par le Cirad de la Réunion en partenariat avec l'Université de la Réunion, dans le contexte du projet européen Life+ Corexerun.

Le **Cirad** (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) est un établissement public français à caractère industriel et commercial, lié au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au ministère des Affaires étrangères et européennes. J'ai été encadrée par Jérôme Queste, chercheur à l'unité de recherche GREEN (Gestion des ressources renouvelables et environnement) du département environnements et sociétés. (Site web du Cirad à la Réunion <http://reunion-mayotte.cirad.fr>)

L'**Université de la Réunion** a participé à l'encadrement de mon stage par l'intermédiaire d'Igor Babou, professeur au laboratoire LCF (Langues, textes et communication dans les espaces Créolophones et Francophones). (Site web du laboratoire : <http://www.lcf-reunion.fr/>)

Le stage que j'ai effectué fait partie du projet **Life+ Corexerun**, financé par la Commission Européenne et piloté par le Parc National de la Réunion. Le projet Corexerun a lancé un appel d'offre pour faire réaliser un suivi-évaluation externe du projet. Cet appel d'offre a été remporté par l'**UMR PVBMT** (*Peuplements Végétaux et Bioagresseurs en Milieu Tropical*), unité mixte de recherche entre le Cirad et l'Université de la

Réunion. Le Cirad de Saint Pierre (qui fait partie de l'UMR PVBMT) a étudié la dimension sciences naturelles, et le Cirad de Saint Denis la dimension sociale à travers mon stage. Le Cirad a proposé de mettre en place trois stages pour évaluer l'impact du projet sur la population : le premier afin d'avoir une première cartographie des acteurs impliqués sur lequel se baseront les deux suivants. Ces deux derniers (ou une thèse) concerneront la mise en œuvre d'une gestion concertée autour du territoire de la GC. Le but de mon stage est donc de préparer le terrain et de mettre en évidence ce qui est intéressant à étudier davantage.

3.3. Evolution de la problématique et questions de recherche

Après une première discussion avec mes maîtres de stage, Jérôme Queste et Igor Babou, nous avons convenu quelques changements (avant que je ne voie le terrain proprement dit).

Premièrement, nous avons décidé de ne pas donner une place prioritaire aux habitants, mais d'étudier tous les acteurs de façon « symétrique » (considérant aussi que je me rattachais aux réseaux sociotechniques de Latour et Callon). Cela implique de donner le même poids à tous les acteurs sans accorder plus de crédit aux « experts » (qu'ils soient scientifiques, ou institutionnels) qu'aux « profanes ».

Deuxièmement, nous avons clarifié le fait que la recherche pour la gestion intégrée serait l'objet des stages à venir. Je me suis donc concentrée en priorité sur la situation présente, mais sans oublier le côté historique. L'idée était d'expliquer ce qui nous a amené à la situation actuelle, (mais sans négliger non plus les aspirations ou projet futurs). J'ai également mis en évidence que les relations qui m'intéressent le plus sont celles qui concernent le projet de conservation de la forêt en cours, puisque c'est actuellement le plus grand enjeu à la GC.

Enfin, une autre réflexion a concerné la délimitation de l'objet d'étude. Les acteurs qui agissent à la Grande Chaloupe sont si nombreux qu'il aurait été impossible de les prendre tous en compte et d'avoir le temps de faire une interview avec au moins une personne pour chaque organisme. C'est pourquoi j'ai choisi de me concentrer sur les organismes qui agissent directement et physiquement sur la forêt de la GC. J'ai donc laissé de côté par exemple les collectivités territoriales, que j'imagine agir plutôt sur le bâti (le village et les monuments historiques) et les autres acteurs (notamment associations) qui sont impliqués dans la préservation du patrimoine historique. Par contre j'ai maintenu tous les acteurs qui peuvent intervenir dans le territoire du fait de leur proximité (ex : les habitants sont concernés principalement par le village, ou les randonneurs par le chemin des Anglais, mais ils peuvent aller dans la forêt aussi).

Suite à ces réflexions, j'ai formulé les questions de recherches suivantes.

3.4. Questions de recherche

Quels rapports entretiennent les différentes communautés d'acteurs qui ont un usage de la forêt de la Grande Chaloupe?

- Comment discriminer les différentes communautés?
- Quelles sont leurs interactions?
- Ont-elles une vision commune de la nature à travers la forêt pris comme emblème de la nature ?

4. Méthodologie

4.1. Posture

J'ai utilisé une démarche inductive pour mener la recherche. Je n'ai donc pas pris de grille d'analyse à priori, je suis plutôt allée sur le terrain pour voir ce qu'il en ressortait pour formuler ensuite des questions de recherche plus précises et trouver des grilles de lecture qui s'y adaptent.

En ce qui concerne le terrain, que j'ai commencé très rapidement, la posture a été d'être le plus possible présente à la GC, surtout lors d'événements pour pouvoir observer mais également être acceptée. Pendant la période de mon stage, tous les événements ont été liés au projet Life+ (plantations, désherbage, rencontre équipe du projet-habitants, événement festif organisé par l'équipe...). Des fouilles archéologiques pour le lazaret 2 ont commencé lorsque j'avais fini ma phase de terrain.

A la fin j'ai fait deux restitutions qui m'ont permis, à travers les retours et commentaires, de mieux structurer la recherche. La première, au laboratoire LCF à l'Université, m'a permis de profiter des expertises de différents chercheurs qui m'ont fait réfléchir sur la formulation de la problématique ou sur la précision du vocabulaire utilisé. La deuxième, faite à la GC avec les acteurs interviewés et les commanditaires de l'étude (l'équipe Life+ du PNR et du CLRL), m'a permis de tester si mon interprétation des résultats et ma perception du socio-écosystème de la GC correspondait à celle des acteurs. Dans les deux cas les retours m'ont menée à beaucoup de réflexion et m'ont permis d'évoluer dans mon analyse.

4.2. Méthodes

Mes méthodes ont été principalement basées sur une brève synthèse bibliographique initiale, suivie par une longue phase d'enquête de terrain pendant laquelle j'ai utilisé l'observation participante, les entretiens semi-directifs et non-directifs. Dans un deuxième temps, la méthode du questionnaire a été rajoutée sur une population différente (les randonneurs).

L'analyse de données bibliographiques m'a permis de comprendre le contexte réunionnais, l'histoire du territoire et les actions de gestion qui y avait été planifiées dans le passé. J'ai principalement recueilli de la littérature grise, notamment des études antérieures réalisées sur la GC. J'en ai rédigé une synthèse qui restera pour ceux qui continueront après moi la recherche pour le suivi-évaluation.

Sur le terrain j'ai effectué trente entretiens non-directifs et semi-directifs (DeWalt & DeWalt, 2002 ; Descombe, 1998) afin d'investiguer la perception du territoire et de la nature des différents acteurs et les interactions qui les lient. Le moyen que j'ai souvent utilisé pour obtenir ces informations a été de demander aux acteurs de raconter leurs activités à la GC. Les entretiens sont sans doute la meilleure méthode pour acquérir les perceptions des gens. J'ai également demandé aux habitants de visiter leur jardin pour étudier les liens particuliers à la nature, et par leur description je pouvais voir ce à quoi ils donnaient de l'importance. Parfois, pendant les entretiens c'est aussi ce qui n'était pas directement évoqué qui me donnait des informations, surtout en comparant avec les récits d'autres acteurs. Vous pouvez trouver les guides d'entretien en annexe, mais il faut considérer qu'ils n'ont pas été suivis à la lettre. Ils étaient plutôt une série de points que je voulais aborder pendant la conversation, que je laissais se dérouler le plus naturellement possible.

J'ai aussi utilisé la méthode de l'observation participante (Cohen, 1984 ; Shulz et Lavenda, 1998), notamment à l'occasion de six sorties où j'ai accompagné les acteurs sur le terrain. C'est en effet à travers l'observation de leurs pratiques, en participant aux activités des acteurs, que j'ai pu apprendre le plus sur leurs savoirs et analyser au mieux leurs interactions.

Comme méthode d'échantillonnage pour les entretiens et les observations participantes j'ai surtout utilisé l'enquête de proche en proche, ou chaînage avant, en demandant à chaque entretien d'autres contacts. C'est adapté à la recherche sur un territoire où les acteurs sont très interconnectés et difficiles à identifier. Pour avoir des points d'entrée, je me suis appuyée sur deux personnes ressources qui m'ont été présentées par mes maîtres de stage. D'abord M.L. de l'AD2R, qui travaille dans le milieu associatif à la Réunion depuis très longtemps. Par son travail, elle est menée à connaître tous les acteurs associatifs du nord de l'île, et elle m'a suggéré ainsi d'autres personnes qui avaient des informations intéressantes pour ma recherche. De plus, nous sommes allées rencontrer ensemble un groupe d'acteurs qui ont pris le temps de m'expliquer leurs projets avant une réunion de travail. Cette sortie de terrain m'a notamment permis d'étudier les interactions entre les acteurs. Ensuite L.H., historien, a été pour moi le point d'entrée pour rencontrer les habitants du village, bien qu'il connaisse aussi le milieu associatif. J'ai suivi une des visites au lazaret et au village, visites qu'il a animées pour des étudiants d'une licence pro en médiation culturelle. Dans un deuxième temps il a accompagné Igor Babou et moi à la rencontre de deux habitants. Cela nous a permis de prendre des rendez-vous, de nous faire connaître dans le village et d'être associés à lui, qui est très estimé par les habitants.

Le questionnaire comme méthode d'enquête n'était pas prévu au départ. Il a été ajouté suite à une réunion entre mon maître de stage Jérôme Queste et les commanditaires de l'étude (P.T., PNR et M.LY, CLRL). Suite à des divergences sur la formulation du sujet de stage, les commanditaires ont demandé comme compromis que j'inclue une enquête sur les usages du chemin des Anglais. P.T. a ainsi proposé sa disponibilité et celle des agents du Parc pour réaliser le questionnaire. Finalement, j'ai préparé le questionnaire, fait une étude pilote pour le tester sur le chemin des Anglais, et je l'ai ensuite transmis aux agents du Parc qui l'ont mis en œuvre et ont obtenu 38 réponses. Dans l'idéal je voulais me baser sur les données du questionnaire pour choisir certaines personnes à interviewer parmi les randonneurs, mais finalement des raisons techniques m'ont empêché de le faire.

4.3. Grilles de lecture

Il est courant quand on fait des recherches en sociologie de s'inspirer d'un cadre théorique et de le tester ensuite sur le terrain. Dans le cas de ma recherche, la démarche a été inverse. Je suis allée sur le terrain, sans vraiment de grille de lecture en tête, mais effectivement ayant été un peu influencée par des lectures sur l'anthropologie symétrique (Callon, 1986 et Latour, 1991). J'en ai retenu notamment le fait de ne pas avoir de catégories préconstruites, mais issues du terrain et de considérer tous les groupes qui m'étaient proposés dans la demande initiale sur le même plan. J'ai également essayé de ne pas avoir d'a priori sur la légitimité des savoirs, sur le rapport à la nature, sur la capacité d'imposer les règles d'un groupe plutôt que d'un autre. Finalement je suis partie dans l'idée de déconstruire les groupes qui m'avaient été donnés et d'en recomposer d'autres issus du terrain.

La même approche a été utilisée pour trouver les grilles de lecture, qui donc n'ont pas été choisies à priori, mais issues d'une analyse ex-post des données collectées sur le terrain. J'ai cherché des grilles qui s'adaptent à mes observations, plutôt que d'adapter mes données à des cadres.

4.3.1 Communautés de Pratiques (Wenger 1998 et 2000)

Dès que j'ai commencé l'analyse des entretiens, j'ai réalisé qu'il serait difficile de rendre compte de manière exhaustive de la pluralité des rapports à la nature et des interactions entre acteurs. Donc j'ai commencé à former des ensembles d'acteurs qui ont des pratiques et des usages similaires à la GC, qui sont porteurs d'intérêts comparables et qui souvent ont des métiers analogues.

Au regard de mes lectures et pour rendre compte des caractéristiques de ces groupes, j'ai trouvé pertinent de recourir à la théorie des communautés de pratique (Wenger, 1998). Suivant la définition de Wenger, les communautés de pratiques sont des ensembles de compétences qui permettent de structurer les groupes par un système d'apprentissage social. Plus pratiquement, une communauté est un ensemble d'individus reliés par un intérêt commun : partager les connaissances dont ils disposent sur un sujet précis. Effectivement, une communauté est caractérisée par de l'identité commune, de la cohésion et des savoirs partagés. Il y a trois façons, selon Wenger, d'appartenir à un système d'apprentissage social:

- L'engagement: participer ensemble à des activités
- L'imagination : construire une image de soi même, de sa communauté, de son monde social
- L'alignement : aligner ses activités locales sur d'autres procédés pour qu'elles soient efficaces au delà de sa propre action

En ce qui concerne les communautés, cela se traduit en :

- Entreprise commune : comprendre afin de pouvoir contribuer
- Engagement mutuel : s'engager et être considéré par les autres comme un partenaire
- Répertoire partagé : avoir accès à ce répertoire et savoir comment l'utiliser correctement

J'ai donc choisi d'utiliser cette théorie pour décrire les caractéristiques de communautés d'acteurs qui œuvrent à la GC, mais en gardant à l'esprit que tous les groupes ne vont pas forcément être dans une communauté, ou pas sous tous les égards. De plus, on est devant plusieurs communautés différentes qui en forment une dans le cadre d'un type de travail particulier ou en agissant sur un certain territoire spécifique, et pas forcément dans l'ensemble de leurs actions. Les communautés de pratiques peuvent donc être vues comme des ensembles avec des intersections, des unions et des sous ensembles. En effet ces groupes, ces communautés sont bien formées d'individus, que j'ai interviewés et avec lesquels j'ai pu échanger. La plupart des fois, ces personnes sont insérées à l'intérieur d'organismes (institutions, association, entreprises, centres de recherche, etc.) avec qui certainement ils doivent former d'autres communautés qui ne sont pas décrites ici. On peut pourtant escompter que certains des leurs collègues pourraient avoir les mêmes pratiques ou la même approche à la Grande Chaloupe et que donc ils pourraient être considérés comme membres de la même communauté.

L'auteur dans sa grille d'analyse considère aussi les frontières des communautés, qui sont créées par les pratiques partagées. Les frontières connectent les communautés et offrent des opportunités d'apprentissages. (Wenger, 2000) Pour étudier les frontières, Wenger va s'intéresser aux passeurs, aux objets-frontière et aux pratiques de frontière, concepts que je vais réutiliser pour mon analyse.

4.3.2. Théorie de la justification (Thevenot et Boltanski 1991, Godard 2004)

Comment étudier le rapport à la nature ? Est-ce les usages qu'on en fait ou la perception qu'on en a ? J'ai cherché un instrument pour analyser les déclarations des acteurs et les catégorisations à travers lesquelles les gens se construisent leur rapport à la nature. J'ai trouvé intéressante l'approche de Godard (1990 ; 2004), qui étudie les différents systèmes de valeurs qui sont associés à la nature. Il se base à son tour sur un cadre d'analyse proposé par Thevenot et Boltanski (1991) qui définit plusieurs systèmes de valeurs (qu'ils appellent *cités*), socialement admis, qui permettent de classer des objets, des individus, des événements et des actions. Selon ces auteurs, dans toute société il en existe une pluralité, que les gens mobilisent en fonction des situations. Chaque individu recourt à plusieurs systèmes de valeurs et établit des compromis entre ceux-ci. Cela est en accord avec le fait qu'il ressorte du terrain plusieurs façons d'apprécier la nature.

Dans leur grille d'analyse, Thevenot et Boltanski ont identifié les cités : marchande, industrielle, civique, du renom, inspirée et domestique. Godard a repris ces mêmes cités pour expliquer les systèmes de justification de la protection de la nature et analyser les différentes représentations de la nature :

- La nature *industrielle* (ou technique) valorise la performance technique et l'efficacité. La nature est envisagée comme une entité à exploiter, à incorporer à la production : la plus désirable est la nature prévisible, utile et fonctionnelle.
- La nature *civique* est un bien commun qui profite au plus grand nombre. Elle est magnifiée par une administration publique. Suit le principe d'une volonté générale émanant de citoyens libres et égaux, basé sur l'intérêt supérieur qui fonde l'action collective.
- La nature *marchande* est vue comme une source de marchandise et d'échanges, base d'une activité économiquement rentable.
- La nature *domestique* valorise un patrimoine et une identité à transmettre. Les traditions sont l'unité de mesure, et les leviers d'action sont la mémoire et la transmission des savoirs. Le mot patrimoine désigne des biens appropriés, des ressources identitaires. La gestion de ces ressources traite essentiellement de leur usage et de leur transmission. La nature est organisée selon une hiérarchie de proximité à la maison suivant la dichotomie sauvage – domestique.
- La nature *du renom* valorise ce qui est reconnu par le grand public, ce qui est célèbre.
- La nature *inspirée* a caractérisé le mouvement de protection de l'environnement depuis les années 1970 selon l'auteur. Il se base sur des valeurs d'intégrité, gratuité et singularité. Le monde (ou mode de gestion) idéal est tiré des savoirs d'hommes inspirés.

Les grilles de lecture de ces auteurs permettent d'étudier la manière dont les acteurs font référence à ces concepts. Ils permettent également de comprendre comment la confrontation des systèmes de valeurs peut déboucher sur des accords, des conflits ou des compromis.

Je me sers alors des classifications de la nature locales, déclarées, pour expliciter les différents rapports à la nature des communautés que j'ai analysées. Il faut préciser ce que j'ai observé quelque chose d'un peu particulier, qui valorise la performance de l'écosystème¹. La science est ici l'unité de mesure et la conservation le levier d'action. Ce qui enrichit la biodiversité est désirable, ce qui l'impacte indésirable (les espèces exotiques envahissantes, les hommes porteurs d'impacts).

¹ Je m'appuie ici également sur les résultats de recherche du stage de Gaspard Heysch, encadré par Jérôme Queste

Partie II - Résultats

5. Eléments d'histoire de la Réunion, de la GC et de ses problèmes environnementaux, à dire d'acteurs

Les éléments livrés ici correspondent à des données issues d'entretiens. Ils donnent donc des points de vue individuels, plus ou moins précis, plus ou moins subjectifs et documentés, selon les compétences (métiers) des personnes, selon leur ancienneté aussi dans l'île. Ces données ont un statut informatif pour livrer au lecteur extérieur des éléments de connaissance sur les entités de la CG en particulier (tels que le Chemin des anglais) qui réapparaissent plus tard dans d'autres chapitres et sur lesquels les individus, les communautés, se positionnent : en somme, elles donnent un peu "d'épaisseur" à ces entités si familières à La Réunion et pour les communautés dont il est question dans cette étude, mais inconnues par d'autres, notamment par une stagiaire arrivée d'Europe. Ces données ont guidé ma compréhension des enjeux, des attentes, des engagements, autour de certaines entités, de certaines activités...

5.1. La colonisation des bas et des hauts

Le récit de l'histoire réunionnaise commence avec M.L., animatrice territoriale de l'AD2R (Association pour le Développement des Hauts de la Réunion) qui m'a parlé du début de la colonisation (XVII/XVIII siècle): les parcelles données aux premiers colons allaient de la côte au haut des montagnes (*du battant des lames au sommet des montagnes*, expression qui est restée dans le parlé réunionnais). La seule façon équitable de les partager entre les héritiers était de les diviser en longueur, et seule la partie proche de la côte (*les bas*) était exploitée. Les terres en altitude (*les hauts*) étaient de *marronage*, c'est là que se réfugiaient les esclaves fugitifs et plus tard les *petits blancs*, qui avaient perdu leurs terres.

C'est au XIX siècle que la colonisation officielle des hauts débuta : les petits blancs (fils de colons appauvris par le morcellement des parcelles) réclamaient des terres, et la colonie jugea bon de leur faire exploiter ces espaces en maraîchage et en thé. C'est selon M.L. ce qui explique le faible développement économique et infrastructurel qui a caractérisé les hauts jusqu'à très récemment à la Réunion.

5.2. Les sentiers et le Chemin des Anglais

Selon O.F. (Cirad PVBMT) cette colonisation des hauts est à l'origine d'une deuxième phase de défrichage et d'exploitation agricole du territoire qui a entraîné une forte réduction de la forêt semi-sèche dite originaire (avec de nombreux incendies aussi). La végétation indigène a ensuite été remplacée par des espèces exotiques, dont certaines invasives.

A cette époque les gens se déplaçaient principalement à pied ou en charrette. Selon A.T. du Conseil de Secteur de la Montagne : « Les sentiers qu'on a répertoriés étaient utilisés par les gens autrefois, qui descendaient par ex de St Bernard à St Denis à pied, soit pour leur besoin de travail, soit pour aller livrer le lait. Il y a les sentiers qu'utilisaient les femmes pour aller laver le linge. Ça fait des raccourcis, ce n'est pas si loin de Saint Denis finalement. ». Son association est en train de restaurer ces anciens chemins, qui sont aujourd'hui revalorisés comme patrimoines historiques et empruntés pour le loisir.



Figure 9 La carte montre la distance entre St Bernard, qui se trouve jusqu'au dessus de la ravine de la GC et Saint Denis, et se rendre compte de la distance parcourue par ces chemins. Source : IGN 2012 – www.geoportail.gouv.fr

Le « Chemin des Anglais », qui relie Saint Denis à la Possession en passant par la GC est connu par tous les acteurs avec qui j'ai parlé. C'est A.H., ancien animateur territorial des hauts de La Possession pour l'AD2R, qui m'a le plus parlé de son histoire : « le Chemin des Anglais est celui entre la GC et St Bernard. Les anglais sont arrivés à la GC et ont débarqué à St Denis par ce sentier. La portion de la GC à la Possession s'appelle le sentier Crémont, qui lui est le sentier économique, qui a servi à désenclaver l'ouest et relier la baie de Saint Paul avec la nouvelle capitale économique qui est Saint Denis. Anciennement il y avait deux modes de communication : les chaloupes, inutilisables par mauvais temps, et la voie terrestre, le long de la falaise, difficile à cause des vagues, des cailloux et des éboulements fréquents. C'est pourquoi le sentier haut a été créé, et il a été appelé Crémont en l'honneur de l'ordonnateur (l'adjoint du gouverneur, qui lui était à Maurice) qui l'a fait paver pour qu'on puisse y passer avec des bœufs et des charrettes.

Le rapport d'état des lieux pour la GC de l'AGORAH (Rivière, 2002) nous informe que le tracé date du 1732 et il a été empierré en 1775 et emprunté par les Anglais pour occuper l'île en 1810. Le secteur reliant St Bernard et St Denis a disparu. Il est défini comme « remarquable sur le plan environnemental et paysager ».

C.L., directrice du Conservatoire du Littoral (organisme public propriétaire des terrains environnants à la GC), nous apprend que le Chemin des Anglais est propriété du Conseil Général, et il est « cadastré », bien identifié et délimité. Il y a beaucoup de promeneurs et coureurs qui y circulent.

Ce n'était pas le seul chemin qui passait à la GC : les gens qui ont préparé les parcelles du projet Life+Corexerun pour la plantation en ont trouvé d'autres qui laissent deviner des passages spécifiques pour des activités disparues aujourd'hui. Ainsi par exemple : « cette zone a été utilisée dans le passé pour le pâturage : on voyait bien que le sentier avait été nettoyé, toutes les pierres avaient été mises sur le côté, donc on est tombé sur des vieux andins. » (Luc Daniel, directeur SAPEF) D'autres, comme les ouvriers de l'ONF, ont « trouvé des traces de culture, de terrassement, de petit murets, aussi bien en partie basse, en plaine savane, ou en partie haute, au bord des ravines. Tu vois t'as les pentes, il ne reste de la forêt

naturelle qu'au milieu. Au bord de l'eau on a des traces de vétiver, en haut on a trouvé des traces de café, des plantes. On n'en voit plus trop, tout ça a été retrouvé quand on a défriché. » (J.T., biologiste ONF)

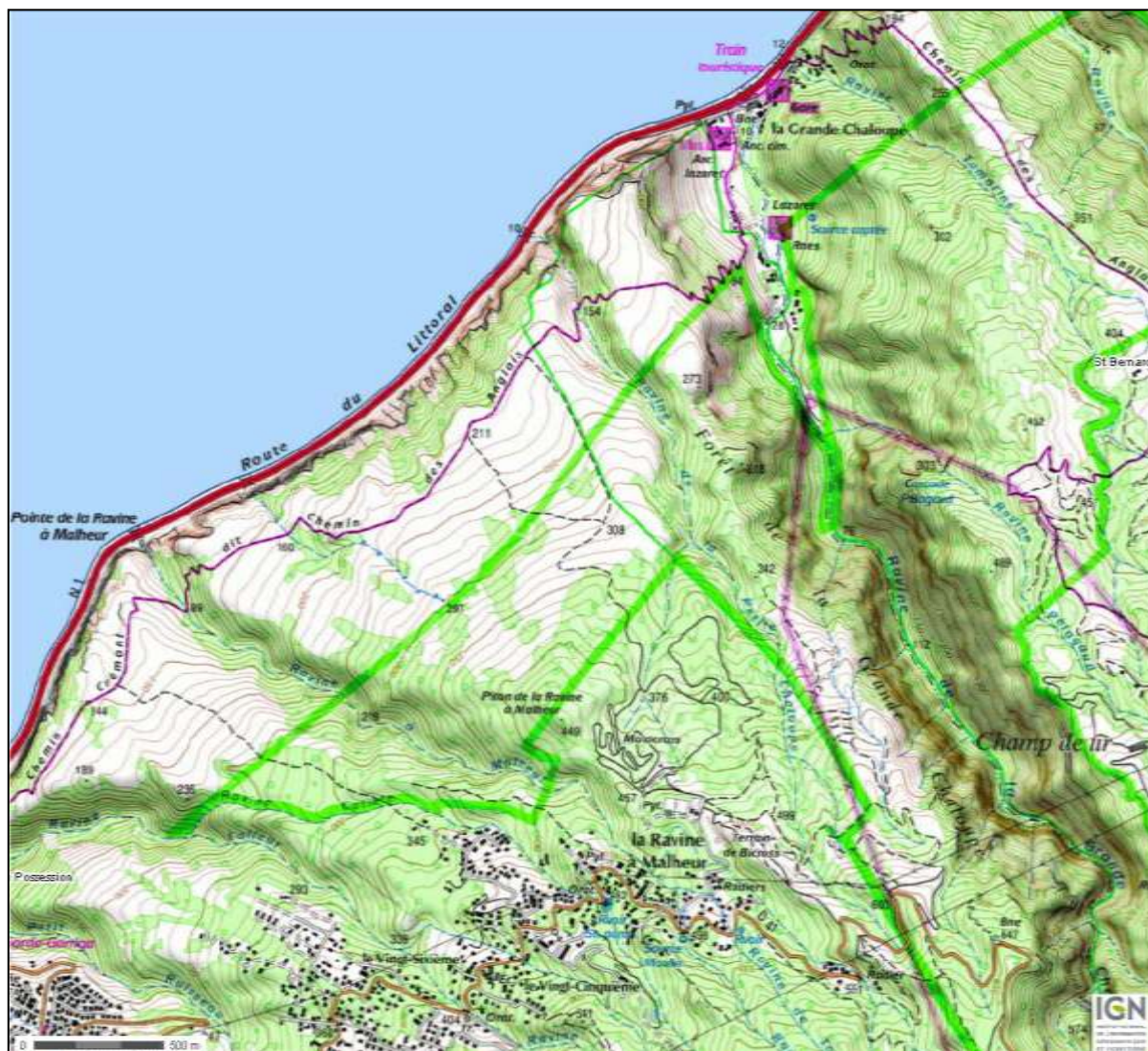


Figure 10 Le Chemin des Anglais, en fuchsia, qui part de la Possession (à gauche), longe la cote et remonte vers l'intérieur vers St Bernard

5.3. La départementalisation et le changement du paysage institutionnel

Donc il faut situer ces installations dans le contexte de la départementalisation², dont le récit me vient encore une fois de M.L. Cela a apporté dans l'île l'Etat social français (sécurité social, smic, écoles, santé), mais il a fallu 20 ans pour tout faire, et cela a été plus rapide dans les bas que dans les hauts, créant un exode des hauts. Par exemple, jusqu'à récemment dans les hauts les routes n'étaient que des sentiers.

C'est en 1972 que les hauts ont été délimités et classés comme territoires ruraux en développement prioritaire (décret TRDP). La Grande Chaloupe n'était pas considérée comme faisant partie des hauts, mais

² Loi adoptée en 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane.

en 2006 avec le PDHR (Plan de Développement des Hauts Ruraux) les ravines ont été incluses dans la définition et donc peuvent bénéficier aussi du statut de zone de développement prioritaire. Les réformes et changements relatés ici, nous permettent de comprendre les réaménagements de territoire qui ont conduit les habitants à s'installer à la GC, où ils ont la possibilité d'avoir un jardin, de l'espace et d'élever quelques animaux (notamment volailles) tout en restant proches de la ville et moins isolés que dans les hauts, surtout depuis la construction de la route du littoral en 1963, élargie à 4 voies en 1976.

D.S., professeur à l'Université de la Réunion, évoque la période post départementalisation (fin années 1980) à la Réunion : « La Réunion avait des besoins de développement, en toute bonne conscience les gens pensaient qu'il fallait développer le modèle productiviste européen, pour les forêts et l'agriculture. Dans le milieu associatif, on essayait de convaincre les élus que l'endémisme et les forêts intactes de la Réunion sont un patrimoine. Et éduquer aussi la population parce que les étudiants ne connaissaient pas leur île, donc on a fait pas mal de sorties avec la Srepen. Pour vous donner une idée à l'époque la Région venait d'être créée, il n'y avait pas de Diren, il n'y avait pas de représentant de l'état dans l'environnement : le Cirad c'était encore des instituts séparés qui venaient un an, 2 ans, 3 ans sur un programme canne à sucre, c'était l'Irat. Il y avait le CTFT pour la partie forêt, où c'était planter partout des eucalyptus (moi j'ai des rapports), le filaos, des arbres exotiques, il n'y avait pas de connaissance de la flore... En 1987 Cadet, LE botaniste de l'île décède, du coup on n'avait plus de transmission de savoirs. L'acteur principal et unique c'était l'ONF, qui gérât 40% du territoire. On a commencé à dialoguer et s'affronter sereinement. »

Ici on pénètre les détails du paysage institutionnel réunionnais coté environnement, où la situation a bien changé aujourd'hui. Les acteurs qui s'occupent de l'environnement sont nombreux, et ils vont des collectivités territoriales (Région, Département...), aux services de l'Etat (Deal – ex Diren), aux organismes publics (ONF, PNR, Conservatoire du Littoral...) et un vaste et varié milieu associatif.

On retrouve les mêmes logiques à la GC, dans le récit de Strasberg. « Dans les années 80 la GC était vraiment matière de bénévoles, notamment la Srepen et des botanistes comme Cadet. Ils ont pris conscience que les espèces étaient au bord de l'extinction à la Réunion, avec même des espèces qui étaient braconnées parce que plus elles devenaient rares plus des propriétés médicinales leur étaient attribuées, ça c'est classique... La force de la Srepen c'était de prendre conscience que protéger un habitat c'est plus efficace que protéger une espèce. Donc le réservoir pour ces espèces en voie d'extinction à l'époque était la GC, parce que le massif de la Montagne est particulier : c'est très escarpé, peut être aussi parce c'est un des massifs les plus vieux de l'île, donc des sols pauvres, très friables, niveau agricole le potentiel est très faibles, donc conservé. La région a fait venir un expert du SCOPE (programme des nations unies pour le problème d'environnement), mac Donald en 1989. Il a pondu une stratégie contre les espèces envahissantes. La venue d'un expert a fait qu'on a pris conscience, plus pris en considération que quand c'est dit en interne, comme quoi on est toujours dans cette logique qui est le culte de l'expert. »

Strasberg se souvient aussi qu'il a fallu 20 ans pour qu'on commence à protéger l'habitat : la GC est tellement grande qu'on ne pouvait pas tout libérer des plantes envahissantes, donc l'Europe a validé 30ha, (mais on n'a pas trouvé 30 ha, on a trouvé des confettis dont la somme fait 30ha) et les espèces très menacées qu'on trouvait en basse altitude on va les replanter sur 9ha. Les surfaces ont été calculées de façon strictement opérationnelle ou financière.

6. Caractérisation des communautés d'acteurs liés à la forêt de la GC

Dans ce chapitre je vais analyser les acteurs qui œuvrent à la GC en les rassemblant en communautés ayant des caractéristiques communes. Les communautés sont des ensembles d'individus reliés par un intérêt commun : partager les connaissances dont ils disposent sur un sujet précis.

Le critère principal que j'ai utilisé pour définir les communautés, c'est le fait d'avoir des pratiques communes et des usages similaires de la forêt de la GC. Cela est souvent associé à des métiers similaires. J'ai observé leur façon d'approcher la GC, le type d'action qu'ils peuvent y mener et la façon dont ils peuvent l'affecter.

Dans ce chapitre je vais d'abord présenter les différents acteurs (individus) pour voir comment ils constituent ensuite des communautés, en ce qui concerne leur travail sur ce territoire spécifique. Les communautés peuvent aussi être analysées comme des ensembles avec des intersections, des unions et des sous ensembles.

6.1. Une communauté composée de décideurs institutionnels

Cette première communauté comprend les acteurs qui ont un pouvoir réglementaire conféré par la loi à la GC. Ils ont une même approche de la GC et de la forêt : on remarque qu'ils font partie du même monde et qu'ils ont établi un *modus operandi* commun. (Star et Griesemer, 1989) Ces individus travaillent dans les institutions qui ont une responsabilité de gestion et une capacité financière qui leur permet de façonner ce territoire conformément à leur mandat. Ils travaillent au bureau et sur le terrain.

6.1.1. Une communauté composée d'institutions

Personne interviewée et fonction	Organisme	Relation à la GC	Relation au projet Life+ Corexerun (L+C)
C.W. (chargé de communication du L+C) P.T. (chef du L+C) P.T. (assistant scientifique du L+C) Agents et médiateurs culturels du Parc (notamment Rodolphe, Armand, Gabriel) H.T. (écologue) D.S.* (président du Conseil Scientifique)	Parc National Réunion (PNR)	Une partie du massif de la Montagne et de la ravine de la GC sont en Cœur du Parc. La partie restante (le transect nord de la GC) est en aire d'adhésion « Espaces naturels à forte valeur patrimoniale » (vocation A1)	Maître d'œuvre du L+C pour la partie restauration écologique
C.L. (directrice) M.LY (responsable pour le L+C)	Conservatoire du Littoral et des Rivages Lacustres (CLRL)	Propriétaire de 687 ha à la GC (+60 ha à la mi-octobre), dont les terrains des lazarets, de la gare, des habitations et des parcelles de restauration du L+C	Bénéficiaire associé du L+C et maître d'œuvre pour la reconstitution écologique
L.S.	Conseil Général	Gestionnaire des terrains du Conservatoire	Co-financeur du L+C

	Réunion (CG)	Propriétaire et gestionnaire de l'Espace Naturel Sensible (ENS) Terrain Fleurié et du Chemin des Anglais Gestionnaire des Lazarets	
J.T.	Office National des Forêts (ONF)	Gère les forêts domaniales, notamment, à la GC, celles qui sont la propriété du CLRL	Entrepreneur restauration écologique

*Passeur

Cette communauté est donc composée d'agents administratifs issus d'institutions différentes.

PARC NATIONAL DE LA REUNION

Le Parc National de la Réunion (PNR) a été créé en mars 2007.

Le PNR comprend un cœur protégé, et une aire d'adhésion évolutive et facultative : les communes en aire d'adhésion sont libres de choisir d'adhérer ou pas. La Charte, arrêtée en Conseil d'Administration le 21 juin 2012, aura une valeur réglementaire dans le cœur du Parc, alors qu'en aire d'adhésion sa valeur ne sera que d'orientation.

Une partie importante de la forêt de la Grande Chaloupe (GC) est inscrite dans le cœur du Parc (zone délimitée en vert), alors que le reste est en aire d'adhésion. Cette dernière est toutefois considérée comme une des aires à enjeux majeurs dans l'aire d'adhésion générale, ou « *site emblématique prioritaire* » où sont appliquées les mesures : « connaître, préserver et restaurer les habitats et les espèces les plus remarquables de l'aire d'adhésion » et « restauration et reconstitution de la forêt semi-sèche avec l'appui de la population ». (Charte du Parc, 2012)



Figure 11 Zone de la forêt de la GC classée en cœur du Parc

De plus, le PNR est gestionnaire du Bien naturel « Pitons, cirques et remparts de l'île de La Réunion » inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis le 1er août 2010. La GC est l'un des quatre sites qui ne font pas partie du cœur du Parc, mais qui font partie du Bien naturel UNESCO.

D'autre part, le Parc est le maître d'œuvre du projet Life+ Corexerun pour la partie restauration écologique, c'est-à-dire pour les parcelles les plus reculées dans la ravine de la GC : *« il reste encore des reliques de forêt avec de la régénération naturelle, mais l'intervention humaine est nécessaire pour éviter l'envahissement par les espèces exotiques. Dans cette zone il y a la lutte manuelle contre les espèces envahissantes, et un peu de replantation pour renforcer la régénération. »* (C.W.)

Par rapport au Parc, les individus que je considère comme faisant partie de la communauté des décideurs institutionnels sont les trois personnes de l'équipe Life+ (C.W., P.T. et P.T.) ; les agents ou médiateurs qui les appuient sur le terrain et pour la rencontre des habitants ; H.T., conseiller écologue au secteur nord du Parc depuis 2009, qui avait travaillé au CBNM et sur la réserve naturelle de la roche écrite à la Srepen ; D.S., acteur multi-rôle, président du Conseil Scientifique du PNR, professeur à l'Université des sciences à la Réunion et directeur adjoint au PVBMT.

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le CLRL est une agence foncière, mais aussi un propriétaire qui fait des acquisitions avec le but de sauvegarder et préserver l'environnement littoral français. Implanté à la Réunion (et Mayotte) depuis 2002, il possède aujourd'hui 1500 ha (1735 ha à Mayotte).

À la Réunion, la stratégie du CLRL ne concerne pas uniquement le littoral mais inclut aussi des terres plus à l'intérieur parce que : *« la circulation écologique advient entre les hauts et les bas et il est donc parfois nécessaire de faire des acquisitions foncières dans l'intérieur pour protéger les flux géniques de haut en bas. »* (C.L.) C'est pour cela que le CLRL est intéressé par la GC et qu'il est propriétaire aujourd'hui de 687 hectares sur ce territoire, grâce à des acquisitions successives, commencées en 1996 auprès de propriétaires privés et grâce au droit de préemption. La signature pour l'acquisition de 50 hectares supplémentaires est prévue en octobre 2012. La gestion des propriétés du CLRL doit être attribuée à une collectivité ou une association. À la Grande Chaloupe, cette gestion relève de la compétence du Conseil Général.

Suivant la description de C.L., directrice du CLRL à la Réunion *« Le CLRL est un tout petit établissement (120 personnes dans toute la France) dont la direction a une vision holiste du paysage, qui donc ne fait pas une distinction intransigeante entre le patrimoine naturel et historique/culturel. »* En effet, trois personnes du CLRL travaillent à la Réunion. M.LY fait partie de cette communauté, puisqu'elle est chargée de suivre le projet Life+ au sein du CLRL.

Le CLRL est maître d'œuvre pour la partie Reconstitution, consistant à enlever toutes les espèces exotiques et à les remplacer par des espèces indigènes et endémiques afin de recréer le milieu naturel tel qu'il était avant la colonisation humaine.

CONSEIL GENERAL

Le Conseil Général est l'organisme qui administre la collectivité territoriale du Département. Deux directions spécifiques du CG s'impliquent à la GC. Il s'agit d'une part de la Direction de la Promotion de la Culture et du Sport, gestionnaire des lazarets. Et d'autre part du Service Protection des Sites et Biodiversité, au sein de la Direction de l'Environnement du Conseil Général : ce service est gestionnaire des terrains du CLRL et de l'Espace Naturel Sensible (ENS) Terrain Fleurié et du Chemin des Anglais (dont le Conseil Général est propriétaire). C'est dans ce second service que travaille L.S..

La Taxe sur les Espaces Naturels Sensibles, perçue par l'établissement pour chaque permis de construire, permet au Conseil Général de réinvestir dans la préservation de l'environnement. Le Conseil Général participe aussi au Projet Life+ :

C'est un partenariat entre le PNR, le CL et le Département, qui a permis effectivement de mettre en œuvre une action ciblée de reconstitution et restauration des la forêt semi-sèche. Le GC a cofinancé, à hauteur de 190 000 €. L'action du département est sur les parcelles de restauration, donc on a confié l'entretien au GCEIP.(L.S.)

ONF

L'Office National des Forêts, établissement public français à caractère industriel et commercial, assure la gestion durable des forêts publiques françaises.

J.T. travaille à l'ONF de la Réunion depuis 11 ans, il est responsable du bureau écologie au service forêts et milieux naturels : *« au service forêt on fait les plans d'aménagement forestier (plans de gestion). La GC, c'est donc une des forêts qu'on gère, qui relève du régime forestier »*.

Le service forêts et milieux naturels a gagné le marché des travaux pour la restauration écologique et il est donc entrepreneur pour le projet Life+ Corexerun.

AUTRES

D'autres acteurs pourraient être intégrés à cette communauté, parce qu'ils font également partie des institutions qui affectent le territoire par leurs décisions. Cependant j'ai décidé de ne pas les interviewer du fait de leur implication plus éloignée de la forêt que des autres entités territoriales à la GC dont ils s'occupent. Ils ont aussi été moins cités par les autres acteurs. A titre indicatif, il s'agit de personnes qui travaillent sur la GC au sein des institutions suivantes:

- La Ville de La Possession
- La Ville de Saint Denis
- Le Conseil Régional Réunion
- La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) Réunion

6.1.2. Des acteurs soudés par un engagement collaboratif

Les acteurs de la communauté des décideurs institutionnels ont l'habitude de travailler ensemble, ils ont des relations étroites entre eux et ils connaissent bien les activités des uns et des autres à la GC, dans le passé comme dans le présent. D'ailleurs, ces acteurs sont tous partenaires dans le projet Life+ Corexerun. Les institutions où travaillent les individus de cette communauté ont une pratique courante et historique d'action commune, mais on pourra observer que ce projet prend une place importante dans la définition et dans l'intensité de leurs interactions en ce moment.

Par exemple, le CLRL travaille avec le Conseil Général, car ce dernier est le gestionnaire de leurs propriétés. Ils collaborent aussi avec l'ONF, qui a l'obligation de produire un plan d'aménagement forestier pour les terrains soumis au régime forestier, dont celles à la GC qui appartiennent au CLRL. Ce dernier doit approuver le plan et financer les entretiens proposés (*« le propriétaire reste souverain »*, explique J.T. de l'ONF). Le Parc, l'ONF et le GCEIP œuvrent parfois ensemble, dans le cadre du Life+ :

On consacre une journée de prospection, on voit les limites, on établit les consignes. Et ensuite les ouvriers peuvent y retourner. Ça pour chacune de ces 10 zones. Quand c'est le GCEIP, j'y vais avec P.L. (un peu l'équivalent d'un des nos chefs ouvriers) et L., son référent technique, et P.T.. Comme ça je suis sûr que tout le monde sera d'accord. Moi je fais une fiche technique que, si c'est le GCEIP, je donne au référent technique qui la donne à P.L.. Quand c'est l'ONF, je la donne au chef d'équipe. Moi si tu veux j'assume

une homogénéité des consignes entre les 2 chantiers. Ça c'est sur les chantiers de lutte contre les pestes. » (J.T., Responsable du bureau écologie au Service forêts et milieux naturels de l'ONF)

Cet extrait d'entretien nous montre aussi l'existence de *passeurs* (Wenger), c'est-à-dire de personnages qui font le lien entre plusieurs organisations à l'intérieur de cette communauté et avec d'autres communautés, notamment celle des ouvriers que je décrirai juste après. Ces personnes apportent de nouvelles pratiques, facilitent l'innovation ou la compatibilité et la cohérence entre les procédés utilisés dans des communautés différentes. (Wenger, 1998)

CLRL	CLRL	PNR	CG
PNR	Partenaires L+C		
CG	Propriétaire-gestionnaire	Partenaires L+C	
ONF	ONF fait le Plan d'aménagement forestier pour les terrains du CLRL	Partenaires L+C	Partenaires L+C et dans la gestion des forêts du CLRL : ONF en partie haute, CG en partie basse

Dans le tableau sont résumées les principaux liens ou objets d'interactions qui mobilisent les membres de la communauté des décideurs institutionnels à la GC, et qui renforcent *l'engagement* (Wenger, 1998) de cette communauté. En analysant les intersections du tableau nous pouvons remarquer que le PNR base ses interactions à la GC sur le partenariat dans le projet Life+ Corexerun. Le CLRL, qui est propriétaire des terrains, a par contre plus d'enjeux avec d'autres acteurs, par exemple le CG qui est son gestionnaire et l'ONF qui fait le plan d'aménagement forestier pour les forêts domaniales. Le CG et l'ONF sont aussi partenaires dans le Life+, mais aussi dans la gestion des forêts du CLRL, puisque leurs domaines de compétences se chevauchent.

6.1.3. Des objets en circulation qui facilitent les échanges

En analysant encore ces interactions, on retrouve d'autres éléments qui peuvent contribuer à les rapprocher :

« Ça se passe très bien sur le terrain. On a un protocole pour s'accorder entre le maître d'ouvrage qui est, sur ce secteur, le PNR et nous qui sommes le maître d'œuvre. Techniquement à chaque fois on va sur le terrain ensemble. On détermine les limites exactes de la parcelle par rapport à ce qui avait été dit. On met des ru-balises, on donne un petit nom. Je fais une fiche consigne qui est donné aux ouvriers. Le plan technique reste global, donc là on le précise sur chaque parcelle. » (J.T.)

Il s'agit ici de deux exemples d'objets en circulation. On pourrait également les voir comme des objets-frontières, concept élaboré par Star (1989) : « *an analytic concept of those objects that both inhabits several intersecting social worlds and satisfy the informational requirements in each of them* ». La *fiche consigne*, que j'ai pu visualiser, explique dans les détails les démarches à suivre sur le terrain : quelles espèces il faut couper, lesquelles il faut sauvegarder, les consignes de sécurité, faire attention aux parcelles pour le suivi-

évaluation du PVBMT. Ces objets et les actions qui y sont rapportés permettent de faire la traduction entre les différentes visions ou façons de penser des décideurs institutionnels puis de les transmettre ensuite à d'autres membres de cette communauté ou à d'autres communautés pour que tout le monde puisse comprendre et savoir comment agir.

Selon Wenger (2000) les objets-frontières peuvent être des artefacts, des discours ou des procédés. La *fiche de consigne* serait donc un artefact, qui joue un rôle crucial pour relier de multiples pratiques (Wenger, 2000), permettant ainsi de faire le lien entre les pratiques des biologistes - scientifiques et celles des ouvriers, sur le terrain. Le protocole dont J.T. parle est par contre un procédé : « *shared processes, including explicit routines and procedures, allow people to coordinate their actions across boundaries* » (Wenger, 2000) : un protocole établi permet à tout le monde de se comprendre, de savoir quoi faire et comment procéder pour mettre en œuvre les actions.

Il y a d'autres objets de ce type, par exemple le plan d'aménagement forestier (artefact) fait par l'ONF pour les terrains du CLRL qui permet de planifier les actions à mener, les aménagements et les entretiens à prévoir sur une période de cinq ans. Le fait que l'un des buts principaux de ce type de document (ou artefact) soit de créer des liens est mis en valeur par les interviewés. L.S., du service Protection des Sites et Biodiversité du Conseil CG, souligne :

Le lien [entre les divers terrains dont le GC est propriétaire ou gestionnaire - les lazarets, le chemin des anglais, l'ENS -] c'est effectivement le plan de gestion. Pour l'instant le plan est arrivé à échéance, on voudrait lancer cette année la réalisation d'un plan de gestion qui engloberait l'ensemble du massif qui permettrait de donner les orientations en termes de gestion, sur une période de 5 ans. On va faire un diagnostic de la gestion passée et en fonction on définira les priorités pour les années à venir, sachant qu'on prendra en compte aussi les éléments réalisés par l'ONF dans le cadre de l'aménagement forestier.

Ce document d'une part met en relation des espaces physiques séparés (les terrains de propriété du CLRL et ceux de propriété du CG) et d'autre part il inclut les avis de deux organismes différents, en améliorant ainsi leur coopération puisque il les encourage à s'accorder sur les mesures communes et à tenir compte des activités et des priorités de l'autre.

6.1.4. Life+ Corexerun

A l'intérieur de l'organisme «PNR » il faut distinguer un sous ensemble de la communauté, qui est l'équipe Life+ (P.T., P.T. et C.W.) formée respectivement d'un chef de projet, d'un assistant technique et d'une chargée d'animation et de communication pour le projet Life+ Corexerun. Ces personnes travaillent au Parc, avec l'appui d'agents et animateurs territoriaux du Parc, mais ils sont aussi un peu à part, puisque ils ont été recrutés spécifiquement pour ce projet là et s'occupent quasi exclusivement de cela. On retrouve une logique similaire au CLRL : M.LY assure le suivi des actions portées par son établissement dans le cadre du projet. Cela explique que les membres de ce petit groupe se rencontrent souvent pour des réunions, pour prendre des décisions ou travailler ensemble sur le terrain. Cela peut se traduire dans les pratiques par le fait de rencontrer ensemble les habitants pour des activités de sensibilisation au projet, ou d'aller ensemble aux parcelles de replantation pour préparer les étapes suivantes du projet. Leur étroite collaboration favorise la consolidation de pratiques de frontière (Wenger, 2000), qui pourrait être vue comme une nouvelle communauté en formation. On peut donc imaginer que grâce au projet Life+, dans le futur, le CLRL et le PNR auront plus de facilité à collaborer si tout continue de bien se passer.

Le PNR déclare aussi prendre des décisions de manière collégiale : « *Au sein de ces espaces, seront définies collégialement (Département, ONF, propriétaires privés concernés, établissement public du parc national...) les priorités d'intervention dans le cadre d'une gestion active, sous l'égide du conseil scientifique.* » (Charte du PNR, 2012, p.62, en parlant des « espaces identifiés de restauration - vocation CN2, dont la GC). En ce qui concerne la GC, mon impression est que les relations que le PNR a tissées sont fondées principalement sur le projet Life+. Il faut en effet rappeler que le Parc existe depuis 2007 et que le projet a été monté en même temps, donc toutes les activités que le PNR a pu avoir sur ce territoire sont concomitantes au déroulement des activités du projet. Comme constaté par C.L., CLRL, « *c'est bon pour l'image du Parc et sa légitimité de faire de l'amélioration scientifique, c'est-à-dire un projet très technique comme le Corexerun* ». Les interactions qui se développent au sein de ce projet pourraient peut-être montrer le chemin pour des collaborations plus larges, selon P.T. :

Le Parc dans sa globalité n'a pas vocation à faire des travaux. Alors que l'ONF si. Le Parc a une logique d'animation du territoire. Il doit designer par exemple des zones prioritaires, il doit aller jusqu'à dire ce qu'il faut ou faut pas faire, mais avec un échange, parce que l'ONF a aussi une expertise, pour décider ce qu'il faut faire, et après il faut que ce soit l'ONF qui prenne le relais sur le concret. Dans le meilleur des mondes il faudrait arriver à ça. [...] C'est peut être un peu gonflé de ma part de dire ça, mais je crois que le projet c'est un bon exemple. Au niveau de la réalisation des travaux de terrain, au début on avait un cahier des charges, on a retenu l'ONF pour ces travaux de restauration avec le GCEIP, on est allés sur le terrain ensemble, on a discuté. On a fait une première année de travaux, et régulièrement l'ONF et le GCEIP reviennent vers nous avec des remarques. « Ça on peut le faire, mais ça coûtera de l'argent et ça serait mieux de faire ça plutôt, ça ce ne serait pas intéressant, ça serait mieux de planter là plutôt que là... » Et c'est comme ça qu'on arrive à trouver ce qui serait plus judicieux, à travailler ensemble de façon intelligente. Et c'est ça qu'il faudrait faire à l'échelle du territoire, parce que c'est vrai que la plupart des forêts domaniales font partie du cœur du Parc.

Il est vrai que souvent les relations entre ONF et PNR sont compliquées par le manque de clarté sur les rôles et les compétences de chacun. Par exemple les paroles de J.T., ONF, m'ont fait ressentir la difficulté de passer d'une situation où il était le seul preneur de décision sur l'entité de gestion « forêt GC », à une collaboration avec le Parc, et enfin arriver au moment du Projet Life+, où à cause des conditions particulières des appels d'offre, il n'a pas pu influencer les choix de restauration :

Au final il y a eu le Life+. On nous a demandé si nous ONF on voulait faire partie de ceux qui mettent de l'argent, et on a dit que on préférerait faire partie de ceux qui reçoivent de l'argent pour faire des choses. Du coup pour la première fois le Life+ ils ont défini des travaux sur la forêt que nous on gère sans que nous on puisse dire « faudrait faire ci ou ça » parce que ça pourrait nous mettre à mal pour l'attribution du marché.

On en déduit qu'à l'intérieur de cette communauté, *l'alignement* (Wenger, 1998), c'est à dire le fait d'ajuster ses activités locales à d'autres procès pour qu'elles soient efficace au de là d'une action, est plutôt bien avancé. Cela est vrai non seulement à l'intérieur de la communauté, mais aussi pour se coordonner avec des membres d'autres communautés. Cet ajustement des activités semble aussi dépendre de l'expérience empirique et pas seulement d'une logique sociale de groupe.

6.1.5. La nature : la forêt semi-sèche de la GC

On va analyser par la suite les représentations ou perceptions que ces acteurs ont de la nature en général et de la forêt de la GC en particulier : comment ils la comprennent et ce qu'ils en savent.

La nature ou plutôt la forêt semi-sèche de la GC est définie de manière partagée par tous ces acteurs institutionnels comme étant remarquable et caractéristique, et donc à protéger : « *à la GC existent les plus belles reliques de forêt semi-xérophile* » (P.T., PNR) Les actions de protection sont donc pour eux des enjeux communs, majeurs. Par ailleurs, pour ces acteurs, la forêt n'est pas auto-suffisante, mais elle nécessite l'intervention de l'homme. Ce qui est un peu un paradoxe dans leurs discours c'est que la forêt doit être protégée de l'homme, et par l'homme. De plus, il est difficile de définir un état écologique « original »,

sachant que l'île a été anthropisée avant même sa colonisation par les français : les pirates s'y ravitaillaient en eau, et ils y avaient planté des plantes comestibles. La protection de ce « trésor » ou « *patrimoine unique* » (H.T., écologue PNR) contre « *l'urbanisation et la dégradation écologique* » (C.L., CLRL) peut être envisagée à travers l'acquisition ou le classement :

La circulation écologique advient entre les hauts et les bas et il est donc parfois nécessaire de faire des acquisitions foncières dans l'intérieur pour protéger les flux géniques de haut en bas. Les espèces endémiques et indigènes sont en haut et si on veut qu'elles reviennent en bas il faut aménager les corridors pour permettre la circulation des flux. C'est le cas du corridor de la GC. [...] Suite à l'acquisition, les terrains sont classés dans le domaine propre du CL, ce qui les rend partie de la domanialité publique, et ils deviennent inaliénables, incessibles et on peut plus en changer la vocation sauf en Conseil d'Etat. (C.L.)

La protection peut être aussi envisagée à travers la création d'une réserve, qui vise donc à défendre le site en le préservant de certains types d'usages :

Depuis Thérésien Cadet, il avait déjà étudié la possibilité de créer une réserve sur le site du massif de la GC. On a pris conscience de l'intérêt de protéger ce massif et l'ensemble des acteurs on regroupé leur moyens pour pouvoir le protéger, dont le Département dans sa politique d'acquisition foncière, et le CL. (L.S.s, CG)

Toutes les classifications sont considérées comme importantes par ces acteurs : statut de Parc, statut de Bien inscrit au Patrimoine Mondiale via l'Unesco, propriété domaniale, propriété du CLRL, ENS, etc. ce sont à leurs yeux autant de façons d'agir en vue de protéger, des actions nécessaires et utiles.

Cette vision partagée est en fait un mélange intéressant entre deux visions de la nature. La première renvoie à une représentation civique de la nature (Godard, 1990), qui serait valorisée par une administration publique, qui suit le principe d'une volonté générale émanant de citoyens libres et égaux, cet intérêt général justifiant l'action collective. Cette dimension "civique" sous entend que la nature puisse être accessible à tout le monde, alors qu'en fait l'inaccessibilité est aussi mise en avant avec une connotation positive. C'est pourquoi je dis que ces acteurs font référence à un deuxième système de valeurs, "inspirées", que Godard définit comme des règles de conduites et valeurs « *tirées du savoir que des hommes « inspirés » prétendent avoir sur cette cité idéale* ». Les valeurs de la singularité, de l'intégrité et de la gratuité sont souvent mentionnées, mais supposent qu'il y ait des limites à ne pas dépasser, des interdictions et des zones réservées pour une élite.

La singularité revient effectivement couramment dans le discours des membres de cette communauté. L'importance de la forêt ne dérive pas d'une quelconque utilité mais de sa spécificité, rareté : comme le dit J.T. « *la présence d'espèces rares est un critère pour définir les parcelles où on va agir* », et L.S., CG, en parlant de Cap Francis, rajoute : « *Non, mais c'est un joli site, si vous avez pu visiter ça...superbe. J'y suis allé, mais il y a longtemps. On y retrouve toute la végétation de la zone semi-sèche, avec des plantes rares...* ».

Cette communauté d'acteurs dans sa caractérisation de la nature met souvent l'accent sur l'opposition endémique/exotique (parfois exprimée sous la forme endémique/ invasive ou envahissante) : « *on a mis en avant qu'il y avait des menaces, ex des espèces invasives, qui menacent des espèces très rares, on va proposer des chantiers de lutte contrer ces invasives.* » (J.T., ONF) Cela se rapproche d'une vision de la nature relevant du registre industriel : « *l'action est fondée sur la connaissance scientifique et sur la capacité technique, et les juges en sont les experts.* ». (Godard, 1990) Ce qui est plus désirable c'est le coté calculable, mesurable et performant de la nature. Si on considère donc la performance technique comme étant signalée par un maximum de biodiversité, on peut reconnaître que les ennemis sont ceux qui

perturbent la biodiversité (donc les plantes envahissantes, l'urbanisation...) et les bons éléments sont ceux qui au contraire l'enrichissent (les plantes endémiques).

La vision du territoire de la GC par cette communauté d'acteurs est plutôt globale, très large : la GC s'étend jusqu'à la Roche Ecrite. C'est justement en tant que corridor GC-Roche Ecrite que la GC est classée au patrimoine de l'Unesco depuis 2010. Cette vision globale se reflète dans le fait que, pour m'expliquer leurs actions sur le territoire, la totalité de ces acteurs m'ont montré des cartes en format informatique ou papier. Ces cartes, qui sont parfois créées en collaboration entre plusieurs organismes, constituent des objets intermédiaires (Vinck 1999 ; Wenger, 2000), puisqu'elles facilitent la communication et la coopération entre plusieurs groupes à l'intérieur de la communauté et facilitent aussi le travail commun avec d'autres communautés, comme on verra plus tard. Les cartes permettent le partage de connaissances entre différents individus et organisations : le terrain est étudié, parfois collectivement, et reporté sur le papier pour pouvoir ensuite l'analyser et formuler des préconisations ou pour prendre des décisions. La même démarche est suivie aussi pour les rapports d'études ou papiers scientifiques. Signalons d'ailleurs que la forêt est aussi considérée par ces acteurs comme un terrain d'étude, d'expérimentations, de test de méthodes, ou un chantier d'actions. L'objectif de restaurer la forêt est accompagné de celui d'expérimenter des méthodes pour acquérir une compétence valorisable ailleurs. Par exemple pour la plupart des partenaires le projet Life+ Corexerun est une expérience qui, si elle réussit, pourrait être reproduite sur d'autres types d'environnements à la Réunion ou aussi dans d'autres pays.

Ces documents nous montrent de leur côté la dimension d'appartenance au système d'apprentissage social de *l'imagination* (Wenger) : pouvoir créer une image de son territoire, de son monde. Effectivement on trouve des cartes avec les différentes dimensions qui intéressent ces organismes, comme les classifications à l'Unesco, les propriétés du foncier, la présence de plantes rares ou endémiques, le type de végétation, les pentes, la localisation des habitations ou des monuments historiques, etc. L'imagination permet à la communauté d'échanger sur l'interprétation qu'ils font du territoire, d'étudier conjointement les options d'action et donc de participer. Il est souvent possible de lire le nom de plusieurs organismes sur les cartes, on retrouve les mêmes cartes dans les dossiers sur les ordinateurs de plusieurs membres de cette communauté, et on peut très bien les imaginer assis autour d'une table en train de se servir de la carte pour expliquer aux autres leurs plans d'action ou le préparer ensemble, négocier les zones prioritaire etc.

Bien que cette communauté d'acteurs agisse de façon immatérielle, à travers des chartes et des réglementations sur l'ensemble du territoire de la GC, dernièrement il est entré en action de manière plus spécifique et concrète sur un territoire bien précis, dans le cadre d'actions bien précises. Il s'agit donc des parcelles de replantation ou de restauration du projet Life+ Corexerun, qui sont situées respectivement sur le haut plateau sur la crête de la GC, près de la côte et sur les zones les plus inaccessibles au milieu de remparts, plus au fond dans la ravine.

Les savoirs mobilisés par les membres de la communauté des décideurs institutionnels sont principalement scientifiques, tirés des études et des livres. Ils vont appeler les plantes avec le nom latin ou bien le nom créole, et ils connaissent les deux. Leurs savoirs sont aussi issus de leurs échanges puisqu'ils se rencontrent souvent, bien que leurs liens et actions autour de la GC soient différents.

6.2 La communauté des techniciens

Les membres de cette communauté sont les personnes qui travaillent sur le terrain en suivant les instructions de leurs supérieurs (qui prennent les décisions) : ils sont techniciens ou ouvriers et entretiennent la forêt de la GC avec des outils manuels. Concrètement, j'intègre dans cette catégorie ici les ouvriers de l'équipe de l'ONF qui travaillent sur la forêt domaniale de la GC et sur les parcelles de restauration du Life+, mais aussi P.L. de la GCEIP, qui avec son équipe assure l'entretien des zones dont le CG est propriétaire.

La GCEIP (*Groupement Conservation Environnement Insertion Professionnelle*) est une organisation financée par le Conseil Général qui emploie des personnes sous contrat unique d'insertion (CUI), pour l'entretien et la valorisation des Espaces Naturels Sensibles (ENS). Dans le cadre du projet Life+ Corexerun la GCEIP intervient aussi en dehors de l'ENS, sur les parcelles de restauration, en aide aux ouvriers de l'ONF qui sont submergés de travail suite à l'inattendue vitesse de repousse des espèces envahissantes. La GCEIP est par ailleurs chargée de l'entretien du Chemin des Anglais, qui appartient aussi au Conseil Général. La GCEIP assure la mise en œuvre des directives sur le terrain, comme les ouvriers de l'ONF le font avec les décisions des fonctionnaires de l'ONF.

Personne interviewée et fonction	Organisme	Relation à la GC	Relation au projet Life+ Corexerun
P.L.	GCEIP (Association d'insertion professionnelle financée par le CG)	Assure l'entretien des les zones dont le CG est propriétaire (ENS, chemin des Anglais)	Entrepreneur restauration écologique
Equipe des ouvriers ONF	Office National des Forêts (ONF)	S'occupent de l'entretien sur le terrain des forêts domaniales, dont celles qui sont la propriété du Conservatoire du Littoral à la GC	Entrepreneur restauration écologique

Cette communauté est strictement liée à celle de décideurs institutionnels de référence (ONF et Conseil Général).

J'ai recueilli plusieurs déclarations de ces acteurs qui dans le cadre du projet Life+ signalent les nombreuses collaborations qui se sont instaurées, et notamment des pratiques de feedback sur le travail qui peuvent influencer par la suite les décisions : de cette façon, on peut dire que le projet Life+ incite à plus de coopérations et est plus participatif.

Il y a des zones où on travaille en partenariat avec l'ONF, et de toute façon le PNR, lui, il va sur toutes les zones, et suivant les fois...eux si vous voulez bien, nous donnent tous les renseignements, comment on va faire, dans quelles zone on va dégager. La, par exemple il y a une zone où il ne faut pas non plus tout dégager, ouvrir trop la zone : il se pourrait qu'une autre espèce invasive pourrait rentrer... on a au début un plan de travail qu'on doit respecter. Au début : on a une espèce endémique, on doit faire un rayon de 5 m autour. Mais là s'est posé un problème dernièrement parce que s'il y a tellement d'espèces quand on fait un rayon de 5 m ici, si là on fait un autre rayon de 5 mètres, on va tout dégager, donc on va un peu réajuster tout ça. On va faire en fonction du gabarit de l'arbre, parce que s'il est petit et on ouvre 5m, lui il est encore petit et ça fait un grand espace. Donc là on est en train de réajuster, avec le Parc qui donne les consignes. (P.L., chef d'équipe GCEIP)

De cet extrait et d'autres discussions pendant l'entretien avec P.L., on arrive à comprendre qu'il y a un échange constant entre les preneurs des décisions, qui restent essentiellement les membres l'équipe Life+

du Parc, et les personnes qui mettent en œuvre les directives sur le terrain. Cela amène à des modifications des directives suite aux remarques du terrain. On voit ici aussi comment les techniciens rentrent souvent en contact avec plusieurs membres de la communauté des décideurs institutionnels, ce qui facilite la transmission des savoirs, et l'alignement des pratiques. En plus de cela, P.L. fait le lien aussi entre le GCEIP et l'ONF : « *En fait l'insertion [GCEIP] travaille lundi, mardi, mercredi, et le reste de la semaine ne travaille pas. Alors P.L., comme il est payé à 100%, le reste des jours il travaille avec nous [ONF]* ». (J.T., ONF). Ainsi P.L., qui est le chef d'équipe d'un groupe d'insertion, pourra observer les pratiques des ouvriers ONF et ensuite les enseigner aux personnes avec qui il travaille. P.L. est un exemple de personne qui d'un côté renforce la coopération et la cohésion de sa communauté, de l'autre a une fonction de passeur qui facilite la collaboration et l'alignement avec d'autres communautés, puisqu'il fait la traduction des pratiques et facilite la circulation des informations et des savoirs.

6.2.1. Savoirs et relation à la nature hybrides

Au regard de mes observations, le corpus de savoirs de la communauté des techniciens est définissable comme étant hybride : un mélange de notions scientifiques et de notions plutôt pratiques, traditionnelles et techniques. Ces techniciens connaissent par exemple les noms des plantes en latin et utilisent des termes techniques qui font penser que ces connaissances sont issues du contact avec leurs supérieurs botanistes ou scientifiques. Voici la description que J.T. fait de l'équipe d'ouvriers de l'ONF avec laquelle il travaille : « *tous mes ouvriers peuvent te dire le nom en latin de toutes les plantes. Ils sont botanistes amateurs. Le chef d'équipe il connaît la GC par cœur, parce qu'il y va chasser des guêpes.* ». Effectivement, j'ai pu constater le jour de mon observation du travail des ouvriers sur le terrain qu'effectivement certains connaissent les noms des espèces en créole et en latin, mais ils en connaissent aussi les utilisations traditionnelles ainsi que les plantes plus prisées par les *tisaneurs*³.

P.L. pendant l'entretien montrait une grande estime de ces savoirs scientifiques appris grâce aux interactions dans le cadre du travail :

Le projet Life +, moi j'ai aussi voulu le faire parce que ça me permet d'apprendre autre chose, parce que là c'est un projet scientifique avec la replantation et nous on ne le faisait pas avant. Avant on faisait la lutte contre liane papillon et choka, on faisait l'entretien du chemin, mais moi j'ai profité de la situation pour pouvoir apprendre les noms scientifiques des arbres, apprendre la plantation et tout ça. (P.L., chef d'équipe GCEIP)

Les savoirs plus opérationnels concernent notamment les différentes utilisations des plantes (médicinales, culinaire, artisanales) dans la vie de tous les jours ou dans les anciens temps.

Dans tous les cas, les savoirs de cette catégorie d'acteurs sont plutôt dérivés de l'expérience (professionnelle et vécue), transmis par voie orale et entre collègues. La transmission est fortement présente : un des ouvriers ONF par exemple racontait qu'il essaie régulièrement d'emmener son fils dans la forêt pour lui apprendre les noms des arbres, les espèces endémiques et leurs utilisations. On voit ici une référence au système de valeurs de la nature domestique (Godard, 1990), puisque les éléments naturels sont ici perçus comme un patrimoine à gérer et à transmettre aux générations futures. D'autant plus

³ Les *Tisaneur* est une personne qui fabrique des tisanes avec des plantes pour guérir les gens.

qu'avec leur travail les ouvriers s'impliquent personnellement dans l'entretien et donc dans la sauvegarde de ce patrimoine ; ils en font une fierté, c'est une source d'estime de soi qui renforce sans doute à leurs yeux, la valeur de leurs savoirs d'expérience.

On perçoit enfin dans leurs discours une appropriation de la forêt, conçue comme un objet familier : « *personne (ne) connaît nos forêts mieux que nous* ». (P.L.)

6.3. La Communauté des habitants du village de la GC

Je vais ici présenter les différentes caractéristiques de cette communauté d'acteurs en détaillant ce qui fait qu'ils ont un rapport particulier à la GC (raisons de leur vie à la GC, rapport domestique à la nature etc.).

J'ai mis dans cette communauté des personnes qui ont une relation de proximité avec la GC puisqu'elles habitent dans le village aux pieds de la forêt semi-sèche.

Personne interviewée	Notes	Relation à la GC	Relation au projet Life+ Corexerun (L+C)
P.L.	41 ans	Né et vit à la GC, ex trésorier Association GC	Chef d'équipe à la GCEIP sur les parcelles Life+
F.O.	Mère seule, 3 enfants	Vit à la GC depuis une vingtaine d'années, a travaillé à la restauration du Lazaret	A fait pousser des graines d'espèces endémiques à planter
C.	2 enfants, compagnon métré	Vit à la GC depuis 15 ans. Travaille à La Possession et fait partie de Dalones Design, association de femmes créatrices	
Fils de C. (discussion libre)		Né à la GC	A participé au projet L+C avec sa classe (école Evariste de Parry)
R.P.	31 ans	Né et vit à la GC, parti et revenu, a travaillé à la restauration du Lazaret	A fait pousser des graines d'espèces endémiques à planter
Père de R.P.	Agé	A grandi et vit à la GC	
A.P. (discussion libre)	Agé	A grandi et vit à la GC	A fait pousser des graines d'espèces endémiques à planter

Ces personnes vivent actuellement dans le village de la GC. Les personnes avec qui j'ai fait des entretiens plus approfondis sont malheureusement surtout des personnes relativement jeunes, peu représentatives de l'ensemble de ces villageois. Cela est essentiellement dû aux problèmes de communication avec les personnes âgées qui parlent un créole particulièrement difficile à comprendre.

Tous les habitants du village pourraient virtuellement faire partie de cette communauté. Mais combien sont-ils : sur cette question simple, les avis divergent puisque les chiffres varient entre 100 à 400 habitants. L'un d'eux m'a dit qu'une quarantaine de familles vivent là, sans pouvoir préciser plus. Je n'ai pas pu trouver par ailleurs de données officielles du fait de la division administrative de la Grande Chaloupe, qui n'existe pas comme quartier spécifique : la partie située sur le territoire de Saint Denis est associée au quartier de la Montagne et la section située sur la commune de la Possession fait partie du quartier de la

Ravine à Malheur. Ce village est donc à cheval sur deux unités administratives, ce qui peut être une source de problèmes même si on va le voir plus bas, ses habitants semblent liés par une antériorité historique et des activités communes.

6.3.1. Une communauté de pratiques

Les habitants du village de la GC font preuve *d'engagement* puisqu'ils participent souvent tous ensemble à des événements divers : des fêtes de quartier, des communions, des activités proposées par l'une ou l'autre des associations locales. De plus, ce ne sont pas des pratiques récentes, puisque apparemment dans le passé elles étaient encore plus courantes : *« A la GC avant, quand il y avait une fête, tout le monde était invité. Moi je trouve ça c'est dommage, mais c'est perdu. Mon père disait que quand quelqu'un avait besoin de faire une maison, tout le monde aidait »*. (R.P.)

L'imagination (Wenger, 1998) fait partie des caractéristiques de l'identité locale. Elle intervient pour construire une image commune du village et en faire ainsi une communauté : *« la culture aussi fait partie du Parc, la façon nous vive, le développement, na plein de choses en fin de comptes, pas seulement pour les plantes, la façon i vive aussi, parce que si ou vive la, et ou n'intéresse pas à ce qui pousse autour, i sert à rien »* (F.O.). Selon L.H., historien engagé à la Grande Chaloupe, l'identité de quartier s'est renforcée depuis que les habitants ont dû lutter ensemble pour sauvegarder leur *cazes* lors du procès du tram-train. La restauration du Lazaret a aussi joué en faveur de ce renforcement d'une identité commune, avec la prise de conscience de son importance historique. Les habitations sont maintenant reconnues comme *cazes* traditionnelles créoles et une opération « coup de pinceau » a été réalisée par la Région au début des années 2000. Ces événements et enjeux ont contribué à construire une représentation et une interprétation commune du village de la Grande Chaloupe en tant qu'unité culturelle et communauté. On peut aussi analyser ces enjeux et événements comme des déclencheurs de phénomènes *d'alignement* (Wenger, 1998) des membres de cette communauté ; dans le cas du tram-train, par exemple, puisque à cette occasion les habitants ont été capables de coordonner leurs pratiques pour atteindre un même but : ne pas faire passer le tram-train par leur territoire. A cette occasion Mme Latreille nous relate que l'assistante sociale Alexandra Vimant (SODIAC), chargée par la Région de faire le bilan social des habitants de la GC, *« a pu constater qu'il y a des logiques de groupe avec une meneuse, la femme de Jean René Emma. Ils se connaissent tous, ils sont très vigilants à contrôler les avantages que l'un pourrait avoir et que les autres n'auraient pas »*. Ce village constitue ainsi une véritable communauté d'intérêts, vigilante face au monde extérieur.

6.3.2. Un choix de vie

Cette communauté d'intérêts ne s'appuie pas sur une identité commune très ancienne puisque les habitants du village de la GC sont d'origines différentes : certains sont là depuis plusieurs générations, tandis que d'autres se sont installés récemment. L.H. (historien à l'Université) nous renseigne sur les origines du village :

« Il y a une population du côté de la gare au départ (le long de la route) c'est les Labonté et Ramouche, eux ils sont là depuis le XIXème pratiquement. Les arrières grands parents travaillaient avec le chemin de fer. Ils avaient leur logement de fonction et puis ils ont fait souche. Les logements de fonction appartenaient à la colonie avant, alors il y a un flou juridique. Plus au fond dans la ravine, par contre, ça date des années 50 et c'est vraiment la famille Payet, qui installe les 2 grands îlets. L'îlet était un espace agricole qui était propriété de Charles de Jouvancourt, un grand blanc, conseiller privé du gouverneur, qui est propriétaire aussi des

zones sur la Montagne, le 21^{ème}. Le vieux Payet était colon de Jouvancourt, et achète le terrain. Certains des enfants resteront. Les Nativel et les Payet c'est les seuls propriétaires, avec acte. Les autres c'est ce qu'on appelle les « occupants sans titre ». [...] C'est précaire, tout le monde le dit, mais c'est un vrai choix d'installation. L'alternative c'est le F2 au Chaudron⁴. [...] Ils ont fait de la précarité un atout, ils se sont rendus autonomes. »

A.H. (AD2R) précise que « *On était en pleine construction du Chaudron, qui était un bidonville aux années 50. Quand il y a eu ces rénovations, il y en a deux ou trois qui n'ont pas du tout eu envie de rester, et on leur a organisé comme ça une petite alternative, à la GC, et là ils ont pris souffle.* »

Les raisons qui ont poussé certains à se fixer là sont bien sûr différentes de famille en famille, mais on peut dire qu'au fond le fait de vivre à la GC relève surtout d'un choix, ou d'une opportunité : celle de profiter du terrain d'un proche par exemple, ou de racheter la caze d'une connaissance, par exemple :

On a fait le Chemin des Anglais, une petite marche, et finalement on a vu que c'était bien et puis que ça serait bien d'habiter ici et en rentrant à mon travail, je travaillais à St Denis à l'époque, la femme qui travaillait avec moi me disait, ouais, « j'ai une petite maison qui est à la GC, on peut plus s'en occuper », et ben 15 jours après j'étais dedans. C'était il y a environ 15 ans. C'est pour ça que j'ai dit que c'était avec la grâce de Dieu. C'était vraiment le coup du hasard, l'occasion et comme on cherchait un autre loyer donc ça tombait bien. Ici on ne paye pas de loyer : on a négocié et puis j'ai acheté le domaine. La terre, le terrain n'est pas à nous, mais tout ce qui est existant dessus, est à nous, à part les ruines bien sûr. J'ai acheté les murs, les arbres fruitiers... (C.)

D'autres interviewés ont mis en avant le côté économique du lieu : on n'a pas à payer de loyer (puisque'on a construit par soi-même la maison et on se définit ainsi propriétaire), la nature est accessible gratuitement et permet de s'approvisionner (en partie) en biens consommables sans recours au marché. F.O., par exemple, allègue la raison économique pour ne pas partir : « *Mais ma point de choix, ma point de place pour partir. Retrouver un loyer, deux mois de caution, l'eau et l'électricité...* ».

De la vie à la GC, tous les interviewés apprécient surtout la tranquillité, « *Ici mi aime la tranquillité : ya pas le voisin qui crie parce qu'i mes un peu plus fort la musique* » (F.O.), mais ils apprécient aussi ce qui est nature : « *Ici ce qu'on aime à la GC, c'est justement ce qui est nature. On aime autant la forêt que la rivière, que la mer, c'est complet.* » (C.). R.P., qui est né sur place, souligne plutôt les liens à l'enfance, la dimension familiale et sociale de ce lieu de résidence avant tout familial : « *parce qu'en fin de compte ici avait la bande de copains, tous les samedis depuis étant petits on a l'habitude de jouer au football. Dans l'immeuble on n'avait rien à faire à part regarder la télé* ».

Ces éléments de mémoire et ces choix qui justifient la fixation et l'attachement des familles à ce village ne sont pas sans contrepartie : les coupures d'eau, le danger lié à la rivière et l'enclavement, qui était un problème encore plus grand dans le passé, qui le reste en cas de fermeture de la route du littoral. Les deux personnes rencontrées qui ne sont pas nées sur place évoquent les difficultés du début, leur dénuement de l'époque : « *Au début c'était pas vraiment boisé, mais difficile. N'avait rien : même pas télé, même pas gazinière.* » (F.O.)

Les difficultés actuelles sont liées au risque naturel : F.O. m'a montré une grande roche qui est tombée de la montagne il y a quelques années à côté de sa caze, et me dit : « *Lé pas habitable ici. Lé a notre risque et péril que nous vive là. Parce que la rivière i passe comme ça, peut prendre aou à n'importe quel moment* ».

⁴ Quartier de Saint Denis avec nombreux logements sociaux

Effectivement la rivière passe autour de sa maison. Elle coule en juillet et septembre. « *C'est dangereux de vivre ici, une fois l'hélicoptère a dû venir nous chercher... m'avait Marina et Nelsan était bébé. Là on a eu peur* ». C. aussi a eu une mauvaise expérience avec la rivière, qui a emporté sa cuisine dans ses flots.

L'apparente précarité n'empêche pas les habitants de se sentir chez eux, de faire des projets pour le futur et d'aimer leur vie un peu particulière dans un endroit qu'ils savent être uniques. Ils évoquent enfin des éléments qui font patrimoine (et qu'ils désignent comme tel) : les lazarets, le chemin des Anglais, la forêt. Il est possible que le discours du patrimoine vienne d'agents extérieurs : L.H. concernant les lazarets et le village, et le Parc l'attribuant à la forêt. Le concept de patrimoine peut être utilisé pour l'enrôlement des habitants parce qu'il renvoie à une dimension identitaire, lignagère, ou familiale, qui a du sens et qui valorise. En somme, le patrimoine enrôle parce qu'implicitement il est vecteur de reconnaissance (estime, respect) des objets et des humains qui y sont inévitablement liés, puisque tout patrimoine s'hérite et se transmet. Cela coïncide bien avec la relation à la nature des habitants, comme on va le voir dans le prochain paragraphe.

6.3.3. La nature domestique

La raison principale pour laquelle j'ai rassemblé pour mon analyse ces personnes dans une même communauté, ne dérive pas seulement du fait qu'ils habitent le même village. C'est aussi parce qu'ils ont une approche de la GC faite de proximité, de contact quotidien. Mais c'est surtout car ils ont une approche similaire de la forêt et du projet Life+ Corexerun.

En première approche, les habitants rencontrés, défendent une vision matérielle, utilitariste, de la forêt : on s'en sert pour récolter des fruits, planter des légumes, se soigner avec des tisanes, faire pousser du bambou pour construire des cannes à pêches, ou travailler des feuilles de choka ou coco pour en faire des cordes ou des panneaux décoratifs tressés.

Mais les habitants soulignent aussi un changement d'usages à travers le temps : l'idée de cette nature qui pourvoit aux besoins de la famille s'est estompée. Un homme âgé (A.P.) raconte que quand il était jeune il montait sur la falaise en face (coté Possession) pour chercher des mâts de choka, qu'il envoyait du haut de la falaise pour faire des constructions ; et que pour aller à l'école il avait un cahier en sac de ciment cousu avec des fils de choka.

Une autre personne, 41 ans, raconte :

« Quand on était petit en rentrant de l'école il fallait rentrer les cabris. C'est par rapport à la route ici qu'on a été obligé d'arrêter l'élevage. S'il y avait des accidents, c'était notre responsabilité. On allait chercher le *jablons*⁵ dans la forêt, on allait roder⁶ les goyaves, les mangues, les jacques. On n'avait pas aussi à manger comme maintenant. C'était un plaisir d'aller dans la forêt. Après on allait aussi pêcher les crevettes, les *zanguilles*. Les enfants aujourd'hui, si tu dis à un enfant de manger un *vavangue*, ou un *zatte*, ils ne veulent même pas. » (P.L.)

⁵ Fruit local qui pousse spontanément dans la forêt. La même chose pour les vavangues et les zattes

⁶ Chercher, en créole

Non seulement l'élevage a quasiment disparu, mais les cultures alimentaires aussi. R.P. nous explique que « *avant il n'y avait pas toutes ces maisons, que ce n'était que des champs, avec des brèdes, des salades, etc. Après la rivière est passée, elle est partie avec « bann' terre » et ils ont arrêté un peu.* » Par ailleurs, les règles et juridictions autour des risques se sont sans doute multipliées avec le temps entraînant une réduction des usages et fréquentations.

Aujourd'hui la forêt de la GC n'est donc plus aussi indispensable qu'avant à la vie des habitants de la GC. 90% de ce qu'ils prélèvent dans la nature se trouve en fait dans leur jardin : « *moi je plante plutôt qu'aller ramasser dans la forêt, c'est plus accessible* » (C.)

C'est donc à travers la visite accompagnée de leurs jardins et de leurs cours que j'ai pu apprendre le plus sur les savoirs naturalistes et les usages de la nature. Les quatre jardins que j'ai pu visiter sont extrêmement variés et contiennent des plantes utiles et des plantes ornementales. Au moins trois des jardiniers peuvent être considérés comme des « collectionneurs de plantes » : ils en font pousser de tous types dans leurs jardins, et ils donnent une importance particulière aux plantes qui deviennent rares, mais qui ne sont pas forcément endémiques, comme les fruits « *lontan* » (d'antan, en créole), qu'on cultivait ou qu'on trouvait autrefois sur les marchés, mais qui se font de plus en plus rares aujourd'hui.

Les plantes auxquelles est donnée plus d'importance sont en fait celles qui servent à quelque chose, ou celles qui ont une valeur patrimoniale directement liée à leur enfance ou à la culture réunionnaise. On voit ici comment ces personnes se rapprochent, dans leur façon de penser, du monde de la *nature domestique* décrit par Godard (1990) : la valeur centrale c'est celle de la relation à la mémoire, donc celle de la transmission, de la tradition. Et ces arbres fruitiers d'antan, ou ces techniques traditionnelles de tressage du coco ou d'utilisation des feuilles ou des mâts de choka, passés de génération en génération, peuvent être considérés comme des biens patrimoniaux propres à cette communauté et à l'identité réunionnaise plus largement.

Dans le jardin de C., par exemple, on trouve des pieds de manguiers, de bananiers, de papayers, mais aussi de la menthe, des tomates et des pieds de café qui datent peut-être du XIX^e siècle. Elle a plusieurs arbres fruitiers : cœur de bœuf⁷, sapotes et citronnier de la Réunion : « *ce sont des fruits qu'on ne trouve plus, après il y a un peu tous les fruits d'antan, qu'on trouve plus sur les marchés* », me dit-elle. Dans la forêt juste derrière chez elle, il y a aussi des manguiers, un jaquier, des bigaradiers, des tamariniers : « *...le tamarin autant qu'il soit dehors, parce qu'il prend beaucoup de place. S'il y en a qui veulent venir ramasser, il n'y a pas de problème, tant qu'ils me préviennent...* ». La forêt qui se trouve à proximité de la maison n'est donc considérée ni comme un espace privé, ni comme un domaine totalement public. C. par exemple me faisait remarquer que ça la gênerait d'aller se promener dans la forêt derrière les maisons d'autrui et chacun avec son jardin, on le voit bien, fait de petites extensions de plantations, accessibles à tous mais sous contrôle.

L.G. du CBNM me disait que certaines espèces d'arbres endémiques de la GC avaient été décimées à cause des *tisaneurs* qui en prélevaient et il faisait remarquer qu'ils ne les plantaient pas dans leur cour parce que

⁷ Fruit locale. Le sapote aussi.

cela leur aurait enlevé des propriétés médicinales. Donc je croyais que pour faire des tisanes les gens iraient encore cueillir des plantes sauvages dans la forêt, mais cela ne semble pas être le cas :

Ilaria : « Est-ce que dans la forêt il y a aussi des plantes que vous utilisez pour faire des tisanes ? » C. : « Des tisanes, non. Moi j'utilise surtout les raquettes tortues, qui poussent là sur mon mur. Donc ça fait le fruit pirayas. Après sinon les tisanes moi je plante dans ma cours : feuilles cerises, citronnelle, tout ce qui est créole, je veux dire. Après les autres ils ont d'autres tisanes. Si j'ai besoin d'une tisane en particulier je peux demander à d'autres qui plantent dans leur cour aussi. »

Ilaria : « Est ce qu'il y a d'autres produits que les gens vont chercher dans la foret aujourd'hui ? » R.P. : « oui, les guêpes et tout ça...puis il y a les cerises pays. Les feuilles, quand ou a grippe, ou fait bouillir, ou fait tisane ». Le père ajoute, « les feuilles cannelles aussi ». R.P. : « dans le jardin, nana...pas besoin d'aller loin. L'aloès aussi. Si ou se blesse, ou met dessus, et deux ou trois jours après ou vois plus rien, ni cicatrice ni rien ...»

Il y a donc des produits qui pourraient être cueillis en forêt, mais les habitants semblent préférer quand ils peuvent les trouver à proximité. On retrouve ici encore une fois la nature domestique de Godard : la nature est organisée selon l'opposition « sauvage/domestique » et celle qui se trouve à proximité de la maison es la plus valorisée. Pour les animaux il n'y a pas une vision vraiment binaire: on a d'un côté les animaux élevés pour être mangés, utiles, et de l'autre des animaux de prestige, à forte valeur symbolique mais pas forcément sauvages. La cour est aussi l'endroit où on peut faire un peu d'élevage, notamment de la volaille : poules, canards, coqs de combats, sources de prestige. Un des interviewés par exemple était fier que son père, qui avec le départ des enfants avait laissé un peu tomber cela, ait recommencé l'élevage : *« Mon frère a recommencé à soigner les espèces fines, les coqs de combat. Mon père aussi a repris des canards avec tonton en bas et on a refait un petit élevage »*.

Leur approche ne se résume donc pas à la dimension utilitariste. La nature est pour ces acteurs avant tout un allié, un objet familier aussi (puisque beaucoup connaissent cela depuis leur enfance), pas forcément une ressource exploitable. Ils en ont aussi une approche patrimoniale et récréative : ils se rendent « *sur le pavé* » (le Chemin des Anglais) le dimanche, profiter du paysage, s'amuser avec les enfants, ramasser les goyaves en passant une journée différente etc., tout comme les non résidants. Le Chemin des Anglais est surtout un espace récréatif pour les familles avec enfants : sur les quatre interviewés, deux femmes déclarent y aller pour passer un bon moment de détente avec les petits, et un des hommes dit : « *Ben, quand on était marmailles, on l'a tellement fait, maintenant ça fait longtemps que je ne suis pas monté.* ». Celui qui a un rapport particulier avec le Chemin des Anglais c'est P.L., qui en a fait un espace d'entraînement à la course, un lieu d'intervention professionnelle (il pourvoyait à son entretien avec son équipe) alors que c'était un lieu de promenade et de jeu de son enfance. Il a donc développé un rapport personnel avec le sentier :

Il y a des gens qui sont venus, même sur le chemin des Anglais quand on faisait l'entretien, ils disaient même qu'on passait la serpillère sur le chemin. Quelque part ça me fait plaisir. Quand quelqu'un va passer et il va dire que le travail est bien fait, même si c'est du nettoyage ou de l'entretien, c'est quand même une fierté. (P.L.)

La nature est finalement pensée par ces habitants comme une entité qui fournit des biens et quelques « services » récréatifs. Mais, elle est aussi perçue comme une entité dangereuse, imprévisible. L'exemple de la rivière est significatif : ils attendent qu'elle coule pour s'y baigner et pêcher, mais quand elle arrive elle est aussi dangereuse parce qu'elle provoque parfois des dégâts. Elle peut aussi être vue comme une entité à protéger. Pour P.L. :

Pour moi la forêt c'est le plus important, parce que si demain il n'y a pas de forêt, plus forêt, plus d'abeilles, et nous c'est ça qui nous fait vivre. La forêt, pour l'oxygène, et puis la forêt, c'est l'avenir, avec le réchauffement de la planète. Avec l'augmentation de la population, le lotissement, si on ne protège pas la forêt, qu'est-ce qu'on va laisser en héritage ?

On retrouve ici encore une fois la notion de nature comme patrimoine ; comme bien vital, pour ne pas dire comme condition de survie humaine, à transmettre aux générations futures. Garder la forêt s'accompagne nécessairement de pratiques raisonnées : par exemple, F.O. racontait comment elle utilisait un certain type de bois et elle faisait le feu d'une certaine manière pour « *faire un coup de boucane et puis enlève la bann' moustique* ». Cela a même tranquilisé les gardes forestiers alertés par ce feu : « *Les gars a vu que mi ne brûle pas à tort et à travers, que mi connaît les noms, et laisse à moi tranquille* ».

6.3.4. Une vie dans un endroit exceptionnel et protégé

Mes hypothèses initiales étaient que le fait d'habiter si près d'une zone protégée par le Parc National, dans une aire considérée comme extraordinaire et prioritaire du point de vue de la conservation de la biodiversité, de plus classée par l'UNESCO, allait avoir une incidence sur les perceptions et pratiques de ces personnes. En fait les entretiens révèlent que ces signaux, emblèmes, valeurs exogènes, portées par d'autres acteurs, n'ont finalement peut-être pas tant d'importance ni d'impact sur leurs vies. On peut toutefois penser que les projets de valorisation, de protection, se sont succédés suffisamment depuis quelques années (2007 création du Parc, 2009 projet Life+ Corexerun, 2010 classement à l'Unesco) ont donné aux habitants une maîtrise de leur rhétorique, de leurs concepts : une fois appropriés ils sont instrumentalisés pour tous les entretiens relatifs à leurs relations et proximités avec la forêt. Cette maîtrise du "langage du développement" n'empêche pas que les habitants aient du mal à dire exactement où sont les limites de l'un et de l'autre classement. F.O. explique que :

« Le Parc commence de l'espace clôturé en bas, après la benne (l'arboretum de l'onf, ndr), à partir de la cabane de M.me Libali, où commence le pavé, jusqu'à terrain l'armé là haut, parce que nou na des plantes, il paraît des plantes endémiques, qu'il faut garder, il faut protéger, et puis la culture aussi fait partie du Parc, la façon nous vive, le développement, na plein de choses en fin de compte, pas seulement pour les plantes, la façon i vive aussi, parce que si ou vive là, et ou n'intéresse pas à ce qui pousse autour, i sert à rien. C'est au moins ce qui a dit banan. [...] Déjà nous est reconnus étant habitants là... Pour les gens de la GC, au moins pour moi c'est un avantage, parce que au moins on sait bien que mi habite à la GC, i fait partie vraiment de ce patrimoine là. Si par exemple il y a 400 personnes à la GC, il n'y aura pas plus que 400 personnes. »

D'ailleurs ils sont conscients de faire partie d'un espace « élu » par l'Unesco, et ils sentent que ce ne sont pas que les richesses naturelles qui sont concernées, mais aussi eux-mêmes, avec leur culture et leur mode de vie devenu alors presque exemplaire, avec le patrimoine représenté par leurs *cazes*, et bien entendu les lazarets et la gare. Mais R.P., très pragmatique, fait remarquer qu'aux classifications artificielles ou théoriques il faut faire suivre des actions concrètes :

« Moi je trouve que c'est bien, d'être classé, mais après il faut préserver parce qu'ici, préserver, oui, mais quoi ? Liane papillon, liane carré ? [...] Non, ça n'a rien changé..peut être comme on chasse des tangs, les guêpes, mais pour l'instant, il y a jamais eu de sanctions ici, ça n'a rien changé ici, et il y a personne qui est venu pour nous dire c'était interdit ceci, interdit cela... » (R.P.)

F.O. pense que la classification Parc ou à l'Unesco (bien qu'il y ait un peu de confusion là-dessus) peut les aider à préserver leur culture, leur mode de vie et la structure du village. Cependant, dans leur vie de tous les jours cela n'a pas influence concrète, cela étant surtout du au fait que les gestionnaires n'interfèrent pas fortement avec leurs vies. F.O. par exemple dit qu'ils ne viennent pas la bousculer, et « *c'est quand la rivière i coule qui pose plus de souci, parce que moi n'a pas de voiture* », ce qui l'empêche de circuler.

Les gens du Parc se sont intéressés à elle et à ses pratiques, pour savoir :

« Pourquoi mi brûle, pourquoi mi est venue ici et pourquoi mi aime ici, est ce que mi connaît tous les bons pieds de bois autour de moi, est-ce que mi connaît tous les noms, ouais un truc comme ça. [...] Sinon ça, y change pas grand chose. Faire partie de l'Unesco,

c'est un avantage, lé vrai, mais lé change pas bien, ma toujours vit comme ça. Faire partie du Parc, pareil. Aucun avantage ni inconvénient, parce qu'il ne viennent pas nous voir tous les jours, vu qu'on n'est pas partie du Parc vraiment, et à part le projet de plantes, mais sinon ça, non. Nous lé tranquille, la preuve ». (F.O.)

La seule différence évoquée depuis le classement à l'Unesco et comme Parc National, l'a été par C., qui vit à proximité du Lazaret 2 : « *il y a beaucoup plus de visites. Avant il n'y en avait pas autant qui venaient visiter la GC* », dit-elle.

6.3.5. Aux portes d'un projet européen pour la préservation de l'environnement

Malgré les tensions existantes entre les habitants et les autorités à l'époque du début du projet, à cause du procès sur le tram-train, les habitants ont un œil bienveillant sur le projet Life+ Corexerun, et cela principalement grâce à l'efficace campagne de communication/sensibilisation, menée par l'équipe Life+. Mais ils ne se sentent pas concernés de près, bien qu'ils aient bien voulu faire pousser des plants dans leur jardin pour le projet et participer aux activités organisées dans le village.

C'est difficile pour moi d'estimer le degré de participation des habitants à cette action, mais je pourrais considérer que la majorité des familles ont participé. Selon F.O., ceux qui ne l'ont pas fait c'était par faute de temps et d'intéressement : « *Peut être il y en avait qui voulaient participer, mais sans planter. Tu veux pas planter parce que si pousse pas, après il faut rappeler, et na pas le temps. Après na des gens qui travaillent et cela prend le temps à veille le pied de bois, à déplacer, chais pas quoi* ». Certains d'ailleurs, n'ont pas du tout été contactés, comme C. : « *Mais ils ne savent pas que c'est ici. En fait beaucoup de gens ne savent pas qu'il y a une maison ici. C'est vraiment isolé* ». L'actuelle chargée de communication du projet s'est rendu compte de ce problème, dû au contact initial qui avait été fait à travers le conseil de quartier, et elle a essayé de remédier en invitant tout le monde à un événement festif que je décrirai plus tard.

En tout cas, ceux qui ont participé au projet ont l'air d'être contents de l'avoir fait et d'y avoir trouvé leur compte, ne serait-ce que par la gratification d'avoir participé à quelque chose de bien, d'avoir fait une bonne action. La plupart d'entre eux, sont sensibles à la disparition des plantes et pendant l'entretien évoquent des plantes (endémiques ou pas) qu'on ne voit plus : c'est en effet ce qui compte, bien plus que le caractère scientifique d'endémicité. R.P. dit l'avoir fait parce que « *autant y retrouver, avoir des plants qui sont perdus, vaut mieux les aider un peu* » et F.O. : « *C'est des plantes endémiques. C'est ça à la base. Il faut replanter parce que la plu. Enfin, c'est ce que la dit.* »

En revanche il y en a peu qui sont montés aux parcelles de replantation : ils se sentent concernés quand le projet arrive, près de chez eux, et je dirais qu'en haut sur les remparts (« *en l'air* », comme ils disent) ce n'est déjà plus considéré comme « chez eux ».

6.3.6. Perception et usages de la GC

Les habitants ne se sont pas forcément appropriés de la totalité de la CG, ils ne la considèrent pas entièrement comme étant leur territoire d'action. Quand je demande « qu'est ce que comprend la GC ? », la réponse commence toujours par « *le village* » (trois entretiens) ; les gens mentionnent plus rarement les parties hautes, les remparts ou le haut plateau. Certains disent aussi ne pas trop savoir exactement.

« Ben, la Grande Chaloupe, c'est le village. Quand ou sort de Saint Denis, ou passe le pont, c'est à partir de là que c'est la Grande Chaloupe. Après, jusqu'à la gare, quand ou monte le pavé par l'autre coté là bas le pont, et derrière-derrière au fond là bas na un

autre petit village, mais ya pas beaucoup de monde là bas. C'est la Grande Chaloupe, mais il est bien distingué aussi, on dit la Ravine à Jaques. » (F.O.)

Ce qui compte le plus, c'est donc que le village soit pris en compte :

« [La GC] c'est tout. Ce que les gens n'aiment pas c'est qu'ils disent qu'il y a une flèche là en bas : sur le chemin des anglais qui pointe vers le bas, sur les poteaux marron, mais la GC c'est tout. Après il y a la rivière, qui sépare saint Denis et la possession, mais la GC comprend les deux. » (P.L.) ; sous entendu dans "les deux" : village et les lazarets. La forêt est parfois prise en compte, si on le demande précisément, mais d'autre fois la réponse n'est pas sûre : « Oui, elle en fait partie. Les montagnes aussi, jusqu'au terrain militaire et plus haut. La GC monte dans la rivière aussi, jusqu'en haut. Il existe des noms pour appeler les lieux, que moi je ne connais pas. [Traduit du créole] » (F.O.) ; « Ah, là... notre terrain arrive jusqu'à la falaise, là, mais la GC, je ne sais pas. » (R.P.)

La perception et la vision coïncident dans ce cas avec les usages. Par exemple, le chemin des Anglais n'est pas utilisé si souvent et par tous les habitants, du moins du côté de la Possession, où les parcelles de replantations sont situées : « Ah non, coté par ici, non, non. C'est trop dur, il y a trop de côte. » (F.O.)

Le seul habitant qui fait exception c'est P.L., qui travaille sur les parcelles en partie basse (mais sur les remparts tout de même) et qui contrairement aux autres a une vision plus globale : en répondant à mes questions, il a commencé par faire des signes comme s'il voulait dessiner une carte, donc je lui ai donné un papier pour qu'il puisse mieux s'exprimer et il a dessiné le village, les remparts et les parcelles de restauration au fond de la ravine et tout en haut. Il a donc, contrairement aux autres, une connaissance plus précise du périmètre de la GC. Il peut être ainsi considéré comme un passeur (Wenger, 1998) qui peut faire le lien entre différentes unités spatiales et différentes communautés dotées de connaissances et points de vue différents.



Figure 12 Dessin de la GC fait par P.L.. Il a représenté les remparts et la ravine. Il a illustré les parcelles de restauration (les cercles sur la gauche), le village (les carrés), la route (les lignes sur la droite) et la rivière (les traits en haut, qui traversent la route)

6.3.7. Savoirs empiriques

Les habitants connaissent la différence entre plantes endémiques et exotiques mais contrairement aux scientifiques ce n'est pas leur principal critère de distinction des éléments de cette forêt-nature. De ce fait, ils ont leurs propres idées de ce qu'il faut combattre et de ce qu'il faut préserver. Parfois, leurs points de vue coïncident avec ceux des scientifiques. Par exemple ils veulent comme eux combattre les plantes envahissantes, notamment les lianes carrées et papillon, parce qu'elles envahissent *leur* territoire, en envahissant leur jardin ou en entravant les tuyaux de captage qu'ils ont placés aux sources pour s'approvisionner en eau. Dans ce cas, « l'ennemi » est commun aux scientifiques et aux villageois mais les raisons de l'hostilité sont différentes. Pour les premiers, il est nécessaire de se débarrasser des plantes invasives parce qu'elles menacent la biodiversité, alors que pour les deuxièmes parce qu'elles leur posent des contraintes.

Les savoirs des habitants sont essentiellement empiriques et issus de leurs parents : certains connaissent bien les noms des plantes, mais les plus âgés du village peuvent aussi lister pendant des heures les plantes qui peuvent soigner les troubles du sommeil plutôt que les maux de ventres ou les blessures : ils ont une connaissance précise des usages et effets possibles de ces plantes. Ce sont là des savoirs activables et non des connaissances théoriques (telles que connaître le nom des plantes sans savoir finalement si elles servent et pourquoi). Les membres des familles enracinées depuis des générations dans le village, peuvent aussi détailler les techniques de tressages des feuilles de choka ou de coco et leurs utilisations cérémoniales. Ces savoirs sont transmis par voie orale et de ce fait on peut identifier des variations entre générations : toutes les personnes plus âgées avec qui j'ai pu parler ont une connaissance des herbes médicinales et des utilisations traditionnelles des plantes bien plus vaste que les plus jeunes.

6.4. La communauté des acteurs du secteur social à la GC

Personne interviewée	Fonction et organisme	Relation à la GC	Relation au projet Life+ Corexerun (L+C)
L.H.	Historien de l'Association CHAM ⁸	Participe à la Restauration du Lazaret 1. Contact avec les habitants à cette occasion Recherche sur l'engagisme Appui aux habitants pendant le procès du tram-train	Participation à un événement avec les habitants
M.L.	Animatrice territoriale des hauts de Saint Denis, AD2R ⁹	La Grande Chaloupe et les quartiers en bordure de ravine font partie de son territoire d'action	Connaissance du projet, favorise le lien avec certains acteurs

⁸ Chantiers Histoire et Architecture Médiévale

⁹ Association Développement Rural Réunionnais

E.O.	Animatrice territoriale des hauts de La Possession, AD2R	La Grande Chaloupe et les quartiers en bordure de ravine font partie de son territoire d'action	Aucune relation
A.H.	Ancien animateur territorial des hauts de La Possession, AD2R	Il a fait partie du Conseil de Quartier Ravine à Malheur et GC	Il a participé à l'organisation d'une des sorties avec les habitats et l'équipe du projet au tout début du projet, pour comprendre les usages du territoire
L.A.	Institutrice à l'Ecole Evariste de Parny	Sa classe accueille souvent des élèves habitants dans le village de la GC	Elle a participé avec ses élèves en faisant pousser des plants
J.M.	Ex membre de l'Association Grande Chaloupe Ex Association 3i	Anime des activités récréatives dans les quartiers en haut de la ravine de la GC	
A.T., conseillère Paul Henri	Conseil de Secteur de La Montagne	Anime des activités récréatives dans les quartiers en haut de la ravine de la GC Participent à la Commission Sentier et Patrimoine, qui a le but de restaurer des sentiers qui se relient au chemin des Anglais	Voudraient mettre en place un projet inspiré de Life+
D.L.	Encadrant professionnel ESE ¹⁰	Anime des activités récréatives dans les quartiers en haut de la ravine de la GC Responsable du projet Commission Sentier et Patrimoine en appui au Conseil de Quartier	
	Président ASC ¹¹ Grande Chaloupe	Organisation d'activités récréatives à la GC	
P.L.	Ancien trésorier Association Grande Chaloupe	Anime des activités récréatives au le village de la GC	

¹⁰ Espace Socio Educatif à La Montagne

¹¹ Association Sportive et Culturelle Grande Chaloupe

6.4.1. La communauté

L'implication de ces acteurs vis à vis de la GC est centrée sur l'aspect social, culturel, éducatif, patrimonial et historique. Il s'agit de médiateurs culturels, animateurs territoriaux ou enseignants qui œuvrent soit dans le village de la Grande Chaloupe, soit dans les quartiers en bordure de ravine dans les hauts de Saint Denis ou La Possession.

Les associations de la GC

Deux associations se partagent aujourd'hui l'organisation d'événements à la Grande Chaloupe. La plus ancienne est l'Association Grande Chaloupe, dont le président est B.R. et le trésorier était jusqu'à il n'y a pas longtemps P.L.. Elle organisait la fête *tangue* (qui a été arrêtée depuis la crise du *chikunguna*¹²) et organise toujours d'autres événements dans le village. Elle est en lien avec l'association Ti-train, qui s'occupe de l'entretien du train historique stationné à la gare de la GC.

L'ASC (Association Sportive et Culturelle) Grande Chaloupe a été créée en 2010 par D.L., suite à des discordances à l'intérieur de l'Association Grande Chaloupe. Aujourd'hui elle organise aussi des activités d'animation du quartier et elle est associée aux fouilles archéologiques autour du lazaret n.2.

Ces deux associations ne s'entendent pas, elles s'accusent réciproquement de ne pas être légitimes et se disputent les adhérents, les financements, les activités et l'usage des locaux près de la gare.

AD2R

L'AD2R est une association de développement rural des hauts de la Réunion créée en 2007. Elle s'occupe d'accompagner des projets individuels ou d'appuyer les communautés territoriales, à travers l'aide à la recherche de financements et la mise en relation avec d'autres acteurs susceptibles de participer aux projets ou de venir en aide d'autres manières.

M.L. est animatrice territoriale des hauts de Saint Denis, E.O. l'est pour les hauts de La Possession et elle a remplacé A.H. qui a quitté son poste en 2012 pour un autre poste au sein de l'association. Je les considère tous comme membres de cette communauté parce que la Grande Chaloupe fait ou a fait partie de leur territoire d'action. Ils ont participé à des activités avec d'autres acteurs sur ce territoire. Par exemple A.H., dans le cadre du Conseil de Quartier de Ravine à Malheur et Grande Chaloupe, avait été contacté par le Parc au moment d'organiser une sortie sur le Chemin des Anglais avec les habitants du village de la GC et de Ravine à Malheur afin de connaître les usages présents et passés de la forêt.

Ces acteurs suivent de près le déroulement des événements et des interactions dans le quartier, même quand ils ne s'y impliquent pas directement.

Associations de la Montagne

J.M. a longtemps fait partie de l'association Grande Chaloupe et récemment il a eu des responsabilités dans une association de quartier située à Saint Bernard, (3i : intégration innovation et insertion) juste en haut de la GC. L'association 3i a plusieurs activités d'animation de quartier sur le rapport à la nature : « *le but était, sur un petit terrain de 2ha, de révéler le potentiel de la flore réunionnaise.* ». Les membres de l'association veulent réaménager le terrain à côté de leurs locaux, avec une démarche inspirée du Life+ Corexerun.

¹² Maladie similaire au paludisme

Fait partie de cette communauté A.T., conseillère de Secteur à la Montagne¹³. Le Conseil de Secteur a eu l'idée de monter un projet de restauration des sentiers et du patrimoine de La Montagne. L'objectif était de faire connaître le patrimoine floristique, faunistique et historique et de dynamiser la vie montagnarde ; puis de travailler avec les associations pour faire connaître leurs actions et les développer. Ils ont formé la Commission Sentiers et Patrimoine, dont fait partie Paul Henri, et ils ont écrit un projet pour financer leurs activités, qu'ils ont présenté à la mairie. La mairie a chargé l'ESE¹⁴, en la personne de D.L., de suivre ce projet dans la mise en place et dans la recherche de financements.

Potentiellement toute autre association travaillant dans le secteur social dans les environs de la ravine pourrait également faire partie de cette communauté.

Enseignants dans les écoles de la Possession où vont les élèves de la GC

Enfin, dans cette communauté j'ai situé L.A., professeure à l'Ecole Evariste de Parny (La Possession), puisque régulièrement elle enseigne à des élèves résidant en bordure ou dans la ravine de la GC. Idéalement, les collègues de son école et d'autres écoles avec la même caractéristique feraient partie la communauté également.

De plus, ces deux dernières années, L.A. a fait participer ses élèves au projet Life+ : ils ont fait pousser des plants tout au long de l'année, ils sont allés les planter sur les parcelles du haut-plateau et ils ont préparé un spectacle en fin d'année où ils rendaient compte de ces activités. Comme elle, d'autres enseignants ont participé avec leurs élèves aux activités du projet et on peut donc supposer qu'ils auraient des motivations et des pratiques similaires.

6.4.2. La cohésion à l'intérieur de la communauté : des liens

La quasi-totalité des membres de cette communauté connaissent bien l'histoire de la GC et les activités menées par d'autres acteurs de la société civile et institutionnels, surtout celles qui ont un impact social ou qui sont liées au patrimoine historique et culturel. La plupart de ces acteurs ont par ailleurs de nombreuses interactions, ils travaillent parfois ensemble et se connaissent. Il y a, à l'intérieur de cette communauté, des individus dont l'efficacité du travail repose justement sur la maîtrise de l'information concernant des actions, des projets et plus largement le monde institutionnel et associatif ; leur rôle étant ensuite de les mettre en relation. C'est grâce à ces individus et au temps qu'ils consacrent aux activités communes qu'on peut parler d'un *engagement* fort (Wenger, 1998) au sein de cette communauté.

Ce n'est pas un hasard si c'est dans cette communauté qu'on trouve la majorité des passeurs : ce sont, rappelons-le, des individus qui font du lien entre les habitants de la GC et le PNR, entre associations et institutions, et dont on parlera plus en détail dans un chapitre suivant.

Un exemple de passeur dans cette communauté est M.L., qui travaille dans le milieu associatif à la Réunion depuis longtemps (elle était à l'APR, Association pour la Promotion en milieu Rural et après la liquidation de cette association elle a été parmi ceux qui ont créé l'AD2R, Association pour le Développement des Hauts

¹³ Organisme de décentralisation de la mairie, où les citoyens peuvent participer à la vie de la Commune

¹⁴ Espace Socio Educatif à La Montagne, association de quartier

de la Réunion). Son travail consiste à appuyer les projets individuels ou des communautés locales. Pour ce faire, elle a besoin de connaître toutes les associations qui travaillent sur le territoire et les entités qui pourraient porter des expertises ou des financements. Elle a une activité d'animation territoriale qui dépasse souvent les frontières de sa communauté puisqu'elle fait le lien entre les membres de cette dernière et ceux d'autres communautés. Comme l'exprime J.M. : « *On avait eu l'idée de réaménager la forêt communale en aire de pique nique et puis grâce à M.L. on a eu le contact avec Hermann [Thomas, du PNR]* » : elle fait le lien et met en relation les sujets qui sont susceptibles de tirer profit d'une collaboration. Elle exprime ainsi son travail d'appui au Conseil de Quartier de la Montagne sur le montage du projet Sentiers et Patrimoine :

Là c'est la phase financement, mais nous ça fait déjà un an et demi qu'on travaille ensemble aussi sur la mise en lien! [Elle les a mis en contact avec L.H. et une autre historienne] La partie mise en réseaux est aussi faire en sorte que les institutions (ex Ciron) qui veulent partir sur quelque chose sur le territoire soient conscientes qu'il y a déjà des acteurs qui font déjà des choses, qu'ils ne partent pas sur leur truc tous seuls.

Ses collègues de l'AD2R A.H. et E.O. ont un peu le même rôle, du côté de La Possession. D'ailleurs le fait qu'ils soient en relation et qu'ils connaissent les associations et les institutions dans les deux communes (Saint Denis et Possession) donne de la "perméabilité" à cette frontière administrative qui découpe en deux la GC et parfois rend difficile les collaborations et la mise en place d'activités. D'après A.H. : « *Il faut trouver les moyens de refaire le lien qui a été squeezée par ça. Il y a toujours des limites dans notre système administratif. Les gens n'attendent pas la limite communale pour parler avec la famille. Par exemple, les enfants de Saint Denis vont à l'école à la Possession.* ».

Un exemple de collaboration qui a favorisé la cohésion à l'intérieur de cette communauté c'est justement le projet de restauration des sentiers du massif de La Montagne, (autour du Chemin des Anglais, qui relie les deux communes tout en passant par la GC). Alain racontait qu'alors qu'il travaillait à la restauration des sentiers du côté La Possession, il s'est dit : « *Saint Denis est la continuité des sentiers - un touriste ou un randonneur qui va d'un côté il va de l'autre - donc il y a une cohérence à faire quelque chose sur l'ensemble du massif Roche Ecrite.* » Alors il a appelé M.L., pour collaborer de manière à mettre en place des règles et pratiques homogènes. Cette collaboration met en évidence une tentative d'*alignement* (Wenger, 1998) à l'intérieur de la communauté.

Des activités communes de ce genre renforcent l'*engagement* à l'intérieur de la communauté. C'est à travers cette collaboration que les animateurs territoriaux de l'AD2R sont rentrés en contact avec D.L., qui est à la fois président de l'ASC Grande Chaloupe et encadrant professionnel à l'ESE (Espace Socio Educatif à La Montagne), donc encore une fois une personne vouée à créer des liens intra-communauté. Il n'habite plus à la GC bien qu'il en soit originaire, mais il y reste impliqué à travers l'organisation d'activités, qui pourraient se relier à son autre activité de restauration des sentiers, en fortifiant les liens associatifs et entre habitants de la Montagne et de la ravine de la GC.

Un autre membre, connu par la grande majorité des individus de cette communauté et ayant collaboré avec beaucoup d'entre eux, est L.H., historien indépendant qui a fait de nombreuses recherches sur l'engagisme et les lazarets. Ensuite avec l'association Chantiers Histoire et Architecture Médiévales il s'est engagé dans la restauration du Lazaret n.1. Il a alors été mis en contact avec les habitants ; maintenant il est considéré comme la personne ressource par tous les autres membres de sa communauté, et même à l'extérieur, quand il s'agit de travailler à la GC sur des questions patrimoniales ou en relation avec les habitants. A.H. le décrit ainsi :

La réhabilitation a commencé il y a une dizaine d'années avec CHAM, une association nationale qui a une antenne locale. A l'époque de la réhabilitation, L.H. était le délégué régional, lors de la première phase. Etant historien, il travaille à l'université, c'est un gars qui a de la bouteille sur ce sujet là. Et aussi le souci de faire en sorte que les projets de ce type là soient connectés avec le territoire : que les chantiers d'insertion emploient des gens locaux (de la GC).

On peut dire aussi que les acteurs de cette communauté ont un *répertoire partagé* (Wenger, 1998) : ils suivent tous de près ce qui se passe à la GC, et ils se transmettent les informations. Par exemple A.H. de l'AD2R a passé à sa collègue remplaçante E.O. des documents sur la restauration du lazaret ou le procès du tram-train que L.H. lui avait fourni.

Certains acteurs restent plus en retrait. Par exemple, la professeure a moins de connaissances sur les activités à la GC et elle a moins l'occasion de travailler en partenariat avec des associations sur des projets sociaux.

De plus, cette communauté n'est pas sans conflits internes. Le monde associatif est par excellence le monde des liens mais aussi des disputes : les agents sont en compétition pour capter des financements, des projets ou pour conquérir de la légitimité. On le voit bien par exemple avec les représentants des deux associations de la Grande Chaloupe qui ne se parlent pas, ou de J.M. (3i) et D.L. (ESE) qui ont préféré ne pas avoir à faire l'entretien en même temps pour ne pas avoir à se parler. Il se pourrait que d'autres cas similaires existent, mais je ne suis pas rentrée dans le détail lors de mes entretiens pour éviter le « *ladilafé*¹⁵ ». Il faut juste tenir compte de ce fait pour comprendre que les interactions pourraient être bloquées si par exemple des activités incluant deux associations en conflit venaient à être organisées.

6.4.3. Nature civique : support d'activités récréatives

Cette communauté d'acteurs perçoit la nature comme un support pour des activités socioculturelles ou éducatives. Ils appuient la protection de la nature, ils approuvent l'application de règles écologistes (tant qu'elles ne prennent pas le dessus sur les considérations sociales), mais ce n'est pas leur principal centre d'intérêt. Leur raison de s'impliquer sur ce territoire n'est pas forcément liée au Life+ Corexerun et remonte à bien avant.

L'idée était de faire participer les habitants et de produire des espèces endémiques et rares de la Réunion, mais aussi faire en sorte que les personnes formées aient un emploi durable par la suite. On a eu une rencontre avec Hermann du PNR, qui nous a suggéré de faire en sorte qu'il y ait un corridor qui relie la forêt semi-sèche avec la forêt communale à côté de notre centre de formation. (J.M.)

Ici on voit que ce qui compte c'est de créer une activité collective et de former les gens. Ce qui est mis en avant ici c'est le loisir et l'apprentissage.

Les deux associations localisées à la Montagne ont par ailleurs une représentation très positive du Life+, bien qu'elles ne le connaissent pas dans les détails. Elles se proposent de mettre en place un projet qui suit les traces du Life+. Mais leur but est surtout de créer des emplois verts et d'avoir un joli paysage : c'est encore une fois un rapport social à la nature qu'elles évoquent, qui ne suit pas les mêmes objectifs ni les

¹⁵ Expression réunionnaise indiquant le commérage

mêmes systèmes de valeurs que le projet Life+ même. Pour l'institutrice, le fait de s'approcher de la nature en faisant pousser des graines d'espèces endémiques pour le projet Life+ était un bon prétexte pour dérouler son programme annuel qui puisse captiver les enfants et en même temps lui permettre de parler de ce qui l'intéressait :

On va dire que c'était un projet en filigrane sur toute l'année. C'était intéressant parce que pour une fois la faune et la flore de la Réunion entraient dans les programmes, alors qu'elles n'y sont pas à niveau national, et c'était l'occasion d'étudier un peu les espèces endémiques de la Réunion, et aussi d'expliquer un peu comment ça s'était passé. Le côté qui m'a plus plu c'est justement le fait de parler de la Réunion, parce que les enfants ont déjà planté. Des semis, des plantations, on en fait souvent en classe, mais spécialement quelque chose qui est spécifique à la Réunion, endémique, non... (L.A.)

La participation au projet à travers la mise en place d'une pépinière a été un moyen de guider l'enseignement de toute l'année scolaire. Cela a aussi permis, entre autre, d'intégrer dans les programmes la faune et la flore réunionnaise, fortement mis en valeur par la professeure.

Les associations et le Conseil de Quartier qui travaillent sur le projet de restauration des sentiers ont pour but principal de *faire connaître le patrimoine flore, faune, histoire et dynamiser la vie montagnarde puis travailler avec les associations pour faire connaître leurs actions et les développer*. (A.T.) On ne parle pas ici de conservation de la biodiversité, d'efficacité, d'objectifs scientifiques à atteindre, mais plutôt de patrimoine réunionnais à transmettre, à valoriser avec l'objectif de l'apprécier. Ils veulent que les gens soient sensibilisés non pas pour mieux préserver mais pour mieux en bénéficier. Les activités de découverte et d'étude des sentiers et des espèces d'arbres sont le prétexte pour des activités récréatives à faire en communauté. L'objectif est donc plus de renforcer la communauté elle même que d'augmenter la connaissance des plantes en soi. La nature a ici un intérêt socioculturel, au même titre que le patrimoine historique. La faune et la flore ont une égale importance et il n'y a pas de distinction marquée entre espèces endémiques ou exotiques dans les discours. Les individus connaissent et utilisent les deux termes mais ne leur accordent pas une importance fondamentale, contrairement aux scientifiques et aux institutions qui gèrent le projet Life+ Corexerun.

Le rapport à la nature des acteurs de cette communauté est donc plutôt lié aux valeurs d'une nature civique et domestique. Civique pour qu'elle soit accessible au plus grand nombre et que tout le monde puisse en profiter (voir la restauration des sentiers). Domestique puisque la nature est valorisée comme un patrimoine à transmettre (aux générations futures, aux concitoyens ou aux voisins du quartier), et elle fait l'objet d'une utilisation personnalisée, rattachée à la culture.

L'association 3i par exemple, organise des activités reliées aux plantes mais sur des aspects culturels tels que : l'utilisation culinaire ; le potentiel pharmaceutique et aromatique ; la production de colorants, notamment à partir de pestes végétales et l'utilisation de la flore et des espèces végétales dans l'artisanat, par exemple l'atelier terre paille pour montrer un type d'habitat écologique. Toutes ces activités montrent une sensibilité environnementale, mais utilisée à fins sociales et d'amélioration du cadre de vie.

6.5. La Communauté des chercheurs naturalistes

6.5.1. Acteurs associatifs ou de recherche avec un intérêt botanique à la GC

Personne interviewé	Fonction et Organisme	Relation à la GC	Relation au projet Life+ Corexerun (L+C)
---------------------	-----------------------	------------------	--

O.F.	UMR PVBMT ¹⁶ Cirad		Suivi-évaluation de la croissance des plants sur les parcelles de replantation
P.S.	PVBMT et Université de La Réunion (Faculté de Sciences)		Suivi-évaluation de la croissance des plants sur les parcelles de replantation
D.S.	PVBMT et Université de la Réunion (Faculté des Sciences)	Connaisseur du patrimoine naturel de la GC, il est intervenu en plusieurs occasions	Fourni des données bénévolement en tant que chercheur, allé sur le site en tant que président du Conseil Scientifique du Parc
Luc Daniel	CBNM (Conservatoire National Botanique des Mascariens)	Terrain d'étude. Thèse sur la conservation de plantes menacées de ravine à malheur et ravine GC	Assistance à l'ONF comme expert botaniste
M.P.	CBNM	Montage de l'exposition Métissage Végétal au Lazaret 1	Donné des graines d'individus d'arbres provenant de la GC pour les faire reproduire et pouvoir les planter dans les parcelles du projet
H.C.	SREPEN (Société Réunionnaise pour l'Étude et la Protection de l'Environnement)		Participation à une des journées de plantation avec des bénévoles
Valérie Grondin	SEOR (Société d'Etudes Ornithologiques de la Réunion)	Suivi des Papangues pour l'étude	

Les individus qui font partie de cette communauté travaillent dans des associations naturalistes ou des organismes de recherche sur l'environnement. La Grande Chaloupe est leur terrain d'étude, de conservation et parfois d'expérimentation. Dans les cas spécifiques, il s'agit d'associations et d'organismes de recherche installés à la Réunion depuis plus de 40 ans ; qui en ont marqué l'histoire du point de vue environnemental.

PVBMT (Peuplements Végétaux et Bioagresseurs en Milieu Tropical)

C'est une Unité Mixte de Recherche qui réunit depuis 2004 des chercheurs du Cirad à La Réunion (basés au Pôle de Protection des Plantes à Saint Pierre) et des enseignants-chercheurs de l'Université de La Réunion (basés à la faculté des sciences à Saint Denis). L'Université de la Réunion a été fondée en 1982 et le Cirad a

¹⁶ Unité Mixte de Recherche : Peuplements Végétaux et Bioagresseurs en Milieu Tropical

débuté des activités à la Réunion en 1962. Voici comment D.S., co-directeur de l'UMR, relate les changements que l'habilitation de l'unité a apportés dans son travail :

D'être en Umr plutôt que dans une petite équipe à l'université, ça nous a permis de remettre le paquet sur les espèces envahissantes, avec aussi des avis différents : le Cirad a apporté les systèmes cultivés et nous tout le volet écologie évolutive et fonctionnelle, les facteurs qui génèrent la biodiversité, et de l'autre côté on a travaillé sur les menaces qui réduisent la biodiversité.

CBNM

La description du CBNM nous vient directement de L.G. (directeur scientifique) et M.P. (responsable service éducatif). L'association est née en 1986 et le bâtiment était acquis en 88. La propriété est du CG, à la fois terrain et bâtiment et fait 13 ha, pas tous aménagés. La première ouverture au public a eu lieu en 91.

Ça a commencé dans les pots de yaourts. C'est un jardin botanique mais aussi une collection conservatoire. Ça a une vocation de sensibilisation, avec des arbres endémiques, et en même temps tous ces arbres on sait d'où ils viennent, on a quand même donc une ressource génétique. On a des missions qui sont liées entre eux. Sur la partie flore on a une mission connaissance, une de conservation, de la flore menacée en particulier, puisque sur 905 taxons de plantes vasculaires il y a 34% considéré en danger d'extinction. Au même titre de l'agrément on a aussi la sensibilisation et la formation. Et puis, on a une 4^{ème} grande mission : c'est d'assister l'état dans les expertises.

Srepen

La Srepen (Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement) a été créée en 1971. Voici comment en parle H.C., adhérente active et engagée à la Srepen depuis plus d'un an :

C'est la plus ancienne des associations pour l'environnement de la Réunion. La SREPEN siège dans beaucoup de commissions. La Srepen va défendre le point de vue environnemental. Ensuite la Srepen a des actions en justice. Parce qu'il faut savoir qu'il y a une loi sur l'environnement, mais les services de l'état ne le font pas respecter, ils n'attaquent pas les contrevenants. Ce sont les associations de protection de l'environnement qui vont en justice pour attaquer les personnes ou les entreprises ou les organismes qui portent atteinte à l'environnement. 275 membres cette année.

Puisque Mme Clain ne peut pas connaître l'action historique de la Srepen à la GC dans les détails, je me suis basée sur les déclarations d'autres acteurs (bien que non adhérents de l'association) ou sur les études faites par la Srepen, que B.A. a mis à ma disposition avec les publications de l'association.

SEOR

La Société d'Etudes Ornithologiques de La Réunion a été créée en 1997 et elle compte plus de 240 adhérents. Conversationniste, elle s'occupe de divulguer les connaissances sur l'avifaune, d'assister les aménageurs dans les études ornithologiques et de favoriser la conservation des oiseaux.

V.G. s'est occupée d'une des dernières études qui a eu lieu dans un territoire comprenant la GC: le suivi des Papangues dans le cadre du projet Life+ Cap Dom.

D'autres personnes auraient pu faire partie de cette communauté, notamment des collègues des personnes interviewées ou d'autres associations ou centres de recherche. En particulier des personnes que j'aurais aimé pouvoir étudier à travers des entretiens plus approfondies, comme B.A. ou Joël Dupont de la Srepen, et quelqu'un impliqué dans l'APN.

6.5.2. Communauté de pratiques

Les relations entre eux sont moyennement étroites, et ils connaissent bien les membres de la communauté des institutionnels, avec lesquels ils travaillent régulièrement, ou parfois « *dialoguent et s'affrontent sereinement* », comme le dit D.S.. Les activités qu'ils ont ensemble, qui structurent l'*engagement* suivant la définition de Wenger (1998), consistent notamment à participer à des réunions, des comités ou ateliers (pour la préparation de projets, ou définitions d'études). Parfois ils offrent conjointement des expertises ou font des études ensemble.

Quand à l'*imagination* (Wenger, 1998) qui contribue à la création d'une image de la communauté et une identité commune, elle passe ici à travers la rédaction de synthèses et d'articles qui présentent les études. Par exemple, leur approche spatiale à la Grande Chaloupe est souvent faite à travers des cartes ou l'utilisation de supports papier, par exemple sur les espèces présentes. Par contre je ne suis pas sûre que les membres de cette communauté se reconnaissent en tant que tels : dans les entretiens ils parlent souvent les uns des autres, mais jamais je n'ai pu relever un terme utilisé pour designer les individus travaillant dans les centres de recherche et dans les associations. Le seul terme serait « scientifiques », mais qui est utilisé plus par les chercheurs en sciences sociales que par les chercheurs en sciences naturelles.

Finalement, en ce qui concerne l'*alignement* (Wenger, 1998) c'est-à-dire la capacité à être efficace au-delà de son action, à travers la coordination, cela consiste ici à s'échanger des informations et des données formatées d'une façon qui soit compréhensible à tout le monde. Un exemple pourrait être la classification botanique des espèces et des familles, utilisé pour mettre des étiquettes aux plantes et les faire reconnaître à tout le monde.

6.5.3. Intérêt environnemental à la GC

La Grande Chaloupe est aussi pour cette communauté un terrain d'étude, puisque depuis les années 1970 la GC a été reconnue comme un territoire abritant des nombreuses espèces endémiques et en danger, végétales et animales. Leur action à la Grande Chaloupe est donc historique. Les déclarations suivantes nous éclairent sur l'importance consacrée à ce territoire par le CBNM, la SEOR et la Srepen.

« On est intervenus sur beaucoup de choses, historiquement. Déjà historiquement, Mascarain a généré les premières données sur la GC, avec des botanistes de terrain. On a des données qui remontent à des dizaines d'années, parce que le massif était déjà pré-identifié comme très intéressant sur le plan de la biodiversité. Après on est intervenu dans le cadre de différents projets. » (L.G., CBNM)

On voit ici que la GC est donc surtout perçue comme un *terrain*, où collecter des *données* scientifiques. C'est aussi un champ d'*intervention*, qui est donc passible d'être modifié à travers des *projets*. Cela est vrai pour les chercheurs du CBNM, mais aussi pour les autres membres de cette communauté. Pour les scientifiques de la SEOR, c'est surtout le fait que la falaise de la GC et le massif de La Montagne abritent des espèces d'oiseaux endémiques, en particulier le Papangue (nom créole) ou Busard de Maillard en français (*Circus maillardi*) : « *La GC nous tient à cœur parce que depuis les années 70 a été identifié comme un site très riche en concentration de papangues* ». (Valérie Grondin, SEOR)

Enfin, l'extrait d'entretien avec D.S. ci dessous nous permet d'avoir une idée des actions de la recherche à la Grande Chaloupe dans les années 1980 et 1990 et par conséquent comprendre leur rapport à la nature de ce territoire. On voit dans ce dernier récit l'évolution de la recherche et l'importance de ce territoire pour la totalité du monde associatif environnementaliste et de la recherche en sciences naturelles.

Comme le CBNM, le professeur parle aussi de projets qui modulent le territoire (comme l'opération de réintroduction d'une espèce endémique en voie de disparition à travers la plantation de jeunes plants, faite par la Srepen) et d'études qui débouchent sur des publications, afin d'augmenter les connaissances sur la zone pour toute la communauté scientifique, et d'enrichir ainsi le *répertoire commun* (Wenger, 1998) auquel ils ont tous accès.

« Dans les années 80 la GC était vraiment matière de bénévoles, notamment la Srepen et des botanistes comme Cadet. Ils ont pris conscience que les espèces étaient au bord de l'extinction à la Réunion, avec même des espèces qui étaient braconnées parce que plus elles devenaient rares plus des propriétés médicinales leur étaient attribuées. [...] »

Le site de la Grande Chaloupe et ses vestiges de forêt sèche ont fait l'objet de plusieurs projets : dès 1985, la SREPEN avait établi un rapport sur le site avec des recommandations ; en 1989, la SREPEN publie flore en détresse, ouvrage qui met en évidence nombre d'espèces en voie d'extinction dont une grande partie subsistait sur le massif de la GC et de la Montagne. Entre temps le Conservatoire de Brest y entreprend la réintroduction d'un arbre disparu (multiplié à Brest), rapport Lesouef, avec la Srepen. Dans les années 1990, le jardin botanique de Mascarin, aujourd'hui CBNM, se fait financer un inventaire des sites clés de la Grande Chaloupe, avec l'idée qu'un projet de réserve pourrait être déposé » (D.S., PVBMT)

Dans cet extrait nous pouvons bien voir aussi que ces acteurs attribuent de la valeur aux espèces menacées, aux reliques de la forêt semi-sèche qui sont donc à étudier afin de mieux pouvoir les protéger.

6.5.4. Nature et savoirs

Pour la communauté des chercheurs naturalistes, la nature est un patrimoine collectif, qu'il faut protéger, conserver et sauvegarder : l'homme doit intervenir, sinon la biodiversité sera perdue. On retrouve encore le paradoxe de la nature à protéger de l'homme par l'homme, comme j'avais déjà souligné pour la communauté des institutionnels.

Leurs interactions avec l'environnement font référence aux systèmes de valeurs d'une nature inspirée et technique (ou industrielle). (Godard, 1990) La nature inspirée se base sur des valeurs d'intégrité, gratuité et singularité. Ce sont les valeurs mises en avant par les chercheurs, qui souvent offrent leurs données de façon bénévoles (gratuite) quand c'est pour une juste cause. Par exemple D.S. a mis en avant la valeur de la gratuité de la recherche pour garder l'objectivité, l'intégrité de la recherche :

A l'époque, indépendamment du projet du parc, on avait fait avec des étudiants sud-africains un projet France-Afrique du sud. Les sud-africains développaient des technologies nouvelles pour délimiter au mieux les aires protégées. Du coup on a fait un travail sur évaluer les surfaces restantes de chaque habitat à la réunion, leur taux de transformation, leur rareté, croisé avec des pressions classiques, urbanisation agriculture, on a obtenu un sig à 50 : 1000, publié en 2005, à l'échelle de l'île. Les données brutes je les ai données gratuitement au Parc et au Conservatoire pour qu'ils les utilisent au mieux. Dans une époque où on tout le monde vend ses données, ça a permis de dire que l'Université est neutre. Les relations entre décideurs et acteurs de l'environnement sont purement financières, d'avoir à chaque fois de l'info scientifique ça a permis de garder le rôle d'objectivité de l'université.

La singularité, la rareté des écosystèmes est vraiment un point central dans leurs discours : c'est bien la rareté des plantes qui les rend si intéressantes à leurs yeux. Le fait que sur l'île reste seulement une "poignée d'arbres" de *ruizia cordata* a justifié le financement de l'opération de réintroduction de cette espèce, par exemple, et c'est le même type de discours qui a débouché sur le Life+ Corexerun. Ensuite le concept de nature inspirée est lié à un monde idéal tiré des savoirs d'hommes inspirés. Ce n'est pas forcément ce qui paraît juste à tout le monde (le principe démocratique) qui compte et qui est mis en pratique ici, mais plutôt ce qui est décidé par une élite de personnes qui savent ce qui est le bien de l'environnement. C'est un discours qui paraît en opposition avec la nature civique, qui pourtant est mobilisée quand il s'agit de protéger le foncier à travers des acquisitions publiques.

Deuxièmement, je définis leur vision de la nature comme technique à cause du discours qu'ils tiennent sur la biodiversité. Un écosystème est jugé efficient par cette communauté du moment où il contient beaucoup de biodiversité (comme la forêt primaire semi-sèche) et tout ce qui la menace (comme les espèces exotiques envahissantes) est considéré comme mauvais.

Il semblerait que l'approche scientifique de cette communauté, leurs notions et leur façon de procéder ait influencé la communauté des institutionnels, notamment ceux qui font partie du comité de pilotage du Life+ Corexeun. On retrouve un peu le même discours de nature menacée qui a besoin de l'homme pour se protéger (de l'homme, mais dans mes entretiens « l'homme » en tant que « menace » est ressorti moins souvent que les termes associés à « protection »). Par contre la dichotomie *orwellienne* « *Tout ce qui est plantes exotiques est un ennemi. Tout ce qui est plantes endémiques est un ami* » n'est pas aussi marquée qu'auprès des institutions : la vision de la protection de l'environnement est plus globale.

Les savoirs sont ici d'expériences et d'études, ils relèvent essentiellement du champ scientifique. L'apprentissage passe par l'écrit plutôt que par la voie orale, et la circulation se fait selon diverses modalités orales ou écrites.

6.5.5. Life+ Corexeun

Une bonne partie des membres de la communauté des naturalistes sont intervenus dans le projet Life+ en tant que prestataires de services. Leurs années d'expériences ont été exploitées par l'équipe pour obtenir des informations et décider comment implémenter le projet. Parfois ils participent en offrant leurs savoirs (ou même des semences de leurs collections) de façon bénévole :

Pour le projet Life+ on s'est positionné volontairement pour leur fournir un maximum de semences de nos collections ici, de manière bénévole, parce que c'était logique que Mascarain qui avait 25 ans de collection d'arbre à l'institut, on puisse vraiment assister le projet, tout le monde a intérêt à que le projet marche. Il y a eu comme ça des interventions à différents degrés. Et on a systématiquement participé à leur atelier pour les aider à orienter le projet. (L.G., CBNM)

La Grande Chaloupe a été effectivement identifiée comme un site exceptionnel où créer une réserve naturelle depuis les années 1970. Ils ont donc cumulé depuis d'énormes bases de données sur la Grande Chaloupe.

Comme il y a 20 ans il y avait déjà des gens qui étaient sensibilisés à la GC, à cet espace relique, il y avait déjà des graines qui avaient été récoltées là bas et que l'arboretum conserve. Le fait qu'on ait déjà un certain âge a permis qu'on ait des espèces qui peuvent se reproduire et qui viennent de pieds qui pour la plupart eux ils sont morts dans la nature. Ils ont vieilli, ils ont été écorcés etc. Quand je parle de ressource génétique c'est vraiment de plantes qui ont disparu. Une valeur inestimable. Pour certaines espèces le projet life+ n'aurait jamais pu utiliser ces espèces si Mascarain il y a 25 ans n'avait pas commencé sa collection.

Le CBNM se charge de protéger les ressources génétiques en constituant une collection conservatoire ; la SEOR étudie les Papangues et la Srepen fait des nombreuses études avant l'opération de réintroduction de *Ruizia Cordata* par exemple ou des études des mesures compensatoires à envisager pour le tram train. Il y a donc un phénomène d'appropriation du territoire et de patrimonialisation.

Leur participation est liée au volet scientifique du projet, la possibilité d'améliorer les connaissances sur l'écosystème semi-xérophile, de récolter des données et tester des méthodes avec l'espoir que s'il fonctionne il sera possible de le reproduire ailleurs (c'est bien le présupposé de toute recherche scientifique). Un objectif de divulgation de la science et de sensibilisation de la population (fonction

éducative) est aussi toujours présent. On peut voir dans cet extrait toutes les motivations que je viens de citer :

L'objectif forêt sèche c'est intéressant parce que ça met en valeur le site, ça crée une forêt, c'est la première fois qu'on passe à l'action depuis 25 ans où il faut faire quelque chose, et il est près des habitations, sur le chemin des Anglais que c'est un site superbe qui est en train de s'abîmer. Donc ça permettrait de créer une action éducative et puis patrimoniale parce que mine de rien si les 100000 plants se reproduisent ça peut être intéressant pour en faire d'autres et étendre la zone. C'est quand même un secteur, ça fait 3 siècles qu'il y a plus de forêt, il n'y a plus de sol, on ne va pas du jour au lendemain avoir une ambiance forestière dans le secteur. Ça reste un secteur sec, de savane des tropiques, mais avec des qualités paysagères, il faudrait donc aussi restaurer le chemin des Anglais, faire un peu de tourisme dans le coin. (D.S.)

6.6. La communauté des randonneurs

La communauté des randonneurs du Chemin des Anglais a été étudiée seulement à travers le questionnaire et deux entretiens non directifs. Cela réduit la certitude des données, surtout en ce qui concerne le discours qui aiderait à comprendre les motivations des gens, et l'explication de leurs activités.

D'un autre côté, il est difficile de déterminer si ce groupe peut être considéré comme une communauté de pratiques. Ils ont certainement une identité commune liée à la pratique de s'entraîner ou faire des randonnées sur ce chemin. Mais ces activités ne sont pas forcément pratiquées ensemble ; de plus les membres de ce groupe ne se connaissent pas nécessairement. En conséquence il n'y a pas de cohésion entre eux et ils n'ont pas un imaginaire collectif qui leur permet d'aligner leurs pratiques. Ces dernières n'ont pas non plus un but commun.

Ils n'existent pas de statistiques officielles concernant la fréquentation de ce sentier. P.L., par exemple, qui s'entraîne pour le Grand Raide¹⁷ sur ce sentier et qui y est souvent en tant que chef d'équipe de la GCEIP s'occupait de l'entretien du sentier avant de changer de tâche et intervenir sur les parcelles de restauration du projet, a pu faire des estimations :

Mais c'est vrai que c'est un chemin qui est de plus en plus fréquenté, surtout que le Grand Raid passe par là maintenant, il y a de plus en plus de coureurs qui s'entraînent, le Grand Raid est proche. [Le 18 octobre]. Le samedi, il y a 200 – 300 coureurs qui passent par là. A l'époque c'était la plus vieille route de la Réunion, la seule manière de relier l'est au nord. Avant la mer arrivait à la paroi de la falaise.

¹⁷ Randonnée compétitives à la Réunion composé de trois courses, dont une prévoit la traversée complète de l'île. Elle a lieu tous les ans au mois d'octobre et qui attire plus de 5000 participants.

Ainsi, il met en avant aussi l'importance historique de ce sentier, mais maintenant la fonction de relier l'est au nord n'est plus la principale.

Les usagers du sentier, depuis les résultats du questionnaire et mes observations sur le terrain, sont principalement des locaux qui l'utilisent pour s'entraîner et faire du sport. Seulement trois personnes se sont définies comme des touristes (8%).

Région d'origine	Nb. cit.	Fréq.
Réunionnais	29	76,3%
Métro	6	15,8%
Touriste	3	7,9%
Autre	0	0,0%
TOTAL OBS.	38	100%

En effet, parmi les trente huit personnes qui ont répondu au questionnaire, presque la majorité (seize) se trouvait sur ce sentier avec le but de s'entraîner et faire du sport. La deuxième raison évoquée est le loisir (vacances, plaisir, sortie en famille ou entre amis : onze personnes) et ensuite un usage de randonnée et marche que j'ai interprété être plus pour le plaisir de faire une sortie de randonnée que pour l'entraînement (sept personnes). Deux personnes évoquent le sport, mais la nature aussi ; une personne déclare avoir été emmenée sur ce sentier par l'envie de découvrir le patrimoine historique et une autre s'y trouvait dans le cadre de son travail (GCEIP).

Le nombre de questionnaires administrés n'est pas suffisant pour considérer ces données valides pour une étude des usages du chemin des Anglais, mais on peut en tirer qu'il est très utilisé par des personnes qui viennent s'y entraîner ou y faire de la randonnée.

D'ailleurs, les usagers de ce sentier interviewés viennent dans la plupart des cas du nord de l'île.

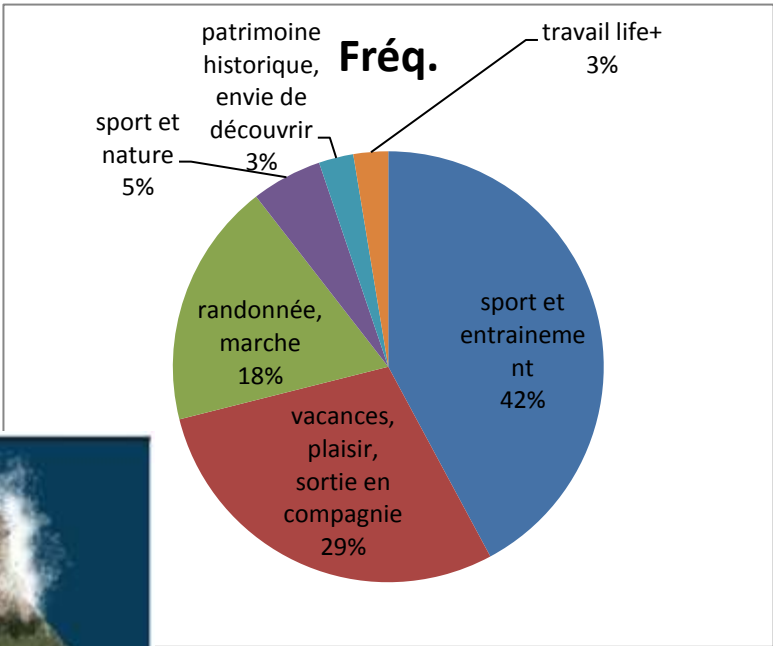


Figure 13 Les usages du Chemin des Anglais



Figure 14 Communes de provenance des randonneurs du Chemin des Anglais

Effectivement, la proximité est la raison la plus citée pour choisir ce sentier plutôt qu'un autre, directement suivi par des caractéristiques techniques du Chemin de Anglais (les différents types de pente, le type de terrain, la difficulté ou facilité...). Cela est certainement corrélé au fait que presque un enquêté sur trois (29%) parcourt le sentier plusieurs fois par semaine.

Raison pour choisir se sentier plutôt qu'un autre	Nb. cit.	Fréq.
Proximité	15	39,5%
Caractéristiques pour l'entrainement	14	36,8%
Conseillé par amis	4	10,5%
Non réponse	2	5,3%
Amour de ce sentier	1	2,6%
Bien entretenu, facile d'accès, beau	1	2,6%
Historique, intéressant	1	2,6%
TOTAL OBS.	38	100%

Je peux donc supposer que cette communauté voit la nature comme un support d'activités de loisir, détente et sport. Ce qui est valorisé ce sont les beaux paysages, l'ombre/soleil, le type de terrain, la variété du tracé ou du paysage. La forêt semi-sèche est donc appréciée comme arrière plan, parce qu'elle emmène avec soi la tranquillité, l'ombre et la variété de la végétation. Mais il est possible de supposer que si ce n'était pas la forêt endémique de la Réunion, mais une autre forêt d'espèces exotiques qui était là, cela ne ferait pas une grosse différence. D'autant plus que certains enquêtés ont dit d'aimer ce sentier aussi parce qu'il offre des fruits qui peuvent les rassasier le long du chemin et qui certainement ne sont pas indigènes. Cela est comparable au système de valeurs de la nature civique (Godard, 1990) puisque les sentiers doivent être publics et accessibles à tous pour pouvoir servir pour l'entrainement.

Cela n'empêche pas la connaissance de la forêt et de la flore ou du projet. 58% des gens ont reconnu la forêt comme étant de type semi-sèche parmi les suivants choix : sèche, semi-sèche, humide, tropicale, semi-xérophile, hygrophile. De plus, 42% déclare être au courant de l'existence d'un projet de restauration de cette forêt, et cela principalement grâce aux panneaux informatifs (9 personnes) et la radio/télé (6 personnes), suivis par le travail et les amis (3 personnes). Cependant, six personnes seulement se rappellent approximativement du nom du projet.

Une des questions portait sur les plantes originaires de la Réunion. Le but était de voir si les randonneurs avaient une perception de plantes indigènes réunionnaises qui se rapprochait des définitions du Parc National et des scientifiques ou pas. Parmi leurs réponses, on retrouve des plantes indigènes ou endémiques mais aussi des espèces considérées exotiques par les scientifiques ou par les classifications botaniques, mais qui peuvent tout de même faire partie de la culture réunionnaise. Environ la moitié des interviewés a cité une espèce considérée comme exotique, comme exemple d'une plante originaire de la Réunion (voire tableau ci-dessous). Cette approche est tout à fait différente de celle des scientifiques ou des institutionnels, pour qui les espèces exotiques ne font pas partie de la forêt semi-sèche, sinon d'un habitat de type semi-sec dégradé.

Espèce	Nb. cit.	Fréq.	Classement par le PNR
tamarinier	8	25,8%	Exotique
benjoin	3	9,7%	Indigène
bois de nèfle	2	6,5%	Endémique
tamarin des hauts	2	6,5%	Endémique
Fanjan/foujère arborescente	2	6,4%	Endémique
bambou calumet	1	3,2%	Endémique
filaos	1	3,2%	Exotique
bananier	1	3,2%	Exotique
bois de senteur	1	3,2%	Endémique
bois noir	1	3,2%	Exotique
bringellier	1	3,2%	Exotique
aloes	1	3,2%	Exotique
geranium	1	3,2%	Exotique
goyavier	1	3,2%	Exotique
palmiste	1	3,2%	Endémique
tan rouge	1	3,2%	Endémique
vacoas	1	3,2%	Endémique
ylang-ylang	1	3,2%	Exotique
zavocat marron	1	3,2%	Exotique

On peut en conclure l'importance donnée au projet par les randonneurs est moyenne, puisque la nature est principalement une source de loisir.

J'ai aussi cherché à savoir si les usagers du chemin des Anglais pénètrent dans la forêt ou bien s'ils ne sortent pas du tracé. J'ai posé la question à P.L. et il me disait qu'il voit régulièrement des gens se promener dans la forêt et non seulement sur le pavé.

Ils vont dans la forêt, suivant les saisons. Si c'est la saison des guêpes, les gens viennent de partout dans l'île. Avant ce n'était pas très connu, mais la mise en valeur du chemin, a fait que le chemin est connu par les braconniers surtout. Les tangles un peu moins, parce qu'il y a beaucoup de cailloux et c'est difficile de creuser un trou. Il y a pas mal d'incendies déclenchés par les odeurs de guêpes.

Pour connaître les pratiques des randonneurs, considérant que la chasse aux guêpes et aux tangles en cette saison est interdite, je ne pouvais pas demander directement s'ils le faisaient ou pas. J'ai donc simplement demandé s'ils connaissent des passages à travers cette forêt qui ne soient pas le chemin des Anglais. Il en résulte que la plupart n'en connaît pas (68%), mais ensuite le plus connu est le chemin qui part du terrain cross de la Ravine à Malheur (8 personnes). D'autres sentiers ont été cités aussi : le sentier Kalla (2 personnes), un sentier venant de St Bernard (1 personne) et un ou plusieurs sentiers qui relient le chemin des Anglais à la Roche Ecrite, à la Plaine d'Affouches et à Dos d'Âne (1 personne).

Passages à travers la forêt	Nb. cit.	Fréq.
N'en connaît pas	26	68,4%
terrain cross de la Ravine à Malheur	8	21,1%
sentier Kalla	2	5,3%
par St Bernard	1	2,6%
Roche Ecrite, Plaine d'Affouches, Dos d'âne	1	2,6%
TOTAL OBS.	38	100%

En conclusion, ce n'est qu'une petite partie des membres de cette communauté qui interagit avec la forêt. Il ne faut pas pour autant les ignorer, parce que leurs pratiques peuvent avoir des conséquences sur la forêt et le projet Life+ Corexerun : positives (contrôle, engagement) ou négatives (départ de feux, écraser des jeunes plants endémiques qui viennent d'être plantés).

Donc il serait envisageable de mener une enquête supplémentaire auprès des randonneurs, pour avoir des données plus précises sur la fréquentation et surtout sur leur usage du sentier et de la forêt.

6.7. Autres (ouvriers entreprises partenaires de Life+ Corexerun)

La dernière communauté dont je vais parler compte un seul interviewé : il s'agit de L.D., directeur de la Sapef. Il m'a parlé des activités de la Sapef (qui a gagné le marché des travaux de plantation des plants) et de la Sapef Pépinière du Théâtre (marché de production des plants). De cette communauté font idéalement partie d'autres acteurs dont les autres acteurs m'ont parlé à plusieurs reprises, mais que je n'ai pas contactés directement : les directeurs et les employés des entreprises partenaires du projet qui ont participé à une journée de plantation. Je me suis en effet aperçue que leur relation à la GC n'était pas si forte, et que l'intérêt de ces individus était plutôt ponctuel. Pour les personnes de cette communauté, travailler à la GC ou dans un autre endroit ne ferait pas une grande différence. Pour les premiers c'est simplement leur travail, un chantier comme un autre, et pour les deuxièmes c'est l'occasion d'organiser une journée d'activités différentes et en groupe pour les employés et en même temps de communiquer un message positif, c'est-à-dire de se présenter comme une entreprise qui s'engage pour l'environnement. Leur vision correspond à une vision *marchande* de la nature puisqu'ils tirent un profit économique des activités qu'ils y font. Les responsables des entreprises partenaires du projet Life+ espèrent sans doute que le fait de communiquer une image « verte » de leur entreprise augmentera son appréciation par le public, et que des activités de groupe pour leurs employés augmenteront leur rendement.

6.8 Synthèse des visions de la nature et des savoirs naturalistes des communautés

Nous avons vu dans ce chapitre les différentes communautés d'acteurs qui interviennent à la GC. J'ai analysé qu'elles ont une variété de visions de la nature : industrielle et civique (institutionnels) ; domestique (habitants) ; technique et domestique (techniciens) ; technique et inspirée (naturalistes) ; civique (sociaux et randonneurs) ou marchande (autres). A l'intérieur même de chaque communauté les personnes mobilisent plusieurs systèmes de valeurs suivant l'occasion. Le fait de s'appuyer principalement sur l'un ou sur l'autre n'empêche pas la communication, mais dénote à quels aspects est donné plus

d'importance. Bien que certains systèmes de valeurs paraissent incompatibles, ce n'est pas forcément le cas. Par exemple la nature *inspirée* suppose que seule une élite de personnes savantes peut décider au mieux concernant la gestion des ressources alors que la notion de nature *civique* renvoie à l'idée que la nature est valorisée au mieux quand elle est publique, accessible à tout le monde avec la communauté entière qui participe aux décisions qui fondent une action collective. La compatibilité de ces deux catégories de valeurs dépend en fait des compromis qui sont mis en place, par exemple : si un espace est classé en Réserve par la décision d'une élite « inspirée », on pourra toujours ouvrir au public un autre espace proche (c'est le cas de l'ENS, qui comprend une aire de pique nique et une autre fermée au public) où les personnes ayant des « bonnes » raisons pour s'y rendre pourront demander une permission. Il restera à décider qui a l'autorité pour discerner ce qui est de l'ordre d'une bonne raison... Dans le cas des communautés agissant à la GC, les systèmes de valeurs ne sont pas incompatibles parce que leurs buts ne sont pas fondamentalement opposés : il y a un discours fédérateur qui est celui de la préservation du patrimoine, (sous entendu ici patrimoine de biodiversité dans la plupart des cas). Les naturalistes qui produisent ce discours le font à travers leurs recherches, ensuite les institutionnels en font la justification de leurs projets, puis les techniciens et les ouvriers la raison de leurs actions et profits : chacun s'approprie ce discours, chacun y trouve un intérêt différent. Les moins concernés par ce discours du patrimoine sous entendu comme biodiversité sont en fait les habitants, mais grâce à au concept de patrimoine (porteur d'une valeur identitaire évidente pour tous) ils se joignent aussi à la cause.

Les savoirs naturalistes des communautés suivent à peu près la même logique. Suivant les communautés, on mobilise des savoirs plutôt empiriques ou théoriques ; directement utiles dans la vie quotidienne ou plutôt mobilisables dans la gestion et l'étude de l'environnement. Mais on constate aussi que les communautés sont plutôt bien informées des savoirs détenus par les autres et connaissent suffisamment leurs outils ou cadres de référence pour pouvoir communiquer entre elles. On voit alors que ce sont surtout les scientifiques qui vont chercher à connaître (par exemple) le nom créole des plantes en plus du nom latin pour pouvoir justement communiquer avec les habitants. On constate aussi que le discours des naturalistes est celui qui est le plus répandu dans les autres communautés : c'est un discours bien partagé. Dans cette rhétorique environnementaliste, on comprend empiriquement par exemple que l'utilisation des termes tels que « plantes indigènes », « endémiques », « exotiques » ou « envahissantes » est largement partagée (notamment les termes endémique et envahissante). Cela nous mène à nous questionner sur les définitions précises de ces termes, à nous interroger sur l'éventuelle diversité de définitions qu'en ont les acteurs et enfin à nous demander qui a au final la légitimité de fixer éventuellement les définitions et de faire l'inventaire des plantes qui seront classées dans une ou l'autre catégorie sémantique.

La définition pour le concept d'espèces endémique, mondialement accepté par exemple, vient de l'IUCN¹⁸ (*International Union for Conservation of Nature*) qui rédige aussi la liste rouge des espèces menacées. Mais du point de vue strictement écologique, il est difficile de déterminer si une plante est endémique ou pas. Surtout à la Réunion : le contexte insulaire fait que toutes les plantes viennent d'ailleurs, d'après les historiens et botanistes, mais elles ont évolué sur place et maintenant elles n'existent que là. A la Réunion

¹⁸ Endemic: native to, and restricted to, a particular geographical region. Highly endemic species, those with very restricted natural ranges, are especially vulnerable to extinction if their natural habitat is eliminated or significantly disturbed. (IUCN glossary definitions)

même, c'est le CBNM qui établit le classement des espèces, aujourd'hui en collaboration avec le Parc. Ils le font et l'officialisent notamment à travers l'*Index de la flore vasculaire de la Réunion* qui contient des listes des espèces organisées en catégories significatives : patrimoniales, invasives et déterminantes. Maintenant, à travers quels moyens ils légitiment leurs classements et définitions, cela reste ici une question ouverte qui dépasse les limites de mon stage.

La circulation des savoirs et les interactions entre les communautés seront analysées plus en profondeur dans le chapitre suivant, où je vais mettre en évidence en particulier les éléments qui facilitent les échanges et la collaboration.

7. Collaborations

Dans le chapitre suivant on va analyser les éléments qui favorisent l'entente et les coopérations entre les acteurs et les communautés qui œuvrent à la GC.

7.1. Des éléments structurant intra-communauté

Dans le précédent chapitre j'ai présenté les différentes communautés qui animent les jeux d'acteurs autour de la forêt de la GC. Ces ensembles ont plus ou moins de cohésion et collaborent plus ou moins souvent. Nous avons vu aussi que l'engagement, l'identité et l'alignement peuvent être variables suivant la communauté. Dans la majorité des communautés existent des pratiques ou des événements qui facilitent la cohésion à l'intérieur du groupe. Il peut s'agir de réunions, d'activités réalisées conjointement, de plans de travail ou de collaborations d'autre type. Analyser ces éléments de cohésion intra-communautaire nous aidera à expliquer la formation des communautés, ce qui permet leur fonctionnement et leur collaboration sur le territoire de la GC. Les éléments qui contribuent à renforcer les communautés étudiées sont résumés dans le tableau suivant.

Communautés	Animateur	Objets Intermédiaires
1. Institutionnels	M.LY C.L.	Cartes thématiques Plan d'aménagement forestier Plan de gestion Charte du Parc Mémoire technique du Life+ Corexerun
2. Techniciens	P.L.	Fiches techniques Outils / Habits de travail Espèces végétales à éliminer
3. Habitants		Plantes du jardin Salle de fêtes
4. Sociaux	M.L. L.H.	Cartes topographiques
5. Naturalistes		Documents scientifiques Cartes thématiques Etiquettes plants avec le nom scientifique
6. Randonneurs		Cartes IGN

7.1.1. Animateurs

J'ai observé sur le terrain qu'il y a des individus animateurs de la communauté dans la plupart des cas. Ces personnes renforcent les liens intra-communautaires en facilitant la transmission des informations et la traduction, compréhension des pratiques. Elles peuvent mettre en relation les personnes, faire en sorte que tout le monde connaisse les autres membres de la communauté et les activités qui se déroulent et faciliter ainsi la participation et l'entraide intra-communautaire. Elles ont ainsi un rôle essentiel pour convaincre, pour enclencher un engagement et pour mobiliser.

Il s'agit par exemple de M.LY pour la communauté des décideurs institutionnels. M.LY travaille au Conservatoire du Littoral, sur plusieurs projets, mais en particulier sur le Life+ Corexerun. Pourtant, quand on parle d'équipe permanente du projet, on fait référence aux trois personnes employées par le Parc : P.T., C.W. et P.T. En conséquence, M.LY travaille la plus part du temps avec les trois personnes de l'équipe Life+ du Parc, et ils ont fini par développer des pratiques communes. Comme j'ai illustré dans le chapitre précédent, ces collaborations peuvent consister par exemple à des visites de terrain faites ensemble, que ce soit sur les parcelles de plantation ou dans le cadre d'actions de sensibilisation auprès des habitants du village de la GC ou des écoles. Fréquemment aussi, il s'agit de réunions de travail dans leurs bureaux respectifs, où ils discutent par exemple de répartition des tâches de travail, plans d'action, analyse de résultats ou autre. Une autre personne travaillant au Conservatoire du Littoral a une fonction qui facilite la création de liens intra-communauté. Il s'agit de C.L., qui entretient les relations du CLRL avec tous ces partenaires ou collaborateurs. Comme elle a dit elle-même, *«c'est un établissement public de l'Etat où on a besoin d'avoir des très bons généralistes, des gens qui soient capables d'aller voir les Dijoux [une famille habitant à la GC, ndr] le matin, le notaire l'après midi, le soir d'aller voir le préfet...»*. Sa fonction l'emmène à entretenir des relations presque quotidiennes avec le PNR, notamment la cellule Life plus, et avec d'autres partenaires du projet (CG, Région, DIREN). Elle collabore aussi avec deux directions du CG (ce sont leurs gestionnaires): la Direction Environnement et Energie (volet naturel) et la Direction de la Promotion de la Culture et du Sport (volet historique). En parlant de la réflexion sur les usages de la Grande Chaloupe, la directrice du CLRL a listé toutes les institutions avec qui ils devraient se concerter, et cela nous donne une idée de la quantité d'interactions qu'elle entretient régulièrement dans le cadre de son travail :

« Qu'est ce qu'il y a comme usage et qu'est ce qu'on voudrait comme usage dans un territoire avec un tel patrimoine ? Il y a une réflexion, du devenir du territoire, qu'il faut mener, mais je ne pense pas qu'on doive en être le pilote. Il y a des Communes, c'est leur responsabilité, il y a les Intercommunalités, qui portent la compétence tourisme, il y a la Région, qui également porte la compétence tourisme, le CG qui porte la compétence muséologie (musée, patrimoine historique et culturel). On pourrait lancer plein de réunions publiques... ».

Dans la communauté des techniciens, j'ai déjà illustré le travail de liaison de P.L., qui travaille la moitié de son temps comme chef d'équipe pour la GCEIP et l'autre moitié avec les ouvriers de l'ONF.

Une autre animatrice, dans la communauté du secteur social, dont j'ai déjà parlé, est M.L.. Elle œuvre parfois en collaboration avec L.H., qui est connu par l'ensemble des membres de cette communauté et qui fait un grand travail de partage de connaissances. Il est la personne ressource pour des informations sur le patrimoine historique et culturel de la Grande Chaloupe, ou sur les habitants ; son savoir, ses relations sont souvent exploités par les membres de la communauté des sociaux.

Afin d'évaluer la cohésion intra-communautaire, il est déterminant de considérer la pérennité des interactions ; ceci est en partie possible en s'intéressant aux postes de travail que les individus occupent et à leurs trajectoires professionnelles. Par exemple, quelqu'un comme C.L., qui est à son poste au CLRL depuis huit ans, ou L.H., qui est réunionnais et qui va très probablement rester sur place pendant

longtemps encore, sont des personnes de référence connues par leur ancienneté et par leur attachement au lieu et à leur travail. Ces deux individus ont donc un rôle structurant pour la communauté par rapport à des personnes embauchées temporairement à l'occasion d'un seul projet. Cela ne veut pas dire qu'une fois ces personnes parties la communauté va s'arrêter de vivre, au contraire, le propos d'une communauté est justement de perpétuer les connaissances malgré la rotation de ses membres, d'apprendre aux nouveaux venus les pratiques et de créer une sorte de continuité et de stabilité. (Wenger, 2000)

7.1.2. Objets intermédiaires

La circulation des objets intermédiaires (Vinck, 1999) permet de partager les connaissances et de structurer les communautés. Selon l'auteur, les objets intermédiaires sont médiateurs dans les processus de création et autres types d'interactions humaines. Ils sont produits, discutés et mis en circulation par les acteurs, qui en font l'objet d'investissements forts. Les objets intermédiaires sont révélateurs d'acteurs, d'activités et d'interactions. Il peut s'agir par exemple d'objets sous forme de papier, échantillons, instruments, animaux, végétaux ou même humains.

Pour la communauté des institutionnels il s'agit essentiellement de documents écrits : par exemple, les documents stratégiques, tels que le Plan d'Aménagement Forestier et le Plan de Gestion de la forêt domaniale, qui sont faits respectivement par le Conseil Général pour l'ensemble des terrains dont il est gestionnaire et/ou propriétaire, et par l'ONF concernant les terrains de propriété du CLRL. Le responsable du Service Protection des Sites et Biodiversité au sein du CG nous révèle comment la rédaction de ces documents est source (ou révèle) d'accords, de contrats de coopérations mais aussi de division des tâches et de hiérarchie dans le travail :

Les terrains du CL sont soumis au régime forestier, et l'ONF est tenu de réaliser un plan d'aménagement forestier dans le cadre du régime forestier. Mais il n'est pas gestionnaire, parce que le gestionnaire c'est le territoire. Même s'il intervient, parce qu'il intervient de manière ponctuelle sous demande du CL. Le département intervient plutôt en partie basse, et puis l'ONF s'occuperait de la partie haute, c'est un accord un peu qu'on a fait. [...] Disons, on va faire un diagnostic de la gestion passée et en fonction on définira les priorités pour les années à venir, sachant qu'on prendra en compte aussi les éléments réalisés par l'ONF dans le cadre de l'aménagement forestier. (L.S.)

Ensuite il peut s'agir de documents qui ont pour fin de clarifier pour tout le monde les mesures qui vont être mises en place, ou le travail qui doit être fait, comme par exemple des documents de coordination tel la Charte du Parc ou le Mémoire technique du projet Life+ Corexerun.

Les espèces endémiques, symbole de la biodiversité, peuvent aussi être considérées à juste titre comme des objets intermédiaires des institutionnels, puisqu'elles sont porteuses de significations et représentent des objectifs communs de protection et préservation de l'environnement.

A l'intérieur de la communauté des techniciens, les objets intermédiaires que l'on va trouver vont être plutôt de type technique, comme par exemple la fiche technique qui explique exactement les tâches à remplir, comme on a vu dans le paragraphe dédié à cette communauté. Cette fiche d'ailleurs crée un lien intra-communauté pour les institutionnels, puisqu'elle est faite par J.T. de l'ONF ; en concertation avec quelqu'un du Parc (habituellement P.T.) pour décider les priorités dans chaque parcelle. Le même objet crée aussi un lien extra-communautés, c'est-à-dire entre les institutionnels et les techniciens.

Les espèces végétales à éliminer peuvent aussi être considérées comme objets créant un lien entre les techniciens, puisque ils s'y confrontent quotidiennement, par exemple ils apprennent à les identifier et

acquièrent une expérience sur les méthodes les plus efficaces pour accomplir leur tâche. Cela crée des sujets de discussion et de partage de connaissance entre les techniciens. Un autre objet que j'ai pu observer comme facilitant les échanges dont je viens de parler, c'est la pierre utilisée pour poncer les machettes. Les ouvriers de l'ONF que j'ai suivis sur le terrain en avaient une seule et pendant la pause ils la faisaient circuler entre eux le temps d'aiguiser leur outil. Cela créait l'occasion de partager des savoirs ou des anecdotes, d'apprendre des choses, de poser des questions aux plus experts.

Parmi les membres de la communauté des habitants, les espèces végétales qui créent des liens sont plutôt les plantes cultivées dans les cours et jardins. Par exemple C. me disait : « *si j'ai besoin d'une tisane en particulier je peux demander à d'autres qui plantent dans leur cour aussi* », R.P. voulait demander à une de ses voisines une plante d'aloès pour moi. F.O. m'a également offert des pousses de pistachiers, qu'elle arrache parce que sinon elles vont pousser et lui abîmer la maison, et A.P. a offert aux agents du Parc que j'ai suivis sur le terrain et à moi des nombreux fruits de son jardin. J'ai l'impression que ces échanges de services et ces dons végétaux sont courants entre les personnes dans le village. Un autre élément de cohésion pourrait être la salle de fêtes, étant donné que souvent des événements y sont organisés et que ces événements sont fréquemment mis en avant par les interviewés. Ce que j'ai pu observer c'est que dans la période de mai-juin presque tous les week-end a lieu une communion ou un événement social de même type : comme ailleurs, les événements sociaux renforcent les liens, rappellent chacun à la cohésion d'un ensemble.

La communauté des chercheurs de l'environnement naturel est structurée par des documents scientifiques, qui sont écrits en collaboration, ou cités par les uns et les autres et qui sont à la base de leurs recherches et du partage de connaissances. Par exemple, la plupart des études sur la Grande Chaloupe qui proposent de créer une réserve naturelle, commencent par une revue bibliographique des études précédentes ou du moins elles sont citées pour montrer que cela fait longtemps que la zone est reconnue comme extraordinaire et digne de protection. Notamment la thèse de Thérésien Cadet (1977) peut être prise comme exemple puisqu'étant le premier document reconnaissant la fragilité et l'intérêt du territoire, elle est tenue pour document de référence, avec une grande considération de la part de tous les membres de cette communauté. Un autre objet (et discours) qui unit les membres de cette communauté, ce sont les plaquettes botaniques avec la taxonomie des plantes, faisant référence à la classification scientifique (systématique végétale). Les classifications sont très importantes pour cette communauté, parce que cela leur permet de se comprendre entre eux et de retrouver des arbres qui ont fait l'objet d'études d'autres organisations ou individus.

Enfin, plusieurs de ces communautés font utilisation de cartes pour mieux se comprendre et se coordonner. Pour les sociaux il s'agit notamment de cartes topographiques, type IGN, qui représentent les sentiers, la présence de monuments historiques ou tout simplement la localisation des lieux. Les institutionnels et les scientifiques se servent principalement de cartes thématiques, qui montrent par exemple la présence d'espèces endémiques, les propriétés cadastrales des terrains, le degré de pente du sol, les parcelles prioritaires etc. Ces cartes expriment et révèlent leurs approches et liens au territoire physique. Elles sont essentielles pour dialoguer, et construire des visions communes de ce territoire.

Je n'ai pas assez étudié la communauté des randonneurs pour trouver beaucoup d'objets intermédiaires, mais les cartes sont certainement un élément qui les unit aussi, et il s'agit des cartes IGN qui montrent les sentiers et les dénivelles. Le sentier lui-même peut certainement en être considéré un.

7.1.3. Interactions vers la cohésion : Life+

Comme expliqué en début de chapitre, la cohésion est facilitée surtout par des activités communes, des œuvres conjointes et des collaborations presque quotidiennes.

Les projets qui impliquent de la concertation entre plusieurs partenaires et qui font recours aux compétences d'organismes avec des missions différentes, comme le Life+ Corexerun, favorisent la créativité à l'intérieur d'une communauté et incitent les membres à négocier leurs compétences avec celles des autres (Wenger, 1998).

Le projet est donc un élément structurant des relations intra-communautaires pour certaines des communautés, dans la mesure où il crée des occasions de rencontre, de discussion et de négociation. Du point de vue des institutionnels, le projet a été une source collaboration et de cohésion en particulier pour le Parc : puisque l'institution a été créée un an seulement avant le début du projet, ce dernier a été en ce qui concerne le territoire de la GC un élément structurant pour l'identité et la légitimité du Parc. Porteur de projet, celui-ci s'est positionné comme le guide des autres partenaires, ayant ainsi l'occasion de prouver sa compétence. Ensuite le projet a été une occasion de travail commun pour les techniciens et les naturalistes, permettant d'échanger des pratiques et des connaissances. Enfin, le projet a peut être eu un rôle fédérateur pour les habitants, dans le sens qu'il a été l'origine de l'organisation d'événements, d'occasion de rencontre, et qu'il a fait participer les individus à des activités communes (non parce qu'exécutées ensemble, mais parce qu'elles sont les mêmes pour tous et on peut donc partager expériences et résultats).

Comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, et comme je l'analyserai dans les paragraphes suivants, le projet peut aussi être un élément de collaboration entre différentes communautés.

7.2. Des éléments qui facilitent les échanges entre communautés

Dans ce paragraphe je vais tenter d'expliquer les éléments qui favorisent ou entravent la collaboration extracommunautaire à la GC.

7.2.1. Sociogramme

Dans le sociogramme ci-dessous j'ai représenté les interactions qui ont été mentionnées lors des entretiens. Les acteurs dans les bulles bleues sont ceux auprès desquels j'ai fait des entretiens ou des observations sur le terrain. Les liens en noir représentent les interactions qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs. Les acteurs dans les bulles blanches ont été nommés par les individus avec qui j'ai discuté, mais je ne les ai pas étudiés directement. C'est pourquoi les interactions qui les lient sont en couleur plus claire, puisqu'ils n'ont pas eu la possibilité de les confirmer. Les distances qui séparent les bulles n'ont pas de signification symbolique, ce n'était qu'une question de lisibilité. J'ai regroupé les organismes en mettant côte à côte qui rassemblent des individus faisant partie de la même communauté. On peut remarquer effectivement qu'ils ont plus d'interactions avec les acteurs qui se trouvent à côté.

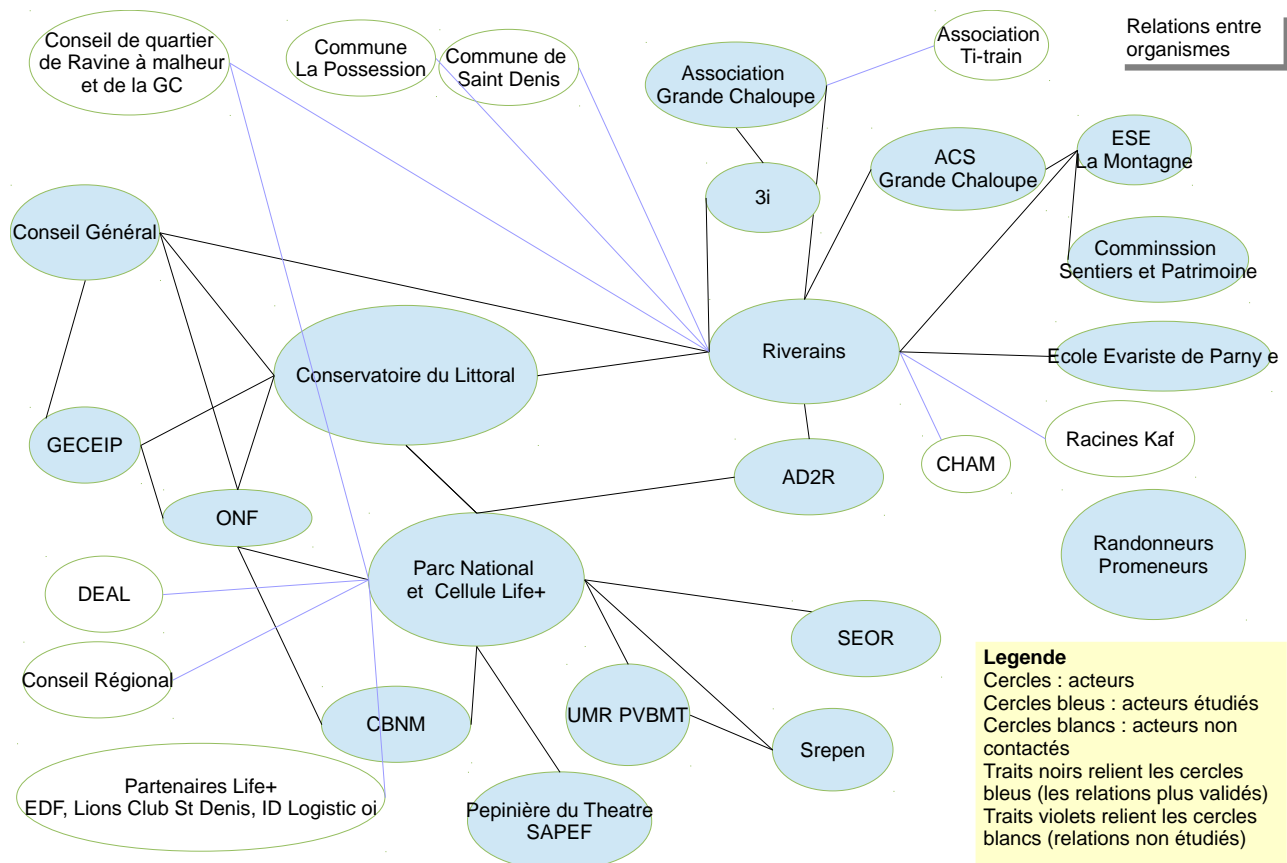


Figure 15 Sociogramme représentant les interactions entre acteurs à la GC

7.2.2. Entités d'intervention

Dans le sociogramme suivant j'ai représenté non seulement les interactions entre acteurs, mais aussi leurs liens au territoire sur lequel ils agissent et ils interviennent physiquement.

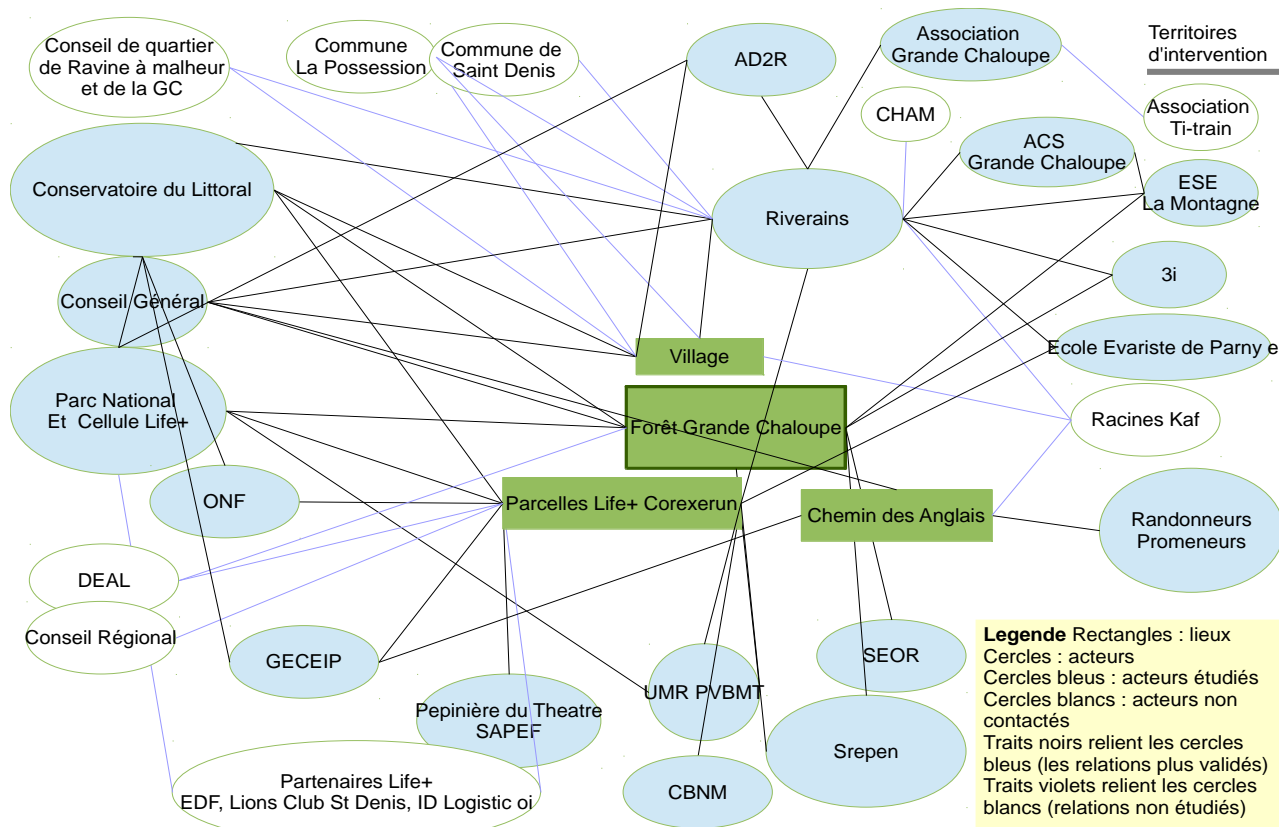


Figure 16 Sociogramme représentant les relations entre acteurs et leur entité de gestion à la GC

Grâce à l'analyse de ce sociogramme j'ai pu schématiser dans le diagramme suivant les principales entités d'intervention pour chaque communauté d'acteurs.

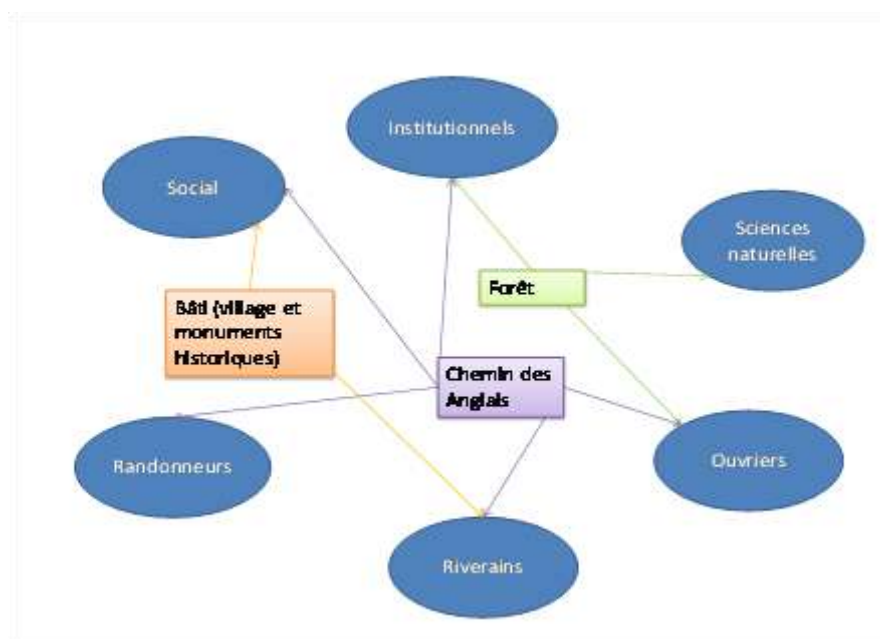


Figure 17 Schéma des entités de gestion de chaque communauté

La forêt est l'entité de gestion de la communauté des décideurs institutionnels, des techniciens et des chercheurs en sciences naturelles. Les premiers ont le pouvoir d'en dicter les règles d'usage, de déterminer si c'est un espace public ou privé et qui a le droit d'y accéder et même d'en façonner l'aspect et le contenu. Etant propriétaires, gestionnaires ou faisant partie des espaces classés soumis à sa gérance, les acteurs institutionnels peuvent définir des limites des zones, qui parfois sont seulement symboliques, d'autres fois plus concrètes. Par exemple dans le cas de l'espace ENS, le CG en a destiné une partie à l'accueil du public, avec la création d'une aire de pique nique, mais il en a transformé une autre en aire protégée en interdisant l'accès à toute personne non autorisée. A travers le projet Life+, ces acteurs interviennent aussi sur l'aspect et la composition de la forêt de la Grande Chaloupe, en coordonnant l'action de restauration de la forêt semi-sèche. L'aspect de cette forêt dans dix ans pourrait dépendre fortement de leur volonté : c'est eux qui ont décidé quelles espèces de plantes replanter et contre lesquelles lutter, plus les modalités d'action pour réaliser ceci (les parcelles où cela va être fait, les distances de plantation des plants, la fréquence d'intervention etc.).

Ce sont les techniciens qui mettent en place physiquement ces mesures, en creusant les trous pour les plants, en luttant contre les espèces invasives avec leurs sabres, etc. Ce sont donc eux qui concrètement façonnent le territoire de la forêt de la GC.

Enfin les scientifiques y interviennent en l'étudiant. Pour eux c'est très important d'améliorer les connaissances botaniques disponibles sur ce territoire, qui est donc leur objet d'étude. C'est aussi l'occasion d'y mener des expériences, toujours aux fins d'études, mais qui peuvent aussi avoir des conséquences concrètes sur l'environnement. Par exemple, les récoltes des graines d'arbres endémiques de la GC font qu'aujourd'hui ces espèces peuvent y être replantées alors que l'arbre mère est déjà décédé. De plus, ce sont leurs conseils, avis et études qui ont formé le corpus de savoirs que les institutionnels utilisent pour prendre des décisions sur la façon dont ce territoire va être aménagé.

Le bâti, surtout le village, est l'entité d'intervention privilégiée des habitants, qui y vivent et le construisent directement en baissant leurs habitations et autres aménagements (ex. poulaillers, espaces communs, chemins, captages d'eau, lieux religieux etc.). Les habitants font parfois des interventions sur les monuments historiques : ce sont certains d'entre eux par exemple qui s'occupent de l'entretien du ti-train, qui ont participé à la restauration du lazaret 1 et participent aujourd'hui aux fouilles du Lazaret 2, et qui en avaient fait leur habitation dans le passé.

Les acteurs travaillant dans le secteur social sont intéressés par ces unités de gestion aussi. Les monuments historiques sont un symbole important pour toutes les associations travaillant pour la préservation du patrimoine historique et culturel. C'est par exemple l'association Cham qui a coordonné l'activité de restauration. Le village intéresse aussi la communauté des sociaux dans la mesure où il abrite les habitants (ce n'est pas le bâti lui-même qui intéresse ici). Les associations promeuvent des projets individuels, comme l'AD2R, ou animent des activités de quartier, comme les deux associations de la GC.

Le chemin des Anglais est une entité d'intervention pour la plupart des communautés. Pour les randonneurs c'est l'entité territoriale qui les intéresse le plus, et où ils interviennent quotidiennement dans le sens qu'ils l'utilisent pour leur entraînement et l'occupent physiquement. Symboliquement ce sentier est tellement important pour les coureurs et randonneurs réunionnais qu'il serait impensable de se passer de cet usage. Historiquement la GC était l'arrivée du Grand Raid.

Ensuite, les techniciens y interviennent physiquement puisqu'ils s'occupent de l'entretien : nettoyage, lutte contre les plantes invasives et éventuelles réparations. Le CG, membre de la communauté des institutionnels, en est le propriétaire. Pour les riverains et les sociaux c'est un support pour des activités de loisir et culturelles, liées au patrimoine. Les sociaux pensaient par exemple créer des panneaux de signalisation et d'information pour en expliquer l'histoire, qui seront des futurs objets intermédiaires qui permettront une nouvelle forme de diffusion et partage de connaissances, ce qui sera écrit sur ce panneau sera essentiel puisque ce texte rendu public, fixera et formalisera une histoire du lieu.

En conclusion, les différentes entités territoriales font l'objet d'intérêts souvent proches par les différentes communautés, avec des objectifs complémentaires qui se renforcent les uns avec les autres. Les recherches des scientifiques légitiment et dirigent les décisions des institutionnels, qui justifient à leur tour les actions des techniciens dans la forêt. Les habitants et les acteurs sociaux ont à peu près les mêmes objectifs concernant le bâti, et ils se viennent en aide les uns les autres. Le chemin des Anglais est surtout le centre d'intérêt des randonneurs, puisqu'on peut considérer que les acteurs sociaux et les habitants qui l'utilisent pour s'y promener deviennent des randonneurs à telle occasion. Les institutionnels et les techniciens ont plutôt le but d'entretenir le sentier pour faire en sorte que les activités sportives et culturelles puissent continuer à y avoir lieu. Cette communion d'intérêts peut être soulignée comme une des raisons qui favorise l'entente sur le territoire de la GC.

7.2.3. Passeurs

Les passeurs sont des personnages qui font le lien et facilitent la coopération entre les communautés. Ce rôle peut être facilité par leur appartenance à plusieurs communautés, ou par des contacts et connaissances dans plusieurs communautés (être acceptés) ou enfin par leur rôle professionnel.

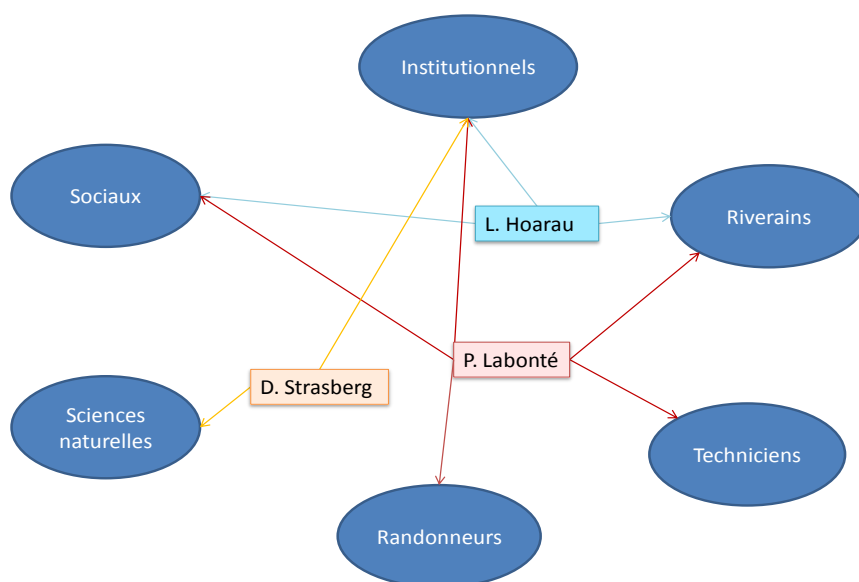


Figure 18 Schéma des passeurs entre communautés

Sur le terrain de la GC, j'ai trouvé plusieurs exemples de passeurs.

P.L. est une personne de pluri-appartenance : Il habite à la Grande Chaloupe depuis sa naissance (com. Habitants), il est impliqué dans les associations Grande Chaloupe et Ti-train (com. Sociaux), il est randonneur qui s'entraîne sur le chemin des Anglais pour le Grand Raid depuis huit ans (com. Randonneurs), il est chef d'équipe de la GCEIP pour laquelle il s'occupait d'abord de l'entretien du chemin des Anglais et aujourd'hui de la restauration des parcelles Life+ en partie basse. De plus, puisque la GCEIP emploie des personnes en travail d'insertion, à mi-temps, il travaille le reste du temps avec les ouvriers ONF (com. Techniciens). D'après mon entretien avec lui, le fait d'appartenir à plusieurs communautés l'enrichit puisque cela lui permet d'apprendre des nouvelles choses, par exemple : « *Après aussi quand on commence ce chantier on travaille avec le Parc national ou on travaille avec l'ONF, on apprend* ».

Une autre personne de pluri-appartenance est D.S., qui fait partie de deux communautés. D'abord celle des chercheurs sur l'environnement, puisqu'il est professeur à la faculté des sciences, directeur adjoint du PVBMT, ayant collaboré pendant longtemps avec le CBNM et étant actif dans le monde associatif-bénévolat pour l'environnement (notamment il a été président pendant dix ans d'un comité du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, outil du bénévole auprès du préfet pour tout ce qui est protections des habitats et des espèces). Ensuite il fait partie des institutionnels puisqu'il est président du Conseil Scientifique du Parc. Le fait de faire partie de ces communautés lui permet de prendre du recul et de reconnaître les contributions que les uns et les autres peuvent faire :

Moi ce que j'ai fait, quand le parc a sollicité des acteurs pour ce projet là, un débat d'institutions, moi j'ai mis en avant les bénévoles de la Srepen, qui entre leur rôle clé au début et tout les projets aujourd'hui se sont retrouvés un peu marginalisés, parce que aujourd'hui il y a quinze mille structures d'environnement... C'était les seuls qui avaient le recul suffisant pour savoir où le Parc devait absolument... les zones à mettre en avant...donc on a fait un partenariat Parc - Srepen. Ils ont pu acheter du matériel pour des bénévoles de la Srepen. Ça a permis aussi d'aller un peu vite, au lieu de prendre 3 ans, en 2 mois l'étude c'était bouclé : le Parc demandait une typologie des écosystèmes et pour nous c'était plutôt évident, c'était la thèse de Cadet, mais ce n'était pas dans les codes ministériels, les classifications d'environnement naturel. (D.S.)

L.H. est un troisième passeur. Il fait le lien entre plusieurs communautés, sans nécessairement en faire partie. Il est historien et il connaît la Grande Chaloupe pour son patrimoine historique. Il a été chargé par l'association Cham de s'occuper de la restauration du Lazaret 1. C'est la raison pour laquelle il est rentré en contact avec les habitants la première fois : il a mené les entretiens d'embauche, ce qui lui a permis de les connaître un peu et d'avoir accès à leur données socioéconomiques, et il a ensuite entretenu des relations régulières avec ceux qui ont travaillé au Lazaret. Mais le moment où il a vraiment gagné leur confiance, c'était lors du procès de tram-train, quand les habitants ont lutté pour garder leurs maisons : il les a aidés à trouver un avocat et il a légitimé leur démarche de patrimonialisation du village, à laquelle ils se sont appuyés pour dire que leurs cases ne pourraient pas être abattues parce qu'elles symbolisent un mode de vie traditionnel réunionnais en disparition et à préserver. Ce discours est présent dans les nombreux articles parus sur les journaux entre 2008 et 2009 que L.H. a conservés. Ces articles appuient la cause du village, en le définissant ainsi : « *La Grande Chaloupe, village des Hauts dans les Bas* ». (Le Quotidien de la Réunion, 07/06/08)

M.L. est animatrice territoriale à l'AD2R et travaille aussi dans d'autres associations, notamment Racines Kaf. Elle est portée par sa fonction qui consiste à mettre en relation les membres de la communauté des sociaux avec les institutionnels. Afin d'aider les gens à monter leurs projets, elle doit connaître toutes les associations et les institutions et outils qui pourraient y contribuer de diverses manières. C'est elle qui a mis en relation les associations de la Montagne avec le PNR, par exemple, puisque les premières veulent monter des projets environnementaux.

Suivant la définition de Wenger (2000) certains individus ont le rôle de passeur entre deux (ou plus) communautés et transfèrent certains éléments de pratiques de l'une à l'autre. Ce sont des personnes qui ont facilité la création des connexions et des liens. Wenger argumente aussi que pour être efficace autant que passeur, on doit avoir suffisamment de légitimité auprès de sa propre communauté pour pouvoir transmettre les connaissances et savoirs acquis auprès d'une autre communauté, alors que facilement le « métier » de passeur tend à nous isoler de nos pairs. Les passeurs parfois ont le sentiment de ne pas appartenir entièrement à aucune communauté, et leur valeur est fréquemment sous-estimée. Il peut y avoir de potentiels passeurs, mais qui n'arrivent pas à transmettre les connaissances ou ne sont pas écoutés. Il peut arriver qu'il n'y ait même pas un langage commun pour que le passeur puisse « traduire » les pratiques d'une communauté différente.

On peut donc se poser la question si, concernant les passeurs qu'on a pris en exemple, dans les communautés dont ils font partie ils ont effectivement suffisamment de légitimité pour divulguer les savoirs qu'ils pourraient apporter du contact avec les autres communautés. La légitimité vient de l'acceptation des autres membres, c'est pourquoi il faudra aussi se demander si le fait d'appartenir à plusieurs communautés d'individus ne les éloigne pas des autres membres dans leur propre communauté.

Cela semble arriver. Par, exemple, P.L. racontait comment sa loyauté envers une communauté parfois lui cause des problèmes avec une autre : *« Il y en a beaucoup qui ont travaillé avec moi, mais il y a des problèmes de jalousie. Même si on est camarades hors du boulot, même mon frère il va venir travailler avec moi et il va travailler comme les autres. Des fois, vous vous faites des ennemis comme ça »*. On peut donc supposer que cela freine un peu les transferts entre la communauté des techniciens et celle des habitants. De l'autre côté le fait que lui y travaille fait que le projet est connu dans le village au delà des actions de sensibilisation du Parc. De plus, son identité d'habitant n'est pas perdue lorsqu'il travaille sur le terrain avec les autres techniciens, et je suppose que ce fait va améliorer la connaissance mutuelle et la sensibilisation aux intérêts des personnes qui habitent aux pieds de la forêt.

Je n'ai pas l'impression que dans les cas spécifiques que j'ai pris en exemple la valeur des passeurs soit sous évaluée. M.L. et L.H. sont fréquemment cités par les membres de leur communauté et leur effort est reconnu. Je n'ai pas eu des retours sur D.S. à travers d'autres entretiens, mais ses charges nous parlent de la légitimité qu'il a acquise à l'intérieur des différentes communautés.

7.2.4. Objets-frontière

Les objets-frontière sont des ponts à travers les frontières des communautés. Ils peuvent servir par exemple à créer des liens, à symboliser des significations, à coordonner les actions, à traduire les pratiques etc. Dans l'ensemble, ces objets favorisent la coopération entre les différentes communautés.

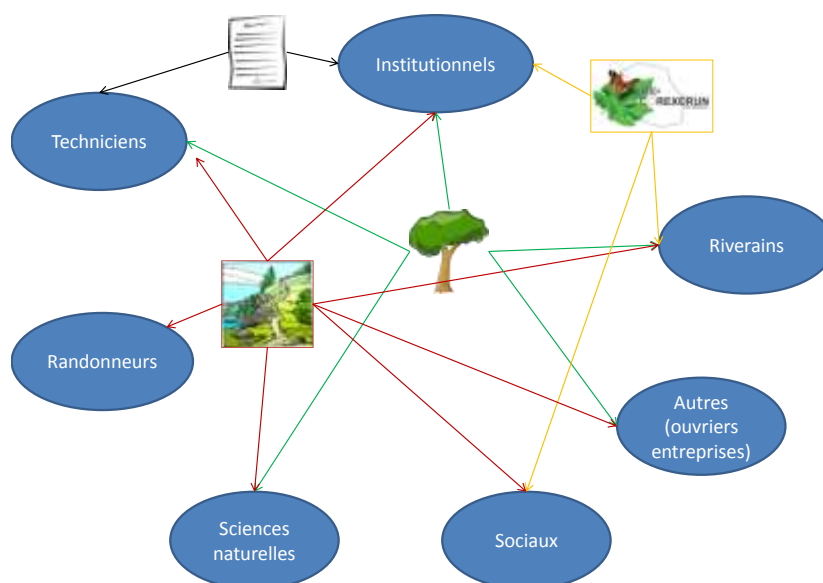


Figure 19 Schéma des objets-frontière

Sur le terrain j'ai trouvé plusieurs cas d'objets-frontière. Les plus intéressants sont le Chemin des Anglais, les panneaux qui s'y trouvent, les « gadgets » de divulgation du projet Life+ (posters, t-shirts, certificats, panneaux etc. avec le logo du projet), les fiches de consigne pour les travaux sur les parcelles et les plants d'espèces endémiques utilisés par le projet Life+.



Figure 20 Photo du chemin des Anglais

Le Chemin des Anglais, que j'ai déjà pris en exemple dans la deuxième section de ce chapitre, est vraiment un élément qui relie tous les acteurs qui travaillent à la Grande Chaloupe. Soit c'est leur raison d'être là (randonneurs), soit ils y interviennent (institutionnels, techniciens, sociaux), soit au minimum ils l'empruntent pour se rendre dans le territoire qui les intéresse (naturalistes, toutes les communautés) et pour le loisir (habitants). Ainsi, ce sentier crée des occasions de rencontre et de possibles échanges entre différentes

communautés. C'est aussi le lieu où les communautés peuvent faire passer aux autres des messages sur des

sujets qui leur tiennent à cœur. Je me réfère par exemple aux associations sociales qui projettent de créer une signalisation uniforme sur le chemin des Anglais pour informer les passants sur la valeur patrimoniale historique de ce sentier, ou aux institutionnels qui ont placé des panneaux informatifs sur la propriété des lieux, sur les consignes à respecter ou sur le projet Life+ Corexerun et la forêt semi-sèche.



Figure 21 Les panneaux. D'en haut à gauche : le panneau d'explication du projet de restauration de la forêt, coté possession, trouvé à terre, en morceaux éparpillés dans la végétation ; le panneau « La Grande Chaloupe, une forêt qui renaît » au niveau des parcelles de replantation sur la planèze ; panneau Life+ Corexerun à l'entrée du chemin des Anglais au niveau du village ; poteau signalétique qui indique la GC et La Possession ; panneau du CG indiquant les comportements à tenir dans la forêt et sur le sentier ; panneau du CLRL indiquant un site naturel protégé, au niveau du village de la GC.

Les panneaux que je viens de citer constituent un autre type d'objet-frontière, associé au chemin des Anglais, mais un peu différent parce que porteurs de significations plus précises et spécifiques, et qui peuvent en conséquence être plus controversés. Par exemple, un des habitants me faisait remarquer que le poteau marqué « La Grande Chaloupe » avec une flèche qui pointe vers le bas les dérangeait, parce que cela indique les lazarets seulement, ou la mer, et non le village, alors que le village fait partie aussi de la GC. Le panneau bleu (photo en bas au milieu) montre aussi comment certaines interdictions (chasse et véhicules à moteur et ...) ont été volontairement effacées en grattant. Ce panneau convoie un double message : celui des institutionnels aux usagers, pour expliquer qui gère le lieu et comment il faudrait se comporter, mais aussi celui des usagers aux institutionnels, qui montre quelle opinion quelques-uns d'entre eux ont de certaines prohibitions.

Les panneaux informatifs sur le projet Life+ (les trois photos en haut), dans la Figure 21 montrent l'exigence pour le projet de sensibiliser la population à ce qui se passe sur le territoire de la GC, d'expliquer les buts et motivations de ce projet, de gagner la bienveillance de la population réunionnaise usagère de la GC. Ce désir de vulgarisation est très présent pour tous les acteurs du projet, qui espèrent qu'en encourageant les réunionnais à s'approprier le projet, on diminuera le risque de vandalisme, on aboutira à des comportements plus civiques (réductions ainsi des risques d'éventuels incendies ou autres types de problèmes).



Figure 22 Objets de divulgation du Life+. En haut à gauche : le stand Life+ à la journée du 30 Juin où les gens pouvaient signer pour la visite guidée du village et recevoir des stylos, des ballons et des posters. A coté du stand on voit un des agrandissements photos qui ont été ensuite laissés aux habitants. En bas à droite, un certificat de parrainage relâché aux habitants qui ont participé au projet en faisant pousser les graines endémiques. A droite, les t-shirts donnés aux habitants et aux entreprises partenaires du projet.

Le désir d'information et sensibilisation donne lieu à une série d'autres objets-frontière, qui représentent le projet à travers des symboles très concrets comme le logo Life+ ou Life+ Corexerun, le logo du Parc et celui des autres partenaires. Ces objets sont donnés aux bénévoles qui ont participé à une ou plusieurs activités organisées par l'équipe du projet. Il s'agit par exemple de t-shirt Life+ (dans la photo Figure 22, celle qui était donnée au bénévoles de ID Logistic, une des entreprises partenaires du projet qui a contribué à planter des plants dans les parcelles de replantation, mais il en existe aussi avec tous les noms en latin des espèces endémiques replantées par le projet), de posters (Figure 23) et certificats de parrainage (Figure 22, photos en bas à gauche) offertes aux habitants qui ont fait pousser les graines pour produire des plants et/ou qui sont montés les planter sur la planète. Il s'agit aussi de ballons, stylos et autres objets avec le logo Life+ distribués par l'équipe Life+ lors de l'événement organisé pour les écoles et les habitants (Figure 22, photo en haut à gauche).

Les objets en question assistent l'équipe du projet dans son but de sensibilisation de la population et prolongent le projet. Les posters vont rester dans les maisons, les t-shirts vont être portés et vus par d'autres personnes en provoquant peut être un effet d'entraînement. Ces objets donc sont porteurs de messages et d'informations entre les communautés, notamment celle des institutionnels et celles des habitants, sociaux et partenaires du projet.

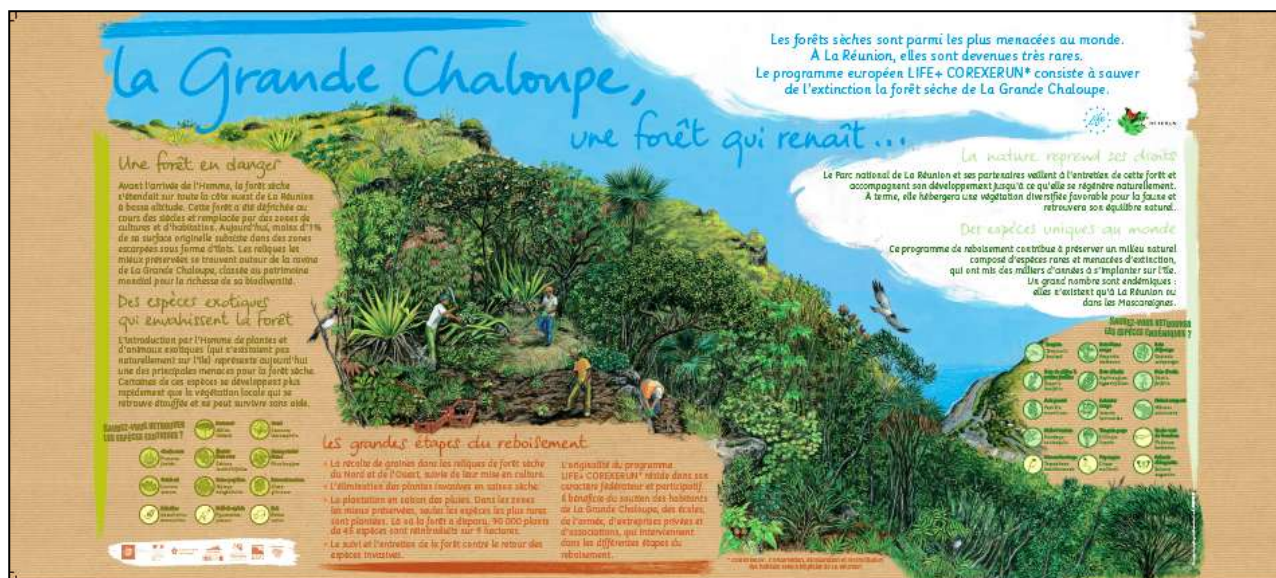


Figure 23 Poster du projet (et panneau au niveau des parcelles de plantation) dessiné par l'illustratrice naturaliste Carole Pourcher. Il illustre le changement (de gauche à droite) de l'environnement à la GC de savane herbeuse envahie par les plantes exotiques à la forêt semi-sèche endémique de l'île à travers (au milieu) l'intervention des ouvriers et des volontaires du projet. Le dessin contient un jeu de reconnaissance des espèces exotiques (dessinés dans les ronds sur la gauche) et indigènes (sur la droite) qu'il faut retrouver dans le dessin.

Un autre objet-frontière, qui facilite la concertation, est décrit dans le paragraphe sur la communauté des techniciens et des institutionnels (chapitre 6) et dans ce même chapitre. Ce sont les fiches de consignes faites en concertation entre l'ONF et le Parc (communauté des institutionnels) qui transmettent des messages à la communauté des techniciens concernant les tâches à accomplir. Ces objets permettent d'avoir quelque chose de concret pour renvoyer des retours sur le travail fait, et signaler d'éventuelles difficultés rencontrées. Ils facilitent l'établissement d'un langage commun, de termes techniques à utiliser et collaborent à la circulation des savoirs entre les deux communautés.

Enfin, les objets-frontière centraux pour les communautés d'acteurs que j'ai étudiés à la GC, sont les plants d'espèces endémiques que l'équipe du projet a choisies pour être replantés et pour reconstituer la forêt semi-sèche. C'est un objet-frontière que j'ai pu identifier qui relie quasiment toutes les communautés.



Figure 24 Les plants. En haut : (de gauche à droite) les plants juste avant d'être mis en terre sur les parcelles de replantation ; les plants offerts par les enfants aux habitants. En bas : les plants qui grandissent sur les parcelles de plantation où le Cirad fait son suivi-évaluation ; les plants transporté en hélicoptère par l'entreprise Sapef et les mêmes, juste avant le transport (les deux dernières photos ont été gentiment offerte par le directeur de la Sapef)

La majorité des plants sont produits par la Pépinière du Théâtre Sapef et d'autres pépinières (leurs membres sont regroupés dans la communauté des « Autres : ouvriers des entreprises et autres partenaires du projet ». Ensuite ils sont plantés dans les parcelles Life+ soit par une entreprise (Sapef), qui les transporte sur la planèze en hélicoptère (les deux photos en bas à droite), soit par des bénévoles (entreprises et associations partenaires du projet, qui font partie de la même communauté). Une petite partie des plants est produite par les habitants ou par les écoles qui participent au projet (communautés des habitants et des sociaux) et plantée par des bénévoles (photos en haut).

Ensuite, les plants sur les parcelles sont suivis dans leur croissance par des chercheurs en sciences naturelles (PVBMT), qui évaluent le taux de réussite, de mortalité et de santé des plantes et pour chaque espèce. D'ailleurs, ce sont des membres de cette communauté scientifique qui ont aidé les institutionnels à choisir les espèces les plus adaptées ou dont la réintroduction est plus urgente. Une autre partie des plants est mise en terre par les ouvriers ONF ou GCEIP (communauté des techniciens) dans les parcelles de restauration. Tout cela sous la direction des institutionnels qui coordonnent les activités, qui vont sur le terrain pour choisir les espèces et les arbres mères, pour récolter les graines qui donneront naissance aux plants, pour déterminer l'emplacement et la taille des parcelles où ils seront plantés, pour animer les journées de plantation ou de désherbage avec les bénévoles, pour suivre la croissance des plants chez les habitants etc.

La seule communauté vraiment très peu concernée par les plants est celle de randonneurs. Le seul lien que je peux supposer c'est celui des randonneurs qui passent par le sentier entre le terrain Cross et le Chemin des Anglais, qui passe au milieu des parcelles. J'aurais voulu accompagner un des randonneurs sur ce tracé pour voir les réelles interactions qui pourraient avoir lieu, mais pour des raisons pratiques cela n'a pas été possible.

Les plants circulent et créent un lien entre quasiment toutes les communautés, avec des messages et significations différentes : la protection de l'environnement, celle des espèces menacées, la restauration de la forêt, le patrimoine naturel réunionnais etc.

Suivant le cadre d'analyse de Wenger (2000), les objets-frontière se répartissent en artefacts, discours et procédés. D'après mon analyse, il paraît difficile de répartir les objets identifiés à la GC dans ces trois catégories. Les objets que j'ai analysés sont en fait porteurs de discours et de procédés. Ils les symbolisent, ils aident à les traduire et à les comprendre à travers les différentes communautés. L'auteur argumente aussi que tous les objets-frontière ne créent pas nécessairement de liens entre communautés : si par exemple le document d'une procédure était utilisé sans être interprété, analysé ou adapté. Si par exemple la fiche des consignes était appliquée sans réfléchir ; mais j'ai eu des témoignages qui me font penser que la fiche est adaptée aux exigences locales et renégociée avec les preneurs de décision si nécessaire. Effectivement les objets de sensibilisation du projet ne sont peut être pas interprétés par ceux qui les reçoivent de la même façon que par ceux qui les donnent, mais j'ai l'impression que cela est pris en compte par l'équipe Life+ qui sait que cela va arriver et espère quand même obtenir un résultat de sensibilisation en termes de quantité de personnes qui ont entendu parler, ou ont vu le logo ou le nom une fois et donc savent que ce projet existe.

Nous avons vu que la fonction initiale des panneaux informatifs est parfois modifiée par certains usagers qui s'en servent pour envoyer des messages de « l'autre côté ». La seule donnée sur l'utilisation des panneaux que je peux avoir par ailleurs est celle du fait que la majeure partie des randonneurs qui connaissent le projet c'est pour l'avoir lu sur les panneaux en question.

Les plants sont un objet-frontière difficile à analyser. Chaque communauté leur attribue une signification propre : ils représentent une espèce à protéger, ou une simple tâche liée au travail, ou encore une façon d'aider l'environnement réunionnais, suivant les communautés. Il est difficile de déterminer quelle partie des significations qui sont données par les autres communautés reste lorsque les membres d'une communauté interagissent avec les plants. Je crois que la signification qui reste le plus, puisque c'est celle que je retrouve le plus souvent dans les discours des différentes communautés, c'est la protection de la biodiversité des espèces endémiques et du patrimoine naturel.

7.2.5. Etude de cas : interactions entre communautés des habitants et des institutionnels

Dans ce chapitre et dans les précédents, j'ai fait ressortir des nombreux éléments de collaboration et coopération. Effectivement, ce qui semblait ressortir de l'enquête, c'est l'absence étonnante de conflit dans un contexte où les gens ont une expérience du rapport de force avec les institutions. Les habitants de la GC sont en effet une des raisons principales de l'échec du projet du tram-train, qui était pratiquement validé, supporté à niveau national et avec un budget d'une centaine de millions d'euros.

Par contraste, Life+ apparaît peu conflictuel. C'est pourquoi il peut être intéressant d'analyser plus dans le détail les interactions entre le groupe des institutionnels et celui des habitants. Cette absence de conflit peut dépendre, comme montré dans les premiers paragraphes de ce chapitre, de la spatialité des actions des uns et des autres qui implique peu de conflits d'usage et de normes. Cette absence de conflit peut dériver aussi des nombreux passeurs et objets-frontière qui facilitent la compréhension et l'acceptation réciproque et donc la collaboration.

Cette cohésion apparente, cette absence de conflits, ne vient pas d'une communion entre communautés, d'une commune vision ou de rapports communs à la nature : leurs connaissances et visions sont même les plus éloignées qu'on peut trouver entre toutes les communautés analysées. Je rappelle que les habitants dans leur rapport à la nature s'appuient surtout sur le système des valeurs de la nature domestique (tradition, proximité à la maison) alors que les institutionnels font référence à une vision hybride entre registre technique (maximisation de la biodiversité) et registre civique (espace public, bien commun). La notion de nature comme patrimoine réunionnais revient dans le discours des deux communautés, mais ce n'est pas aux mêmes espèces qu'on fait référence. Pour les habitants toutes les plantes qui existaient avant et qui sont aujourd'hui en train de disparaître, notamment plusieurs arbres fruitiers, seraient dignes de protection, alors que les institutionnels sont plutôt concentrés sur les espèces d'arbres endémiques ou du moins indigènes. Les connaissances sont différentes aussi : les habitants étant plus intéressés par les notions pratiques liées aux plantes (à quoi peuvent-elles servir ? utilisations médicinales, culinaires, d'artisanat etc.) et les institutionnels par leur classification scientifique et leur rareté au niveau mondial (endémisme, espèce en danger etc.).

La posture adoptée avec les habitants aide aussi à expliquer les collaborations ou conflits. Par exemple une dame habitante de la GC se montrait fâchée contre quelqu'un (un agent du parc, ou un garde forestier ?) qui était venu chez elle en lui donnant des conseils sur les arbres dans son jardin comme s'il en savait plus qu'elle. Au contraire elle a apprécié un autre (toujours un agent du parc ou garde forestier, ce n'est pas clair) qui en voyant qu'elle faisait du feu lui a posé des questions pour comprendre si elle savait gérer ce feu et une fois rassuré l'a laissée tranquille. Leurs rapports peuvent donc être de collaboration ou conflictuels selon les occasions, suivant la raison du contact et la façon dont les interactions sont menées.

Comme elle, d'autres habitants ont du mal à distinguer les différentes institutions et par exemple confondent les agents de terrain du Parc avec les gardes forestiers. Ils savent qu'il y a plusieurs propriétaires et gestionnaires (CG, CLRL, ONF, Parc...), mais ils ne savent pas forcément qui gère quoi et à qui s'adresser en cas de besoin. Le fait d'être sur un territoire divisé entre deux Communes et Intercommunalités différentes ne fait que rajouter de la confusion. Je m'attendais à ce que ce soit différent dans le cas du CLRL puisque C.L. avait affirmé aller souvent sur le terrain pour consulter les familles et essayer d'arranger avec eux la question foncière, mais je n'ai pas eu beaucoup de retours sur cela dans le village. C'est peut être parce que ce ne sont pas les familles les plus concernées que je suis allée voir ?

Je peux certainement dire que la paix apparente qui règne à la GC autour du projet Life+ Corexerun est le fruit d'une longue médiation, voulue et recherchée. Mais qui en est à l'origine ? Et avec quel but ?

7.2.5.1. Le partenariat habitants – équipe du projet Life+

J'ai essayé de comprendre en demandant à quasiment tous les membres de la communauté des institutionnels, qui sont aussi dans le comité de pilotage du Life+ Corexerun (C.L., C.W., P.T., H.T., J.T., L.S.)

quelles sont les raisons d'inclure les habitants du village de la GC dans le projet : pourquoi y dédier du temps et des ressources sans avoir vraiment des résultats quantifiables pour le projet ?

On comprend alors que du point de vue de ces acteurs, l'inclusion des habitants relève d'actions indirectes et non de leur responsabilité directe. En effet, l'inclusion des habitants fait partie d'une grosse opération de sensibilisation, qui est menée vers tous les partenaires du projet Life+ Corexerun (les bénévoles, associations et entreprises qui sont venus planter, les écoles) et vers le grand public, grâce à des articles de journaux et en général grâce à des interventions de communication dans les médias. L'objectif de cette campagne est de sensibiliser les réunionnais à la fragilité de la forêt semi-sèche de la GC, de les rendre conscients de son unicité et de sa rareté (et par conséquent, suivant leur discours : de sa beauté). « *C'est en impliquant la population qu'il y aura une meilleure appropriation du projet* » (H.T.) est une phrase qui est souvent répétée. Voici la raison d'être des partenariats, selon P.T. :

L'enjeu réel c'est de faire en sorte que tu aies toutes ces entreprises, écoles sensibilisés, et ce n'est que mieux s'ils ont tous mis la main à la pâte, parce que du coup ils se rendent compte que c'est un travail difficile, qu'il faut monter là haut, creuser le trou, porter son eau...et tout ça sa emmène un peu aussi au respect, donc protégeons-le.

Cette préoccupation est d'autant plus forte que la forte fréquentation du chemin des Anglais augmente les risques de braconnage (notamment vol de nids de guêpes), de dégradation et d'incendies. Donc les institutionnels parient que si les gens sont plus informés et conscients, ils seront plus bienveillants vis-à-vis du projet et ils admettront les règles de gestion nouvelles qu'il pourrait produire. En conséquence les risques de dégradation diminueraient. La démarche qui consiste à donner une place privilégiée aux habitants du village de la GC dans le projet est liée à l'idée qu'en vivant proches de la forêt, ils pourraient avoir une fonction d'auxiliaires, ou de gardiens de la forêt restaurée et reconstituée : s'il y a un incendie, des vols ou d'autres types de dégradation, ils pourraient prendre l'initiative de prévenir les responsables du projet en se sentant concernés par cette ressource même s'ils n'en sont pas les usagers directs. L'extrait d'entretien suivant exprime bien ce point de vue :

Après nous l'objectif principal de faire des choses avec les habitants de la GC, c'était déjà de ne pas les snober parce qu'ils vivent au pied de cette zone de conservation, de la forêt semi-sèche, ça leur appartient quelque part. Et puis si on arrive à faire en sorte qu'ils se l'approprient s'il y a des problèmes, des incendies, je ne sais pas, il pourrait y avoir aussi des personnes qui viennent de l'extérieur malintentionnées qui viennent dégrader ou voler, j'imagine que ça fait partie maintenant d'eux et ils vont réagir. Ils ne laisseront pas à mon avis quelqu'un descendre de là haut s'ils le voient avec des pieds de bois, à mon avis ils l'interpelleront, en tout cas pour certains. Après, t'es jamais sûr de rien. L'idée initiale elle était là, nous on est contents de l'avoir fait, en tout cas, ça paraissait logique, après on leur demandera rien en retour, on leur a jamais dit si vous voyez un incendie, appelez nous, mais bon, c'est du bon sens. (P.T.)

Au début le comité de pilotage du projet croyait que les habitants utilisaient directement la forêt mais après une période de fréquentation, pendant laquelle ils ont croisé plusieurs habitants et ont pu parler avec eux, ils ont réalisé que la plupart d'entre eux ne montait pas souvent dans la forêt. Cela n'a toutefois pas découragé la démarche d'inclusion des habitants dans le projet. Ce processus d'enrôlement aurait pu avoir lieu aussi avec les riverains de la Montagne, qui vivent au dessus des parcelles de restauration, mais ils étaient beaucoup plus difficiles à identifier que les habitants du village de la ravine, parce que moins regroupés et plus nombreux, m'expliquait P.T..

La directrice du CLRL pousse encore un peu plus loin la réflexion : *Nous on aimerait bien qu'on arrête d'avoir ce reboisement à 300m d'altitude étanche par rapport aux gens qui habitent dans cette ravine. Nous, on aimerait bien mettre en place un dispositif de gestion pérenne.* (C.L.). Pour le CLRL cette relation

est très importante puisque ils sont les propriétaires de l'ensemble du territoire, y compris les terrains où se trouvent les habitations.

Afin de responsabiliser les habitants face à la conservation de la forêt de la GC l'équipe du Life+ organise des actions avec eux, appelés « mi sov mi foré » (je sauve ma forêt) : ils sont ainsi par exemple invités à faire pousser quelques graines d'espèces endémiques (fournies par le projet, avec un kit complet de plantation) et ensuite, pour ceux qui veulent, à accompagner l'animatrice sur la planèze pendant une matinée pour planter les germes. Plusieurs habitants ont accepté de faire pousser des graines, mais très peu on voulu monter planter, la promenade et l'action même étant plutôt fatigantes. En échange de ces actions prises en charge par les habitants bénévoles, on offre des t-shirts et des posters. L'objectif de ces actions n'est pas la recherche d'une efficacité numérique (les objectifs de nombres de plants produits ou plantés seront atteint grâce aux entreprises qui ont gagné les marchés et qui sont payées pour), mais tout simplement de vulgarisation du projet et d'appropriation par les réunionnais de ses enjeux, de ses actions et de ses produits : *de toute façon l'idée n'était pas de tirer bénéfice de leur intervention, plutôt de les intéresser et puis bon s'ils veulent pas continuer, ce n'est pas grave. Là le point positif c'est qu'il y en a qui ont envie de continuer avec nous.* (P.T.)

Les habitants aussi nous ont donné leur point de vue sur les relations plutôt régulières qu'ils ont eu avec les acteurs du projet. En voici deux récits, traduits du créole par mes soins.

Le premier contact a été avec une secrétaire du projet, qui cherchait des gens pour être leurs partenaires et planter des graines qu'il faudra amener aux parcelles sur la planèze pour planter quand elles auront grandi. [...] Ils sont venus cinq ou six fois : d'abord pour voir si j'étais d'accord pour planter, ensuite pour voir comment placer les plantes, et savoir si ça ne me dérangeait pas s'ils reviennent pour réexpliquer parce que la première fois je n'ai pas réussi, je n'ai pas la main verte. Ensuite on m'a remontré et j'ai replanté les graines, mais la pluie forte est venue et elle a tout déraciné. (F.O.)

« Moi, c'est pas vraiment eux qu'ils m'ont contacté, au début j'ai appris ça par Michel Nativel, il m'a dit qu'ils allaient venir me voir pour planter... Moi au début, j'étais dedans. J'ai planté, ça a poussé. En fin de comptes, on m'a donné quatre plantes à semer, types de plantes : bois d'arnette, bois joli cœur, tout ça, -il après ont donné bois blanc rouge- en fin de comptes sur les quatre il y en a trois qui ont poussé, un pas du tout. Ils ont poussé, je les ai mis dans les petits sachets. Il y en a deux ou trois qui sont mort, alors je les ai mis dans un endroit plus ensoleillé, et ça a poussé. [...] Ils ont dit à papa qu'ils avaient des propriétés médicinales, mais ils n'ont pas voulu expliquer lesquelles. [...] Ils nous ont donné les plantes, les pots, le terreau. Ils ont dit qu'ils allaient repeupler la haut, coté Possession, le Chemin des Anglais la haut et qu'on plantait, qu'on pouvait prendre deux ou trois plants et leur donner le reste ». (R.P.)

Donc les agents du Parc et du Conservatoire ont contacté par téléphone d'abord les habitants dont ils ont pu trouver un numéro, ensuite ils sont allés faire du porte à porte pour inviter ceux qui voulaient à participer. Ils sont retournés une deuxième fois avec un kit de plantation, d'autres fois encore pour suivre la croissance des plantes (surement pas chez tout le monde, mais chez ceux qu'ils trouvaient à la maison) et ils ont organisé une journée de plantation avec eux. Finalement, pour les remercier de leur participation, les habitants ont reçu un certificat de parrainage, des t-shirts, des posters du projet et des plantes endémiques.

J'ai eu l'opportunité d'observer les relations entre l'équipe du projet et les habitants en plusieurs occasions, mais une des plus intéressantes a été l'événement organisé par le Life+ le 30 Juin à la gare de la GC en honneur des élèves des écoles et des habitants qui ont participé au projet. Pendant cet évènement, les élèves ont préparé un petit spectacle avec des chansons sur la préservation de l'environnement en général et des plantes endémiques en particulier. Les habitants de leur côté ont exposé des photos devant leurs *cazes* sur lesquelles ils se sont appuyées pour décrire un peu la vie au village, les conditions de vie

présentes et dans le passé, les traditions et les problèmes environnementaux auxquels ils désiraient sensibiliser d'autres gens (par exemple, parler des déchets qui sont jetés dans les ravines et que pendant les crues ils voient passer dans la rivière sous le pont en face de chez eux, sachant qu'après cela finira dans l'océan). Cette journée a été l'occasion de faire connaître des acteurs partenaires du projet, tel que les familles des élèves et celles du village, d'autant plus que leurs enfants vont à l'école ensemble. Un des critères de l'équipe Life+ pour choisir les écoles qui participeraient au projet a d'ailleurs été le fait de scolariser des enfants originaires de la GC.

L'objectif pour l'équipe était de remercier les écoles (qui à l'occasion ont présenté un spectacle de fin d'année avec les parents) et les habitants pour avoir participé au projet en faisant pousser des plants. Les plants ont effectivement eu une place centrale dans le déroulement de la journée. Les enfants de l'école ont aidé grandir les plants pendant un an, et ils nous en ont raconté l'expérience pendant le spectacle. L'année prochaine ils changeront d'école et ils ne pourront plus s'en occuper, c'est pourquoi ils les ont amenés à l'événement, pour les offrir aux habitants. Donc il y a après le spectacle, un moment où cet échange a eu lieu. Le don de ces plants leur donne une signification et crée des relations entre l'enfant qui a pris soin de la petite plante (dont le nom est marqué sur une étiquette plantée dans le pot) et l'habitant qui le reçoit. Les plants qui restaient à la fin de l'événement ont été offerts par les organisateurs aux autres participants (dont moi, Igor Babou, L.H., des membres de la Srepen etc.). Cette démarche dénote une volonté de créer un lien, d'enrôler les personnes dans le projet, de faire sentir tout le monde comme un participant à la sauvegarde de la forêt semi-sèche réunionnaise. Les plants n'étaient pas le seul don qui circulait, il y avait aussi des posters et gadgets du projet (ballons pour les enfants, stylos). En plus, les habitants qui ont voulu participer à l'animation de la visite du village en racontant quelque chose qui leur donnait envie de parler, ont reçu un agrandissement d'une photo liée au sujet choisi.

Bien que l'on s'attendrait à ce que les institutionnels soient dans une position avantagée par rapport aux habitants qui devraient se soumettre à leur réglementations, on trouve ici une situation un peu inverse. Au final, les habitants sont plus en position de force que ce qu'on pourrait croire à première vue : ils reçoivent des dons, on leur organise des activités et c'est les institutionnels qui vont les voir plutôt que le contraire. En contrepartie, on leur demande seulement de faire pousser les graines, avec un kit de plantation offert par le Parc qui est successivement réutilisé à d'autres fins et d'aller planter s'ils le veulent bien, ce que la plupart ne fait pas. Une fois de plus cela nous rappelle que dans la recherche il ne faut pas donner de rôles à priori parce que dans la réalité cela ne correspondra pas forcément.

8. Discussion et conclusion

Le moment est venu de prendre du recul par rapport à mon stage et à cette recherche. Quel était le but de l'étude et à qui va-t-elle être utile ? Quel était mon statut ? Qu'est-ce que les résultats de cette étude ont apporté de nouveau ? Les grilles et méthodes utilisées étaient-elles pertinentes ? Quelles questions restent ouvertes et quelles perspectives de recherche future ? Ce chapitre va essayer de répondre à toutes ces interrogations.

Le but de l'étude était de mettre en place une première étude de terrain en vue d'une recherche-action sur les possibilités et modalités d'instauration d'une gestion intégrée du territoire. Les résultats attendus

étaient donc d'ordre méthodologique et factuel (données empiriques). Ils vont être utiles de façons différentes.

Premièrement, pour l'encadrement de stage à la Réunion, j'espère que mon travail va les aider dans leurs travaux de recherche. Les axes de recherche d'Igor Babou portent notamment sur le rapport habitants-scientifiques et les formes de transmissions de savoirs. Il pourra utiliser les contacts que j'ai créés et les retranscriptions de mes entretiens pour poursuivre ses recherches sur le même territoire. Jérôme Queste pourra mobiliser les informations pour poursuivre l'investigation concernant la gestion des ressources territoriales et les formes d'apprentissage dans les collectifs concernés par ce territoire. Ce stage pourra servir aussi d'étude de cas illustrative.

Deuxièmement, les commanditaires (équipe Life+ du PNR et M.LY du CLRL) ont déjà exprimé leur intérêt pour mon analyse. En effet, lors de la restitution ils ont offert un excellent accueil aux résultats. Il y a eu de nombreuses questions d'approfondissement et des critiques constructives. Cela est d'autant plus appréciable si l'on se souvient de la perplexité initiale sur le sujet de stage de la part des commanditaires (M.LY et P.T.). Successivement, P.T. a réitéré sa satisfaction par mail en m'expliquant exactement en quoi la recherche va les aider : « *Nous avons tous trouvé ton rendu très intéressant. Nous n'avons pas l'habitude d'aborder le projet par cette porte d'entrée "humaine". Ça nous permet de mieux appréhender notre fonctionnement et je ne doute pas que tes réflexions vont nous aider à identifier les suites à donner à notre programme de reboisement de la forêt semi-sèche de la Grande-Chaloupe* ». Cette déclaration offre une reconnaissance importante à la sociologie venant de la part de personnes habituées à travailler plutôt avec des sciences naturelles, et qui auraient plutôt tendance à considérer des résultats comme valides seulement si ils fondés sur des données « scientifiques ». Maintenant cette étude semble pouvoir servir à conduire l'équipe du projet vers une réflexion en interne pour mieux identifier les éléments sur lesquels on peut s'appuyer pour la suite du Life+ Corexerun.

Une des conséquences plus importantes de la mise en place de ce stage, mis à part les résultats de recherche proprement dit, a été la fonction de création d'occasions de rencontre et de mise en place de liens de coopération entre acteurs qui autrement n'auraient pas forcément eu l'occasion de travailler ensemble. En premier lieu, la collaboration entre les deux maîtres de stage, Jérôme Queste du CIRAD et Igor Babou de l'Université de la Réunion. Ils travaillent sur les mêmes thèmes dans un contexte comme la Réunion où il n'y a pas beaucoup de chercheurs avec qui ils peuvent se confronter. Le fait de devoir co-encadrer un stage leur a donné un prétexte pour se rencontrer régulièrement et confronter différentes expériences et points de vue. En deuxième lieu, la mise en place de ce stage a permis aux deux chercheurs de rencontrer les gens du Parc qu'ils n'auraient pas connu autrement, et de faire rentrer la réflexion des sciences sociales dans le projet Life+ Corexerun.

Et enfin, la troisième conséquence a été le passage d'informations entre acteurs qui a eu lieu à travers ma présence. Je peux en effet affirmer avoir eu moi aussi un rôle de passeur entre communautés. J'ai effectivement créé des occasions de rencontres et d'échanges d'informations. Souvent pendant les interviews les personnes me demandaient qui j'avais déjà vu, et s'ils ne connaissaient pas ils voulaient plus d'informations. Il est arrivé même qu'on me demande de porter des salutations, ou de passer des messages (par exemple une association qui avait contacté le Parc, mais depuis avait laissé un peu tomber l'activité, aurait voulu que je relance le Parc pour elle). Un cas exemplaire est celui d'E.O., qui venait d'être embauchée sur son poste d'animatrice territoriale à l'AD2R et qui ne connaissait pas bien les enjeux historiques et présents à la GC. Ma présence a été l'occasion d'organiser une réunion avec son

prédécesseur qui a ainsi pu passer les informations dont il disposait à elle et moi en même temps. Ensuite, elle m'a contactée plusieurs fois pour demander des informations concernant les habitants que j'avais rencontrés et pour savoir si par exemple il y aurait eu l'occasion d'accompagner des projets individuels. Nous espérions qu'à ma restitution des habitants seraient venus aussi, cela aurait été l'occasion pour elle de les rencontrer directement, mais elle a quand même pu être encore plus informée sur les enjeux de la GC (pendant la présentation, mais surtout la discussion qui a suivi) et rencontrer les autres acteurs qui travaillent sur ce territoire. Notamment la restitution a effectivement encore une fois été l'occasion de rencontres entre acteurs institutionnels et de la recherche et certains associatifs.

En plus du rôle de passeur, si je cherche à évaluer la façon dont les gens m'ont perçue sur le terrain, je peux dire que j'ai été « interprétée » au début comme une évaluatrice par le projet, mais ce rôle a été clarifié par J. Queste lors d'une réunion avec les commanditaires. J'ai toujours essayé d'expliquer clairement ma position en disant aux interviewés que j'étais en stage, au Cirad et à l'Université et que je travaillais sur le rapport homme-nature et sur les interactions des acteurs à la Grande Chaloupe, mais que je voulais surtout savoir quelles sont ou ont été leurs activités sur ce territoire. Parfois je spécifiais que j'étais surtout intéressée par les interactions entre le Life+ Corexerun et les autres acteurs, surtout quand je m'adressais à des acteurs particulièrement liés au projet. Cela a certainement influencé le type de résultats obtenus puisqu'en parlant de leurs activités ils m'obligeaient à interpréter ensuite à travers elles les approches, représentations et valeurs associées à la nature. Par contre, pour identifier les diverses interactions entre acteurs, je crois que de passer par les activités m'a simplifié la tâche : c'est en agissant que les individus interagissent avec des objets certes mais aussi avec d'autres individus.

Parmi les résultats même de cette étude, il me semble qu'il faut retenir comme important : i/ l'existence de diverses communautés à la GC, qui ont des interactions plus ou moins proches et une pluralité de rapports à la nature associées à une pluralité de perceptions de la GC ; ii/ pourtant leur présence et leurs approches variées ne sont pas incompatibles entre elles parce qu'ils ont fait des compromis ; iii/ de plus chacun agit sur son territoire mais il existe de nombreux éléments par lesquels s'établissent des liens et des coopérations : pratiques, objets-frontière, passeurs.

Je trouve que l'application complète d'une grille théorique d'analyse sur le terrain est quelque chose de très difficile à faire. Dans mon cas spécifique cela n'aurait pas été utile non plus. J'ai donc plutôt sélectionné à l'intérieur de deux cadres théoriques les éléments qui me paraissaient adaptés, qui donnaient plus de visibilité ou plus de sens à des observations, à des discours. Ma démarche est donc essentiellement inductive. En ce qui concerne la grille d'analyse qui se base sur la justification pour analyser les représentations de la nature (Godard, 1990) j'ai réinterprété deux des catégorisations construites par l'auteur. D'abord la nature *technique*, où la nature n'a pas seulement une valeur liée à la performance technique industrielle, mais également liée à la biodiversité qu'on considère « performante ». Deuxièmement la nature *civique*, que j'ai associée à des usages de loisir de la nature plus que l'auteur ne l'avait fait dans un premier temps. Pour ce qui est de la grille sur les communautés de pratiques, les passeurs et les objets-frontière (Wenger, 1998 ; 2000), je m'en suis surtout servi pour extrapoler des concepts que j'ai utilisés séparément. Puisque mon but n'était pas, comme pour l'auteur, d'évaluer dans une entreprise ou communauté la capacité d'apprentissage social.

Une des difficultés de la recherche c'est que la problématique évolue constamment. C'est en commençant à chercher quelque chose qu'on s'aperçoit que d'autres sont plus intéressantes et qu'il faudrait les inclure. Plus on avance et mieux on connaît le sujet, donc mieux on est placé pour évaluer ce qui est pertinent et ce

qui ne l'est pas. Or, quand le temps est limité, il arrive que des éléments ne puissent pas être pris en compte, parce que ce n'est qu'à la fin qu'on s'aperçoit de leur importance. Cela a été le cas pour ma recherche aussi. Notamment concernant la définition des communautés, il aurait été intéressant d'inclure une communauté de plus, comme suggéré par M.LY lors de la restitution, à savoir la communauté des élus, des collectivités territoriales, parce que les commanditaires auraient voulu savoir leur point de vue sur la GC, sur la nature et à quel point ils connaissent les autres acteurs impliqués et le projet Life+. Je regrette aussi de ne pas avoir étudié plus en profondeur la communauté des randonneurs, avec plus d'entretiens qualitatifs, pour pouvoir mieux la caractériser. Un questionnaire n'est certainement pas l'instrument le plus adapté pour étudier la sensibilité des gens en ce qui concerne leurs perceptions et rapport à la nature, ou même une éventuelle opinion sur le projet ou leurs possibles interactions avec d'autres acteurs. Les communautés des habitants de la Montagne et de la Possession vivant juste en haut des parcelles de restauration et de reconstitution auraient aussi mérité d'être étudiées en tant qu'unité à part, considérant leur potentiel d'engagement dans le projet qu'on peut deviner. J'ai eu la possibilité de parler avec deux ou trois associations qui y travaillent et cela m'a donné l'impression que c'est là qu'on pourra trouver le plus d'acteurs prêts à s'engager volontairement dans un projet participatif de restauration ou de protection de l'environnement sur ce territoire. Il faudrait étudier leur degré de disponibilité à participer activement dans le projet et dans la gestion intégrée du territoire de la GC.

Une analyse comparative avec une autre zone pourrait être faite, par exemple concernant des projets participatifs portés par des habitants, pour noter les différences par rapport à un projet piloté « par le haut » comme le Life+ Corexerun, et peut être en tirer des suggestions pour la suite. Un enseignant-chercheur lors de la restitution au LCF évoquait l'exemple du projet Oasis à Saint Benoit.

Il existe d'autres points qu'il serait intéressant d'approfondir dans le cadre de futures recherches. Ce sont par exemple : i/ la "pérennité" des acteurs qui forment les communautés, fragilisées par un turn-over fréquent des acteurs (inhérent au statut de département d'outre mer) et par la logique de projet qui domine tout le contexte des financements aujourd'hui ; ii/ de plus, il existe des conflits internes aux communautés que j'ai examinés seulement en partie. Il est possible qu'ils puissent avoir un impact important sur les relations avec les autres communautés et surtout pour la mise en place de la gestion intégrée du territoire, donc il faudrait qu'ils soient analysés par quelqu'un qui ait les outils pour le faire.

D'autres questions qui restent ouvertes sont par exemple la définition des habitations à la GC : est-ce un village ? Ou quartier périurbain ? Les habitants m'en parlaient en s'y référant en tant que village, donc c'est le mot que j'ai utilisé. Mais M. Carpanin Marimoutou, professeur de littérature créole à l'Université de la Réunion, pendant la restitution a affirmé que le mot village en créole n'existe pas. De plus, il est vrai qu'il existe une identité d'habitant de la GC, mais il est vrai aussi que le site est dépourvu de certains services fondamentaux pour pouvoir parler de village, comme par exemple une épicerie ou un bar/buvette, ou encore une mairie annexe ou d'autres service administratifs. D'un autre côté, il existe des lieux de rencontres, des lieux récréatifs comme le terrain de foot, des éléments du patrimoine religieux de l'espace réunionnais (ti bon dieu¹⁹, deux chapelles du culte hindou et un espace dédié au service malgache²⁰).

¹⁹ Les petites chapelles (oratoires) avec une statuette de la vierge, ou, à la Réunion, de Saint Expédit.

L'impact de la route pourrait faire l'objet d'une plus grande analyse, surtout dans la perspective du passage de la route du littoral de quatre à six voies.

Une dernière question ouverte, que j'ai abordée dans le chapitre six, c'est le rôle des experts réunionnais dans la vision de la nature : comment est-ce qu'ils arrivent à faire accepter aux institutionnels et aux gens leur savoir scientifique « incontestable » ?

Encore dans le domaine de la communication, il serait important d'analyser le discours qui veut associer la GC à une image conservatoire du patrimoine réunionnais. C'est un des volets que l'équipe du projet est en train de souligner à travers sa campagne de sensibilisation par rapport au Life+ Corexerun. Il faudrait évaluer l'efficacité de ce discours et mesurer l'impact sur la population, pour assurer la viabilité du projet. Pour l'instant on peut dire que cela a marché pour les acteurs participants au projet, mais est-ce que pour l'ensemble des réunionnais ce serait la même chose?

Il reste une dernière réflexion à mener par rapport à la transmission des savoirs intergénérationnels, puisqu'à la GC il semblerait que le corpus de connaissances traditionnelles transmis d'une génération à l'autre s'amenuise. Effectivement, j'ai remarqué que les personnes âgées connaissent plus d'utilisations traditionnelles, et certaines se plaignaient que les jeunes sont trop pris par leurs portables pour s'intéresser aux plantes patrimoniales réunionnaises et leurs usages.

Au regard de mes observations, si je devais mener aujourd'hui une recherche pour mettre en place la gestion intégrée du territoire de la GC, j'étudierais de manière plus approfondie les riverains de la Montagne et des hauts de la Possession, car c'est de là que pourrait émerger un volontarisme pour participer à la gestion participative de la forêt semi-sèche replantée. Les autres communautés étudiées ne peuvent toutefois pas être laissées en dehors de la réflexion en raison de leur proximité physique à l'endroit, des intérêts historiques et de l'appropriation symbolique qui en dérive.

²⁰ Culte dérivé du mélange des cultes des ancêtres africains à la Réunion

9. Références bibliographiques

Boltanski L., Thevenot L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard

Boullet, V. et Gigord, L. (coordinateurs), *Index de la flore vasculaire de la Réunion (Trachéophytes) : statuts, menaces et protections*. Conservatoire Botanique National de Mascarin, Version électronique consulté le 13/10/2012.

Callon, M. (1986). Some Elements of a Sociology of Translation: Domestication of the Scallops and the Fishermen of. In J. Law (Ed.), *Power, Action and Belief: A New Sociology of Knowledge?* (pp. 196–223). London Routledge.

Carlile, P. R. (2002). A pragmatic view of knowledge and boundaries: Boundary objects in new product development. *Organization science*, 13(4), 442–455. Consulté sur <http://www.jstor.org/stable/3085976>

Carlile, P. R. (2004). Transferring, translating, and transforming: An integrative framework for managing knowledge across boundaries. *Organization Science*, 15(5), 555–568. Consulté sur <http://www.jstor.org/stable/30034757>

Corexrun. (2009). SYNTHÈSE BIBLIOGRAPHIQUE ETAT DES LIEUX DES HABITATS SEMI-XEROPHIQUES A LA REUNION - Zoom sur le massif de la Montagne. Consulté sur <http://www.reunion-parcnational.fr/corexrun/spip.php?article27&lang=fr>

Corexrun. (2009). Atlas cartographique projet Life+ COREXRUN Etat des lieux des habitats semi-xérophiles du massif de la Montagne. Consulté sur <http://www.reunion-parcnational.fr/corexrun/spip.php?article27&lang=fr>

Godard, O. (1990). Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel. *Revue économique*, 41(2), 215-242.

Godard, O. (2004). De la pluralité des ordres – Les problèmes d’environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification. *Géographie, économie, société*, 6(3).

Latour B. (1991) *Nous n’avons jamais été modernes, essai d’anthropologie symétrique*, Paris La Découverte

Latour B. (2001) *Le métier de chercheur. Regard d’un anthropologue*, Versailles Cedex, Editions Quæ «Sciences en questions »

Star, S. L., & Griesemer, J. R. (1989). Institutional Ecology, “Translations” and Boundary Objects: Amateurs and Professionals in Berkeley’s Museum of Vertebrate Zoology, 1907-39. *Social Studies of Science*, 19(3), 387 – 420. Consulté sur <http://www.jstor.org/stable/285080>

Strasberg, D., Rouget, M., Richardson, D. M., Baret, S., Dupont, J., & Cowling, R. M. (2005). An Assessment of Habitat Diversity and Transformation on La Réunion Island (Mascarene Islands, Indian Ocean) as a Basis for Identifying Broad-scale Conservation Priorities. *Biodiversity and Conservation*, 14(12), 3015–3032.

Vinck, D. (1999). Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique: Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales. *Revue française de sociologie*, 40(2), 385–414. Consulté sur <http://www.jstor.org/stable/3322770>

- Wenger, E. (1998). *Communities of Practice : Learning, Meaning Identity*, New York, Cambridge University Press.
- Wenger, E. (2000). Communities of Practice and Social Learning Systems. *Organization*, 7(2), 225–246.

10. Annexes

10.1. Questions de recherche

Voici mes premières questions de recherche, faites à Montpellier, avant d'avoir rencontré les maitres de stage ou connu le terrain.

- 1) **Quel sont les savoirs naturalistes et le rapport à la nature des acteurs de la Grande Chaloupe ?**
 - a) Résidents
 - b) Scientifiques, ongs, projets de conservation, propriétaires, gestionnaires etc.
 - i) Qui sont les acteurs qui portent un intérêt dans la Grande Chaloupe ?
 - ii) Quels sont les savoirs sur l'environnement de la forêt des uns et des autres?
 - iii) Quelle est leur perception de la nature ?
 - iv) Comment ils l'utilisent ? Quelles ressources ils en tirent?
 - (1) Est-ce que les résidents pratiquent l'agriculture dans la forêt ?
 - v) Quelles sont leurs pratiques de conservation de l'environnement ?
 - vi) Quels sont leurs projets sur la forêt de la Grande Chaloupe ? Leur vision du futur ?
 - vii) Comment les savoirs naturalistes ont été interrogés dans le passé ? (dans la zone du projet et autres)
- 2) **Quels sont les conditions de vie (livelihoods) des habitants de la Grande Chaloupe ?**
 - a) le capital financier
 - i) les stocks monétaires
 - ii) les revenus réguliers
 - b) le capital humain
 - i) la quantité de travail disponible
 - ii) la qualité de la capacité de travail disponible
 - c) le capital naturel
 - i) ressources environnementales
 - d) le capital physique
 - i) infrastructures
 - ii) outils ou services
 - e) le capital social
 - i) réseaux,
 - ii) groupes
 - iii) autres relations
- 3) **Comment intégrer les pratiques et les savoir locaux dans la gestion du territoire de la Grande Chaloupe et de ses ressources naturelles afin de le conserver?**
 - a) Quelles sont les différentes relations de pouvoir entre les acteurs de la Grande Chaloupe ?
 - i) Qui détient des droits de propriétés ? Il y a-t-il des terres de propriétés communes ?
 - b) Comment le territoire a été géré dans le passé ? Comment les différents savoirs et attentes ont été pris en compte ?
 - c) Qu'est-ce qui est fait dans d'autres exemples de co-gestion d'un territoire ?
 - d) Quelles pratiques de conservation devraient être mises en valeur selon les acteurs locaux ?
 - e) Est-ce que il y a des conflits entre les visions du futur des différents acteurs concernant la forêt ? Comment les concilier ?
 - f) Quels sont les possibilités d'action pour une action conjointe de restauration et reconstruction ?
 - g) Est-ce que c'est intéressant pour tous les acteurs d'agir ?
 - h) De quelle manière les différents acteurs envisagent une possibilité d'action ?
 - i) Création d'une réserve et donc exclusion ?
 - ii) Création d'emploi et revenus ?

Voici les questions de recherche formulés à l'arrivée sur le terrain, après le premier point avec les deux maitres de stage :

- 1) **Quel sont les savoirs naturalistes et le rapport à la nature des acteurs de la Grande Chaloupe ?**

- a) Qui sont les acteurs qui portent un intérêt à la Grande Chaloupe ?
 - i) Hypothèses : résidents, scientifiques, associations, projets de conservation, propriétaires, gestionnaires etc.
- b) Quels sont les savoirs sur l'environnement de la forêt des uns et des autres ?
- c) Quelle est leur perception de la nature de la Grande Chaloupe ?
- d) Comment ils interagissent avec la forêt dans la vie quotidienne ?
 - i) Qui pratique l'agriculture dans la forêt et quel type ?
- e) Ont-ils des pratiques de conservation de l'environnement ?
- f) Quels sont leurs projets sur la forêt de la Grande Chaloupe ? Leur vision du futur ?
- g) Comment les savoirs naturalistes ont été interrogés dans le passé ?
- 2) **Quel est l'état actuel de la gestion du territoire de la Grande Chaloupe et de ses ressources ?**
 - a) Quelles sont les différentes relations entre les acteurs de la Grande Chaloupe ?
 - i) Quelle est la relation entre l'équipe du projet Life+ Corexerun et les différents acteurs ?
 - b) Quelles sont les réglementations / droits (formels, coutumiers) qui réglementent l'accès à la nature, liés aux différents acteurs ?
 - (1) Qui les définit / applique ?
 - (2) Quelle légitimité et impact auprès des différents acteurs ?
 - c) Comment le territoire a été géré dans le passé ? Comment les différents savoirs et attentes ont été pris en compte ?
 - d) Est-ce que il y a des conflits entre les visions du futur des différents acteurs concernant la forêt ?

10.2. Guides d'entretien

10.2.1. Général

RELATION A LA GC

- Quel territoire comprend la Grande Chaloupe ?
- Qu'est-ce que représente pour vous la Grande Chaloupe ?

ACTIVITES

- Quelles sont les activités que vous menez à la Grande Chaloupe ?

(REGLES D'USAGE)

- Quelles sont les réglementations que vous devez suivre lorsque vous intervenez sur le territoire de la GC ? (qui ? légitimité ? accommodations ?)
- Quelles règles / qu'est-ce que vous avez le droit de faire ? pratiques ?

SAVOIRS NATURALISTES

- Connaissez-vous le nom des plantes ?
- Cette plante a-t-elle des utilisations ?
- Est-elle endémique ou exotique ?

INTERACTIONS

- Travaillez-vous avec d'autres acteurs sur la GC ? Ou en connaissez-vous ?
- Quelle est votre opinion du Projet Life + Corexerun ?

HISTOIRE

- Depuis quand votre association / vous avez à faire à la GC ?
- Comment été géré le territoire à l'époque ?

FUTUR

- Comment voyez-vous le futur de la GC ?

—

10.2.2. Habitants

INTRODUCTION

Je suis intéressée à étudier / comprendre / mener des recherches sur :

- Le rapport homme/nature, et votre situation est particulièrement intéressante pour nous puisque vous vivez près de la forêt et la nature et près du Parc ;
- Le rapport aux sciences, et donc les relations que vous avez eu avec les scientifiques qui sont venus à la GC
- Le rapport aux savoirs sur la nature.

Cette enquête va être anonymisée, on va faire en sorte que dans le mémoire on ne puisse pas reconnaître qui a dit quoi, mais ça va quand même être pour vous une façon de prendre la parole et de faire entendre la voix des habitants de la GC. Je vais aussi faire une restitution des résultats que je tirerais de l'enquête à la fin, comme ça vous aurez moyen de voir ce que j'en tire et de me corriger si je me trompe.

Me permettez-vous d'enregistrer, pour avoir à prendre un peu moins de notes, en sachant que je peux éteindre à certains moments si vous le souhaitez et que je vais garder pour moi l'enregistrement ? Cela va me servir à réécouter pour être sûre d'avoir bien compris lors de l'analyse.

IDENTITE DE L'ENQUETE

J'aimerais d'abord, pour que l'on se connaisse un peu plus, commencer un peu par votre parcours : depuis combien de temps vous ou votre famille vivez à la GC ? Que faites vous dans la vie ?

RELATION A LA GC

J'ai un peu de mal à me repérer... la GC commence et fini où ? Est-ce qu'il y a des parties où vous allez plus souvent ? Que faites vous quand vous y allez ?

SAVOIR NATURALISTES

Faites vous du jardinage ? Pourriez-vous me montrer ? Ce sont des plantes originaires de la Réunion ?

Faites vous de la cueillette ? Ou sont les plantes ? Avec quelles utilisations ? Est-ce qu'il s'agit de plantes originaires de la Réunion ou pas ?

Faites vous de l'élevage ? Comment s'alimentent les animaux ?

Tout ça vous l'avez appris comment ? Quelqu'un vous en a parlé ? Vous avez lu dans des livres/manuels/revues ?

Peut-on les voir ? Entendu à la radio/ télé ? Quelles émissions ?

REGLES D'USAGE

Qu'est ce que ça fait / ça change de vivre si près du Cœur du Parc ? Vous rencontrez des agents des fois ?

INTERACTIONS ACTEURS

Cela vous est arrivé souvent de rencontrer des biologistes ou scientifiques d'autre discipline ? Du Projet Life+ ? Et avant ? Pourriez-vous nous raconter comment s'est déroulée cette rencontre ?

FUTUR

Comment voyez-vous l'avenir à la GC, plus tard ? Dans un an ? Dans 10 ans ? Est-ce que vous pensez que ça va changer ? Pensez vous que ça va rester un petit village et que vous allez continuer à vivre là ?

CONCLUSION

Pourrais-je revenir si je me rends compte que je manque d'informations ? ça ne vous embête pas ? Pourriez-vous me suggérer quelqu'un de la GC à qui je pourrais poser ce genre de question ? Qui aurait le temps ?

10.2.3. Un exemple de guide personnalisé : D.S.

VOTRE PARCOURS

Vous avez eu une longue carrière dans le domaine de l'environnement...pourriez vous nous la résumer svp ?

RELATION A LA GC

Quel territoire comprend la Grande Chaloupe ? Qu'est-ce que représente pour vous la Grande Chaloupe ?

ACTIVITES

Quelles sont les activités que ces organismes ont mené ou mènent à la Grande Chaloupe ?

Pourriez nous décrire une activité type ?

Avec qui ils ont des contacts ?

Quelles réglementations à suivre ?

ETUDES SCIENTIFIQUES

Vous nous avez déjà donné une liste...des ajouts ?

FUTUR

Comment voyez-vous le futur de la GC ?

10.3. Questionnaire

Enquête sur les usagers du Chemin des Anglais

Juillet 2012

Ce questionnaire va durer 5 minutes et a pour but d'évaluer la diversité des usages du Chemin des Anglais.

Nous faisons cette enquête en collaboration avec Ilaria Capra, étudiante.

Le présent questionnaire est entièrement confidentiel.

Merci de répondre sincèrement aux questions suivantes : il n'y a pas de bonnes ou mauvaises réponses, ce qui nous intéresse est votre opinion.

Pour chaque réponse il peut y avoir une ou plusieurs réponses possibles.

Modalité d'utilisation du sentier

Merci d'indiquer les circonstances de votre passage ici.

1. Qu'est ce qui vous amène sur ce sentier ? (Noter l'expression exacte svp)

2. Pour quelle raison avez vous choisi ce sentier plutôt qu'un autre ?

3. Venez vous souvent sur ce sentier ?

1. c'est la première fois 2. tous les jours 3. plusieurs fois par semaine 4. une fois par semaine 5. une fois par mois 6. plusieurs fois par an 7. une fois par an 8. moins d'une fois par an

4. Vous avez commencé le Chemin des Anglais par où ?

5. Cette ballade vous a été proposée par une organisation ? Si oui, spécifier le nom

6. Connaissez-vous d'autres sentiers pour aller dans cette forêt, à part le Chemin des Anglais? Si oui, lesquels?

7. Est-ce que cette randonnée vous plaît?

1. Beaucoup 2. Moyen 3. Pas du tout

8. Pourquoi?

9. Ordonnez quels sont selon vous les intérêts principaux de cette randonnée :

1. intérêt sportif 2. intérêt naturaliste 3. intérêt historique 4. autre (préciser) _____

Ordonnez 4 réponses.

Connaissance du projet

Merci de répondre aux questions suivantes en vous basant sur vos connaissances

10. Selon vous, la forêt que vous traversez, est de type : (laisser lire les options si besoin)

1. sèche 2. semi-sèche 3. humide 4. tropicale 5. semi-xérophile 6. hygrophile 7. je ne sais pas

11. Pourriez vous citer une plante originaire de la Réunion ?

12. Connaissez vous le projet de restauration de cette forêt ?

1. oui 2. non 3. je ne sais pas

13. Si oui, comment avez-vous connu ce projet?

1. amis/connaissances 2. journaux 3. prospectus 4. radio/télé 5. internet

6. panneaux informatifs 7. travail

14. Si oui, pouvez vous rappeler le nom du projet ?

Identité de l'utilisateur

Pour mieux vous connaître, merci de répondre aux questions suivantes

15. Quel est votre date de naissance ?

16. Quelle est votre situation socio-professionnelle?

1. Agriculteur 2. Commerçant 3. Chômeur 4. Employé

5. Enseignant 6. Entrepreneur 7. Etudiant 8. Intérimaire

9. Ouvrier 10. Profession libérale 11. Retraité 12. Autre

17. Travaillez vous dans le secteur de l'environnement?

1. oui 2. non

18. Indiquez votre code postal actuel (si pas français, indiquez le pays)

19. Vous vous considérez..

1. Réunionnais 2. Métro 3. Touriste 4. Autre

20. Pensez-vous quitter la Réunion dans les prochains deux ou trois mois? Si oui, quand?

21. Seriez vous disponible à laisser votre numéro de portable afin d'être contacté, pour un entretien plus exhaustif, par une étudiante qui travaille sur les différents types d'utilisateurs de la Grande Chaloupe ?

22. Merci de votre temps et disponibilité! Des commentaires?

Rempli par l'enquêteur

23. Genre de l'interviewé

1. Homme 2. Femme

24. L'interviewé est venu sur ce sentier avec qui ?

1. seul 2. en couple 3. en famille 4. en groupe d'amis 5. en groupe organisé

25. Sens de marche de l'interviewé

26. Lieu de l'enquête

27. Nom de l'enquêteur

28. Date et heure de saisie

Résumé

La Grande Chaloupe (GC) est connue pour être un territoire à forts enjeux historiques, patrimoniaux, environnementaux et sociaux par les réunionnais. Dans le passé, des projets de développement ont débouché sur des relations conflictuelles entre les acteurs qui y agissent. Aujourd'hui, un projet de conservation de la biodiversité est en place : le reboisement de la forêt semi-sèche de la GC.

L'enquête de terrain a pour but de cartographier les acteurs qui œuvrent autour de cette forêt aujourd'hui, en se focalisant sur leurs interactions, leurs savoirs et leur rapport à la nature. Des méthodes sociologiques telles que l'observation participante, les entretiens non directifs et semi-directifs, le questionnaire, ont été appliquées.

Ainsi, j'ai identifié des communautés d'individus concernés par la GC, que j'ai comparé entre eux en mettant en évidence les éléments qui pourraient favoriser la coopération ou la discorde et en concluant que la collaboration est plus forte grâce à des éléments de cohésion tels que les passeurs et les objets-frontière.

Pour citer cet ouvrage : Capra, Ilaria, (2012). Analyse des communautés d'acteurs de la forêt de la Grande Chaloupe, île de la Réunion. Mémoire de fin d'études, Master Agris Mundus, SAT, MOQUAS, Montpellier SupAgro, 97 pag.

Montpellier SupAgro, Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques de Montpellier, 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier cedex 02. <http://www.supagro.fr>